

le poing et la rose

10, rue de Solférino, Paris VII - Organe du Parti Socialiste - Mensuel N° 133 - Novembre 1990 - 7 F

Congrès de **RENNES**

15, 16, 17, 18 MARS 1990

- *Compte rendu du congrès : rapports et interventions.*
- *Organismes centraux du PS.*
- *Comité directeur du 21 mars 1990 : texte de la synthèse générale.*



Sommaire

Message du Président de la République, François Mitterrand	p. 3
Déroulement des travaux	p. 4 à 8

Les allocutions de bienvenue	p. 7 et 8
Jean-Claude du Chalard	
Edmond Hervé	
Charles Josselin	

Les rapports

Rapport d'activité de la direction nationale : Henri Emmanuelli	p. 9 à 12
Rapport sur le projet de la déclaration de principes : Gérard Collomb	p. 12 à 16
Rapport du groupe socialiste au Parlement européen : Jean-Pierre Cot	p. 16 à 18
Rapport de la commission nationale des conflits : Robert Savy	p. 18 et 19
Rapport de la commission sur la réforme des statuts : Yannick Bodin	p. 19 à 21
Intervention du Premier secrétaire, Pierre Mauroy	p. 22 à 25
Intervention du Premier ministre, Michel Rocard	p. 26 à 29

Débat général : interventions

Gérard Fuchs	p. 30
Michel Sapin	p. 30 et 31
Pierre Guidoni	p. 31
René Souchon	p. 31 et 32
Michèle Lindeperg	p. 32
Josette Durieu	p. 32 et 33
Christian Pierret	p. 33
Marie-Noëlle Lienemann	p. 33 à 35
Laurent Fabius	p. 35 à 38
Yves Dollo	p. 38 et 39
Jean-Pierre Chevènement	p. 39 à 41
Jean Poperen	p. 41 à 43
Jean-Luc Mélenchon	p. 43
Louis Le Pen	p. 43 et 44
Jean Auroux	p. 44
Pierre Brana	p. 44 et 45

Yvette Roudy	p. 45 et 46
Jean-Pierre Joseph	p. 46
Jean-Claude Boulard	p. 46 et 47
Michel Raffet	p. 47 et 48
Gustave Talbot	p. 48
Jacques Chérèque	p. 48 et 49
Claude Evin	p. 49 et 50
Louis Mermaz	p. 50 et 51
Pierre Bérégovoy	p. 52 et 53
Lionel Jospin	p. 53 à 56
Christophe Cevasco	p. 57

Rapport de la commission des résolutions :

Edmond Hervé	p. 58
Point sur la réforme des statuts :	
Yannick Bodin	p. 59

Interventions (suite)

Jean-Luc Mélenchon	p. 60
Jean-Marc Ayrault	p. 60 et 61
Gérard Lindeperg	p. 61 et 62
Laurent Fabius	p. 62
Max Gallo	p. 62 et 63

Débat international

Oskar Lafontaine	p. 64 et 65
Guy Spitaels	p. 65 et 66
Jorge Arrate	p. 66 et 67
Sergio Cunesco	p. 67

Discours de clôture : Pierre Mauroy

Composition du Comité directeur	p. 70
Comité directeur du 21 mars 1990	
Texte de la synthèse générale :	
Rassembler à gauche	p. 71 à 75
Composition du Bureau exécutif	p. 75
Composition du Secrétariat national, Commission nationale des Conflits, Commission nationale de contrôle financier	p. 76
Les délégations étrangères et les organisations internationales	p. 77



Le message du Président de la République François Mitterrand

Chers amis,

De jour en jour, la liberté rompt les digues qui l'enfermaient en Europe de l'Est, en Afrique du Sud, au Chili et en tant d'autres lieux. Voilà ce que nous avons d'abord à célébrer ensemble.

Deux cents ans après notre Révolution, celle des Droits de l'Homme, les Français ont à se montrer dignes de ce bel héritage. Il appartient aux socialistes d'aller plus loin sur ce chemin. Lutter contre les exclusions, réduire les inégalités, donner à chacun la meilleure chance de réaliser ses capacités personnelles, d'accéder à un métier, de maîtriser sa vie, refuser le repli sur soi, les divisions artificielles, l'intolérance, là est l'inspiration, là est la politique qui justifient notre engagement et nos responsabilités présentes.

Mais l'histoire n'est pas complaisante. Unissons donc nos esprits, nos moyens et nos forces sans jamais oublier que, dans ce combat toujours renouvelé, nous sommes tous du même côté.

Chers amis, je souhaite que votre congrès serve le progrès, en nous aidant à parachever le redressement économique tout en récusant je ne sais quelle fatalité marchande qui permettrait aux puissants de s'assurer contre les risques en ne laissant aux faibles d'autre choix que de les subir. Je souhaite qu'il serve la paix. Je souhaite qu'il serve l'Europe, celle de la Communauté, pierre angulaire de toute construction, et celle du continent, chantier qui s'ouvre aux espérances. Je souhaite enfin que votre congrès fasse du développement du tiers monde l'ambition majeure de cette fin de siècle.

C'est dans la fidélité à l'œuvre que nous avons entreprise en commun que je vous adresse ce message, et que je forme des vœux pour vous.



Déroulement des travaux

Jeudi

Le congrès est déclaré ouvert par Edmond Hervé, maire de Rennes, qui préside la séance, Jean-Claude Du Chalard, Premier secrétaire de la fédération d'Ille-et-Vilaine, Edmond Hervé, et Charles Josselin, président du Bureau Régional d'Etudes et d'Informations Socialistes prononcent les allocutions de bienvenue.

Henri Emmanuelli présente ensuite le rapport d'activité de la direction sortante. Après une courte intervention de Jean-Paul Brachet (fédération du Maine-et-Loire) au sujet de ce rapport, *le congrès donne quitus à la direction nationale moins 71 abstentions et 65 voix contre.*

La seconde partie de l'après-midi est consacrée au projet de déclaration de principes présenté par Gérard Collomb. Il est suivi de Gérard Gaumé (Yvelines), Gérard Fuchs (secrétaire national aux Affaires européennes et de sécurité), Max Gallo (secrétaire national à la Culture), Jean Le Garrec (Nord), Louis Mexandeau (secrétaire national à la Formation). A l'issue de ce débat, *la déclaration de principes est adoptée à l'unanimité moins 3 voix contre.*

Enfin, le congrès entend Jean-Pierre Côt pour le rapport d'activité du groupe socialiste au Parlement européen puis Robert Savy au nom de la commission des conflits.

Vendredi

La séance est ouverte sous la présidence d'André Billardon. Yannick Bodin présente le rapport de la commission de réforme des statuts. Interviennent dans ce débat : Alain Claeys (Vienne), Patrice Finel (Essonne), Michel Sapin (Hauts-de-Seine), Gérard Dupeyrat (Essonne), Philippe Bassinet (Hauts-de-Seine), Pierre Guidoni (secrétaire national aux Relations internationales), Gilbert Roger (Seine-Saint-Denis), Michel Yoyo (Martinique), Michel Berson (Essonne). *Le congrès adopte à l'unanimité les conclusions de ce rapport.*

Puis le débat général s'engage avec les interventions de Roger Quilliot (Puy-de-Dôme), René Souchon (Cantal), André Laignel (Indre), Michèle Lindeperg (Rhône), Josette Durieu (Hautes-Pyrénées), Bernard Derosier (Nord).

Le débat général se poursuit l'après-midi sous la présidence de Jean-Marc Ayrault. Se succèdent à la tribune : Georges Garot (Mayenne), Georges Louisor (Guadeloupe), Christian Pierret (Vosges),

Marie-Noëlle Lienemann (Essonne), Yves Dollo (Côtes-du-Nord).

Le président salue l'arrivée du Premier ministre, Michel Rocard, avant de donner lecture au congrès d'un message du Président de la République, François Mitterrand.

Intervient alors le Premier secrétaire Pierre Mauroy.

La présidence est ensuite assurée par Catherine Trautmann qui donne la parole au Premier ministre Michel Rocard. Il est suivi de Claire Dufour (Paris), Laurent Fabius (Seine-Maritime), Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort), Jean Poperen (Rhône), Julien Dray (Essonne).

Samedi

Les travaux reprennent sous la présidence de Claude Estier. Edmond Hervé rend compte des travaux de la Commission des résolutions.

Un débat s'engage au sujet de ce rapport : Pierre Mauroy propose *"qu'un groupe de travail soit constitué sur la base d'une répartition correcte entre les différentes motions"*, afin de commencer à travailler sur la synthèse.

André Billardon fait remarquer *"qu'aucun des textes soumis au vote de la Commission des résolutions n'a été adopté"*, *"que le texte présenté comme une pré-synthèse a été repoussé par 40 voix contre 25"* et que la recherche de la synthèse *"ne peut se passer par une réunion à la sauvette dans des conditions politiques non précisées"*. Il propose donc *"qu'avant de parler de groupe de travail, s'établissent des contacts entre les responsables des courants"* et que la proposition de Pierre Mauroy *"soit soumise au vote par mandats"*.

Pour Pierre Guidoni : *"Ce congrès est celui d'un parti de délégués mandatés par leurs fédérations. (...) C'est tous ensemble que nous devons chercher un accord politique. (...) Aucun ne doit être exclu de la recherche de la synthèse. (...) Il n'y a qu'un moyen d'engager le débat, c'est que la Commission des résolutions se réunisse."*

Marcel Debarge prend alors la parole : *"J'espère que nous allons nous entendre. En attendant, sachons nous écouter (...). Nous avons demandé un vote par mandats. Nous maintenons cette demande, c'est de droit ! La lucidité, c'est de savoir quels mandats. Alors, il faut d'abord que la Commission de vérification des mandats fasse son travail et vienne rapporter, car nous sommes*



dans une situation paradoxale de ne pas savoir comment on peut voter par mandats. (...) Nous avons demandé, et nous continuons de la faire, le pacte d'unité des mitterrandistes, en préalable à une synthèse générale et nous n'acceptons pas de nous trouver devant des contacts qui ont lieu avec des représentants de motions, devant des faits accomplis, devant des pré-synthèses qui sont autant d'exclusions des autres".

Pour Michel Sapin : *"La vie est passionnante, les nuits de commission des résolutions aussi. Nous avons découvert ce que vous savez tous depuis le début de ce congrès : aucun texte adopté par les militants, aucun texte déposé devant la commission des résolutions, n'est à lui seul, majoritaire. C'est une grande nouvelle, c'est une découverte ! En tous les cas, cela semble être une découverte pour certains puisqu'André Billardon a qualifié de "donnée politique essentielle" cette découverte, comme si le fait que la lune brille la nuit était une découverte politique essentielle. (...) Pour avancer, il n'y a qu'une seule solution, c'est la proposition qu'a faite Pierre Mauroy. C'est un travail minutieux; il ne faudrait pas que sur ce chemin, à chaque pas, il y ait une mine qui éclate et qui ralentisse notre progression vers la synthèse générale."*

Philippe Bassinet : *"On a cherché à imposer la discussion sur le texte des motions 1 et 7 dont on voulait obtenir par un vote la prise en considération comme base. (...) Nous ne connaissons toujours pas les résultats du vote indicatif exprimé par les militants. (...) Nous réclamons la réunion de la Commission des résolutions, d'une part, et que la Commission de vérification des mandats termine son travail"*.

Jean-Luc Mélenchon : *" On a commencé avec un nouvel axe politique à écarter la motion qui a recueilli le plus de voix devant les militants". (...) Que l'on commence par connaître la répartition exacte des mandats"*.

Henri Emmanuelli : *"Quand on veut l'unité des mitterrandistes, on ne commence pas par les faire voter les uns contre les autres (...). Ceux qui l'ont fait portent une lourde responsabilité"*.

Au terme de ce débat, le président indique qu'il n'est pas possible pour l'heure de procéder au vote sur la proposition de Pierre Mauroy en l'absence des conclusions de la commission de vérification des mandats. Il propose donc de suspendre ce débat jusqu'à ce que la commission soit en mesure de rendre son rapport.

La séance est placée sous la présidence de Bernard Bioulac et le débat général reprend avec

les interventions de : Henri Nallet (Yonne), Louis Le Pensec (Finistère), Jean Auroux (Loire), Christian Bataille (Nord), Pierre Brana (secrétaire national à l'Environnement et à l'Urbanisme), Yvette Roudy (secrétaire nationale aux Droits de la femme), Geneviève Domenach-Chich (secrétaire nationale aux Questions de société et à la vie associative), Jean-Pierre Joseph (Gers), Pierre Lorenzi (Val-de-Marne), Jean-Chaude Boulard (secrétaire national aux Affaires sociales), Mohamed Mebtoul (Val-de-Marne) et Michel Raffet (Paris).

L'après-midi, interviennent sous la présidence de Claude Estier : Alain Przysiek (Savoie), puis sous celle de Colette Deforeit : Bernard Cailliau (Pas-de-Calais), Gustave Talbot (Deux-Sèvres), Jacques Chérèque (Meurthe-et-Moselle), Claude Evin (Loire-Atlantique), Louis Mermaz (Isère), Pierre Bérégovoy (Nièvre), Lionel Jospin (Haute-Garonne).

La présidence est ensuite assurée par Pierre Guidoni (secrétaire national chargé des Relations internationales) qui salue les nombreuses délégations étrangères ainsi que nos camarades membres de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne et de l'Internationale Socialiste venus assister aux travaux de congrès.

Se succèdent à la tribune : Oskar Lafontaine, vice-président du SPD (R.F.A.), Premier ministre de Sarre, Guy Spitaels, président de l'Union des partis socialistes de la Communauté Européenne, Jorge Arrate, secrétaire général du Parti socialiste du Chili et Sergiu Cunesco, président du Parti social démocrate de Roumanie.

Gérard Fuchs (secrétaire national chargé des Affaires européennes et de Sécurité) clôt le débat international avant de donner la parole à deux orateurs inscrits dans le débat général : Patrice Finel (Essonne); Christophe Cevasco (M.J.S.).

Dimanche

La séance est placée sous la présidence de Louis Mermaz qui annonce que la Commission des résolutions n'ayant pu parvenir à la synthèse, il est convenu que les représentants des cinq motions se réuniront mardi 20 mars auprès du Premier secrétaire, Pierre Mauroy.

Yannick Bodin donne ensuite lecture :

- du résultat des votes indicatifs des fédérations adoptés par 46 voix pour, 27 membres de la commission n'ayant pas pris part au vote ;
- des propositions de modifications statutaires retenues par la Commission des résolutions qui sont adoptées à l'unanimité par le congrès.



Après une courte intervention de Marie-Noëlle Lienemann, (motion 6) puis de Jean-Luc Mélenchon (motion 4) au sujet de la représentation des motions n'ayant pas atteint le seuil des 5 %, interviennent successivement : Henri Emmanuelli au titre de la motion 1 ; Jean-Marc Ayrault au titre de la motion 2 ; Gérard Lindeperg au titre de la motion 3 ; Laurent Fabius au titre de la motion 5 ; Max Gallo au titre de la motion 7.

A la demande du président, Françoise Seligmann donne lecture de la liste du Comité directeur.

André Billardon demande alors qu'il soit procédé

à un vote par mandats nationaux sur les cinq textes en présence. Henri Emmanuelli intervient à son tour. Faisant observer que cette procédure sera très longue, il propose de donner acte aux représentants de la motion 5 de ce qu'après la fusion intervenue entre la motion 5, la motion 4 et la motion 6, c'est ce texte qui recueille le plus grand nombre de mandats. André Billardon renonce, au nom de la motion 5, à la demande de vote qu'il a formulée.

Le Premier secrétaire, Pierre Mauroy, conclut les travaux du congrès.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti Socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PS info

organe officiel du Parti Socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 270 F

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti Socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un :

Abonnement réduit de 60 % sur le montant de cet abonnement, soit 115 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 115 F à "P.S. Info", 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des "Nouvelles Éditions de l'An 2000".



Les allocutions de bienvenue

Jean-Claude du Chalaré

Premier secrétaire
de la fédération d'Ille-et-Vilaine

"La fédération d'Ille-et-Vilaine s'est progressivement constituée, comme bon nombre de fédérations, à partir du Congrès d'Epinay. Comme dans beaucoup de fédérations, on assista à une formidable vague d'adhésions après la première campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974. Savez-vous, mes amis, qu'en 1971, ici, en Ille-et-Vilaine, nous n'avions aucun maire, aucun conseiller général et bien sûr, aucun député. La fédération ne comptait qu'une centaine de militants, presque exclusivement rennais, d'ailleurs. Aujourd'hui, nous comptons plus de 60 sections, 14 conseillers généraux ou apparentés, 8 conseillers régionaux, 2 députés. Nous disposons maintenant d'un fort bataillon d'élus communaux et de maires. Des maires socialistes sont à la tête de villes comme Rennes, Fougères, Redon. Entre 1981 et 1988, c'est-à-dire entre deux campagnes présidentielles, François Mitterrand a gagné, ici, en Ille-et-Vilaine, près de 12 % des voix pour atteindre le score de 54,2 % de suffrages exprimés, ceci le 8 mai 1988.

Aujourd'hui, l'Ille-et-Vilaine n'est plus une terre socialiste laissée en jachère. Nous sommes devenus le premier parti politique de ce département, et pourtant ce ne fut point aisé, trouvant sur notre route des adversaires de taille comme Pierre Méhaignerie, Yvon Bourges, et Alain Madelin.

Cette formidable progression, nous la devons à l'enthousiasme, à la ténacité des militants de ce département.

Ce Congrès, nous l'avons préparé avec un double objectif : d'une part, le réussir sur le plan matériel. D'autre part, ne pas être absents du débat. (...)

La presse, que j'ai parcourue comme vous, présente ce Congrès comme un Congrès de l'après-Mitterrandisme, cela me paraît une analyse fort contestable et bien imprudente. Je pense que ce Congrès de Rennes restera dans les annales comme un congrès d'un Parti Socialiste atteignant sa majorité, intégrant dans sa démarche les acquis de son expérience du pouvoir s'appuyant sur les valeurs intangibles du socialisme français. (...)"

Edmond Hervé

Maire de Rennes.

"(...) Les militants de ce parti ont pu avancer parce qu'ils ont su, en leur sein et à l'extérieur, faire se rejoindre des hommes et des femmes ayant des spiritualités différentes, des spiritualités laïques et chrétiennes. C'est dire que lorsqu'on porte atteinte à une spiritualité ici comme ailleurs, on réagit toujours d'une manière immédiate.

Voilà le grand dépassement qui a été ici construit. Il l'a été dans la fidélité, au nom d'une conception laïque d'avenir, et ici comme ailleurs, nous avons apporté notre pierre à l'édification du Parti. Tous ces acquis, renforcés par la conviction supplémentaire et l'influence nouvelle qu'apporte la responsabilité, servent et serviront la confiance de nos concitoyens, une confiance que nous devons, militants du Parti Socialiste, entretenir.

François Mitterrand, lors du Congrès d'Epinay, a voulu un Parti qui libère, rassemble et transforme. Ces axes majeurs pouvaient prendre appui résolument sur le socle qui avait été construit par Léon Blum lors du Congrès de Tours.

Le projet de nouvelle déclaration de Principes se nourrit à ses sources. Nous sommes un parti pour la liberté, l'égalité, la dignité des hommes et des femmes, le bien-être, la responsabilité, la solidarité, un parti de rassemblement, un parti de transformation sociale.

Les militants socialistes sont en charge de tant et tant d'espérance. Ils sont forts de leur engagement, de leur savoir, de leur audience, des attentes qu'ils suscitent, du rayonnement de leur pays. Ils sont forts des leurs qui exercent les plus hautes fonctions.

Pour tout cela, il nous faut débattre pour répondre à l'essentiel, et c'est en débattant de l'essentiel que nous rendrons les plus grands services à notre parti, à notre pays, à son président, et au gouvernement qu'il a choisi.

C'est en débattant de l'essentiel que nous arriverons à ce point espéré et obligé qui s'appelle l'unité du Parti Socialiste. (...)"



Charles Josselin

Président du Bureau Régional d'Etudes
et d'Informations Socialistes.

Il y a dix-sept ans, conscients de leur fragilité, mais conscients de leur ambition, les Socialistes de Bretagne ont créé le B.R.E.I.S. d'abord lieu de recherche et outil d'information, cette structure originale dont le Bureau comprend, par exemple, les quatre Premiers Secrétaires Fédéraux de Bretagne, allait prendre une place singulière dans leur organisation et surtout une part importante dans nos combats.

La présidence du B.R.E.I.S. que j'exerce depuis bientôt dix ans, me vaut le privilège et l'insigne honneur de vous souhaiter la bienvenue à mon tour. Je le fais avec empressement, je le fais avec émotion, car la tenue de ce Congrès à Rennes, capitale de notre région est pour chacun des Socialistes bretons un moment privilégié dans l'histoire déjà longue de nos combats.

Notre Parti, qui se veut, qui se doit d'être en phase avec les grands mouvements de notre époque, se devait de se doter d'une organisation qui fasse de la Région le lieu de coordination de projets, de concrétisation de nos orientations, d'arbitrage parfois de nos propres conflits.

Comment faire pour que la carte de la France Socialiste militante ne soit pas trop déformée par rapport à la carte de France de nos électeurs ? C'est là que l'histoire de notre Parti offre sans doute un début de réponse.

Avant 1905, certains délégués au Congrès représentaient les cotisants et d'autres les électeurs. Chez les ministres, la proportion était de 1 au Congrès pour 10 cotisants, 1 délégué au Congrès pour 100 électeurs. Chez Jaurès, le rapport était de 1 à 50.

Cette double représentation, prévue dans le protocole de réunification, fut supprimée par voie d'amendement, proposé à la S.F.I.O. en 1950. Elle ne fut pas retenue. Pour cette délicate question, je n'ose pas imaginer que ce Congrès soit celui de la décision. Je souhaiterais seulement qu'il soit celui de la prise de conscience.

Malgré tout ce qu'on a pu en dire, malgré tout ce qu'on a pu faire au cours de ces derniers mois, mais à cause de tout ce que la France, et singulièrement les Socialistes en attendent, je vous souhaite, je nous souhaite un bon, un grand, un fructueux Congrès.

Bureau du congrès

Président du Bureau : Claude Estier
Jean-Marcel Bichat - Pierre Brana - Michel Debout - Marie-Noëlle Lienemann - Guy Ramirez
Pierre Schapira - Françoise Seligmann - Henri Viols.

Commission des résolutions

Titulaires

Claude Allègre - Michèle André - Jean Auroux
Jean-Marc Ayrault - Claude Bartolone - Philippe Bassinet - Pierre Bérégovoy - François Bernardini
Jean-Marcel Bichat - André Billardon
Jean-Michel Boucheron - Jean-Claude Boulard
Pierre Brana - Françoise Carle - Roland Carraz
Robert Chapuis - Jean-Pierre Chevènement
Gérard Collomb - Marcel Debarge - Gérard Delfau - Tony Dreyfus - Claire Dufour - Josette Durrieu - Henri Emmanuelli - Claude Estier
Claude Evin - Laurent Fabius - Daniel Frachon
Anne-Catherine Franck - Gérard Fuchs - Jean-Louis Gentile - Claude Germon - Pierre Guidoni
Edmond Hervé - Jean-Paul Huchon - Jean-Pierre Joseph - Lionel Jospin - Pierre Joxe
Pascal Lamy - André Laignel - Gérard Le Gall
Jean Le Garrec - Louis Le Pen - Gérard Lindeperg - Catherine Mabrut-Lissonde - Pierre Mauroy - Jacques Mellick - Marlène Mélisse
Louis Mermaz - Didier Motchane - Henri Nallet
Daniel Percheron - Michel Pezet - Jean-Paul Planchou - Jean Poperen - Jean-Jack Queyranne
Paul Quilès - Alain Richard - Bernard Roman
Yvette Roudy - Michel Sapin - Françoise Seligmann - Olivier Stirn - Jean-Pierre Sueur
Daniel Vaillant.

Suppléants

Alain Bergounioux - Bernard Bioulac - Jean-Pierre Bonin-Moulins - Pierre Bourguignon
Jean-Marie Cambacères - Jean-Christophe Cambadélis - Michel Charzat - Alain Claeys
Colette Deforeit - Bernard Derosier - Geneviève Domenach-Chich - Raymond Douyère - Claude Dupont - Colette Gadioux - Max Gallo - Gérard Grumberg - François Hollande - Gilles Johanet
Jean-Marie Le Guen - Alain Le Vern - Georges Louisor - Paul Lussault - Louis Mexandeau
Pierre Moscovici - Véronique Neiertz - Jean-Claude Petitdemange - Guy Penne - Bernard Poignant - Christian Proust - Alfred Recours
Catherine Trautmann - Geneviève Vacheret
Manuel Valls - Michel Vauzelle.

Deux observateurs :

Patrice Finel - Jean-Luc Mélenchon.



Les rapports

Rapport d'activité de la direction nationale Henri Emmanuelli

Depuis notre Congrès de Lille en avril 1987, notre Parti a connu une des périodes les plus intenses de son histoire.

Sept élections nationales ont en effet fortement rythmé ces 34 mois, au premier plan desquels, bien entendu, l'élection présidentielle qui a marqué, avec la réélection de François Mitterrand, la fin de la parenthèse conservatrice et le retour de la gauche au pouvoir.

Parallèlement, sur le plan international se sont produites des évolutions considérables avec une accélération et une concentration très fortes en 1989, année du Bicentenaire de la Révolution. Ces événements, et notamment ce qui s'est passé et se passe à l'Est, marqueront la fin de ce siècle. (...)

Certes, ces évolutions ne sont pas sans poser de graves questions : réunification allemande et ses conséquences, résurgence des nationalismes, risques de déstabilisation. Mais dans l'ensemble, l'Histoire avance et tranche en notre faveur le vieux débat du Congrès de Tours. **Il n'y a pas de justice sans liberté !**

Enfin, et même si ceci n'est pas comparable à cela, la formation du gouvernement de Michel Rocard en mai 1988 a eu pour conséquence le départ vers des responsabilités ministérielles de bons nombres de nos camarades de la direction, à commencer par celui de notre Premier Secrétaire d'alors, Lionel Jospin, remplacé par Pierre Mauroy.

(...) D'une manière générale, nous avons vécu sous la pression des événements. Mais, ceci n'a pas empêché le Parti de se préoccuper de lui-même et de travailler comme l'atteste le rapport détaillé qui est soumis à votre approbation et qui retrace l'activité des divers secrétariats nationaux. Ni même d'innover, notamment sur le plan de sa communication interne et externe (Vendredi, service télématique...). D'ici la fin de l'année, l'ensemble des fédérations sera doté d'un système de communication informatique qui fera de notre Parti, je crois, le plus performant et le mieux équipé en la matière. Mais, à regarder les choses avec un peu de recul, ce sont les événements qui ont dicté l'urgence. De sorte que c'est dans le rapport à leur déroulement rapide plutôt que dans je ne sais quel

examen introverti et isolé de nos actes qu'il nous faut, me semble-t-il, examiner ce qu'a été notre action.

Deux séquences politiques ont marqué cette période : **la fin de la parenthèse conservatrice et le retour des socialistes.**

La cohabitation ou plus exactement la coexistence institutionnelle entre un président issu de nos rangs et un gouvernement de droite a été une période exceptionnelle de notre histoire. Sans précédent, elle a exigé de notre président une maîtrise et un sens de l'Etat à la mesure de l'événement. Elle a surtout abouti à un **rejet du modèle libéral-conservateur**, tout en générant une mutation profonde de notre système politique.

Cette période n'a pas été facile : combattre la politique très marquée d'un gouvernement de droite tout en soutenant un Président qui n'a jamais renoncé à être lui-même n'était pas un exercice ordinaire. Mais cette difficulté, imposée par les circonstances, a été bien assumée dans la plus parfaite cohésion.

Au bout du compte, les Françaises et les Français ont signifié sans ménagement son congé à Monsieur Chirac et leur désaccord sur une politique à la fois conservatrice et autoritaire qui dessinait, sans ambiguïté, une société à plusieurs vitesses. Les législatives qui ont suivi ont montré malgré tout que ce rejet n'était pas pour autant un plébiscite de l'alternative que nous offrons. Il n'en reste pas moins, que, malgré les limites que j'évoquais à l'instant, le mythe du libéralisme triomphant a subi un revers très sérieux dont le morcellement actuel de l'opposition où les protagonistes n'en finissent pas de se déchirer sur le thème de l'Union n'était pas une simple réaction à quelques excès. Et ceci d'autant plus que le phénomène de triple alternance a fait évoluer le système politique français qui reposait sur une conception tout à fait archaïque d'une démocratie somme toute assez mal comprise. (...)

En légitimant l'ensemble des forces politiques significatives de ce pays, il a en quelque sorte permis d'accéder à une conception plus élaborée et plus conforme au niveau culturel et au développement du système d'information de notre pays.



La conception régalienne du pouvoir a évolué vers une conception plus arbitrale et chacun sait désormais, pour l'avoir expérimenté successivement, que dans ce pays 1 ou 2 % de majorité n'ouvre pas forcément toutes les portes et qu'il faut avant tout convaincre plutôt que vouloir imposer. Et qu'il n'est pas nécessaire de traiter l'adversaire en ennemi pour rester soi-même.

Cette évolution, comme toujours, ne se fait pas sans ambiguïté ou sans équivoque. Emportés par le mouvement, certains en ont conclu que désormais il n'y avait plus de gauche et de droite, que les idéologies étaient définitivement mortes, la politique défunte et les partis, au mieux inutiles, au pire néfastes... Que n'a-t-on entendu sur cette thématique ! C'est, me semble-t-il, commettre un contresens et jeter la démocratie avec l'eau du bain (...)

Refus d'un conservatisme thacherien qui semble d'ailleurs gagner aujourd'hui son pays d'origine et, évolution du système politique, tels auront été les enseignements de cette parenthèse dite "libérale".

En mai 1988, la très nette victoire de **François Mitterrand**, réélu au second tour avec 54 % des suffrages, a marqué le retour des socialistes au pouvoir. Victoire personnelle d'un homme dont l'impact va bien au-delà de nos rangs, ce succès a été aussi celui de la gauche et notamment, la juste appréciation par les Français de l'effort de redressement entrepris sous la précédente législature. Il n'y a pas de doute dans mon esprit : si durant la première législature, sous les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, les socialistes s'étaient discrédités, 1988 n'aurait pas été l'année du retour. La popularité du Président a fait le reste.

Quant à notre Parti, il a tenu son rôle. Et je voudrais dire ici qu'il l'a bien tenu. Ce n'est pas parce que nous avons accepté dans la phase préélectorale de faire preuve de la discrétion nécessaire que nous n'étions pas aux avant-postes. Il n'était pas facile, à l'automne 1987 d'occuper le terrain sans faire ouvertement campagne. C'est ce que nous avons néanmoins réussi en mettant sur pied la campagne "Génération Mitterrand" qui, me semble-t-il, n'était ni "archaïque" ni "ringarde". Il n'était pas plus facile de faire, au mois de décembre 1987 et au mois de janvier et février 1988, une pré-campagne sans candidat ! Cela a néanmoins été fait. (...)

A l'élection présidentielle ont succédé les législatives, les cantonales de l'automne de 1988, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, puis les élections municipales de mars 1989, les élections européennes de juin et enfin les sénatoriales.

Il n'entre évidemment pas dans mes intentions d'analyser dans le détail chacun de ces scrutins, mais plutôt d'essayer d'en dégager quelques remarques d'ordre général. Parce que, en définitive, la problématique générale de ces élections, est au cœur de notre Congrès.

En premier lieu, je voudrais dire que notre Parti a gagné, en termes stratégiques, chacun des six scrutins qui ont succédé à l'élection présidentielle. Ceci veut dire précisément que, pour chacun de ces scrutins, nous avons obtenu davantage de candidats élus que lors du scrutin précédent de même nature (...)

A ces considérations quantitatives, il faut ajouter que pour la première fois le pouvoir en place n'a pas perdu les élections locales, alors que l'inverse semblait faire partie des lois non-écrites de notre système politique.

Bref, à première vue, il y aurait lieu d'être pleinement satisfait. Et d'une certaine manière, nous pouvons l'être. Mais à y regarder de plus près, force nous est de constater que ces victoires ne sont pas exemptes d'ambiguïté et qu'elles nous posent plus de questions qu'elles ne nous ont apporté de réponses.

D'abord parce que sur le plan purement arithmétique force est de constater que le total des voix de gauche n'est pas satisfaisant (...). Ensuite, parce qu'au fil de ces scrutins nous avons vu se développer deux phénomènes qui pour n'être pas comparables n'en sont pas moins préoccupants. Je veux parler de l'émergence du vote écologiste et de la montée de l'abstention qui chacun à leur manière nous posent de graves questions.

Le vote écologiste est complexe, mais il constitue aussi, pour partie, un vote refuge dans lequel, incontestablement, certains de nos électeurs déçus ont trouvé asile. Tandis que d'autres, manifestement, sont passés sans transition à l'abstention (...)

A ce propos ; on a parlé de "déficit électoral" lié au "déficit social". Il paraît peu discutable que malgré l'œuvre accomplie par notre gouvernement, une partie de l'électorat de gauche soit aujourd'hui désorientée.

La persistance des inégalités, voire leur accroissement, entre revenu du travail et revenu du capital ; l'argent facile et visible des gains spéculatifs face aux situations de précarité ; l'apologie du consensus comprise comme une acceptation tacite de l'existant, ou "l'ouverture" interprétée comme un abandon partiel d'identité : autant de facteurs qui sans doute nourrissent au mieux l'indifférence, au pire l'amertume.



Nous savons bien qu'il existe des contraintes nationales, européennes et internationales ; que tout n'est pas possible (...) Nous sommes conscients aussi des efforts à fournir et des moyens considérables qu'il nous faudra dans les années à venir pour l'éducation et la formation, et de bien d'autres choses encore. Et nous n'ignorons pas ce qui a été fait depuis 21 mois et qui mérite d'être salué par notre congrès. Mais nous avons, je crois, en commun la conviction qu'il nous faut redonner au plus vite des repères plus évidents et plus lisibles à toutes celles et à tous ceux qui aspirent à plus de liberté et surtout à plus de justice.

Bref, nous ne demandons pas l'impossible. Mais nous souhaitons que l'action gouvernementale marque d'une manière raisonnable mais déterminée, par-delà la prise en compte des situations critiques, notre volonté commune de transformer la société. A petits pas si les grands pas ne sont pas possibles. Mais que les petits pas succèdent aux petits pas, que ça bouge, que ça avance et que le chemin soit clair !

Que soit claire et déterminée, aussi, notre volonté de réussir ce grave et difficile chantier de l'intégration, à l'heure où le crime racial à répétition jette une ombre de honte sur le visage de notre République.

Mandela est sorti de prison, mais on tue beaucoup d'Arabes ces temps-ci sur le territoire de la patrie des Droits de l'Homme (...) Notre réprobation face à de tels actes, nous aimerions la voir partagée par tous ceux qui se réclament de la République et qui, parfois même, en ont été présidents.

Je ne voudrais pas assombrir "le flirt de second tour" qui semble se tisser entre Monsieur Giscard d'Estaing et Monsieur Le Pen, mais tout de même ! Ne serait-il pas nécessaire, pour la clarté des choses et la dignité de la France que cet ancien président qui aspire à le redevenir clarifie ses relations avec le Front National ? (...)

Oui, mes Camarades, de meilleurs repères ! **Une nouvelle étape sociale** et une action résolue et déterminée pour sauvegarder les valeurs fondamentales de notre démocratie doivent dans les années qui nous séparent des élections législatives de 1993 marquer notre action. Tel doit être le sens de notre congrès, son message, son engagement. Car nul d'entre vous ne doit s'y tromper : en 1993 pas une seule électrice de ce pays, pas un seul électeur, n'ira voter pour ou contre la direction du Parti, pour ou contre tel ou tel de ses dirigeants ! C'est bien évidemment sur le bilan de ce qui aura été fait par le gouvernement et sur la capacité qui lui

sera prêtée de faire ce qu'il nous reste à faire, que portera le jugement, qu'aura lieu ou n'aura pas lieu la mobilisation en notre faveur. Et c'est dans cette perspective, à partir de cet objectif et non pas d'autres considérations, que nous devons nous interroger sur le rôle de notre Parti dans les années à venir et la signification à donner à ce congrès.

Le Parti, nous y sommes tous profondément attachés. Héritier d'une longue histoire, devenu grâce à vos efforts et aux qualités de rassembleur de François Mitterrand le premier parti de France, il a permis à la gauche tout entière non seulement d'accéder au pouvoir mais d'acquérir, aux yeux de nos concitoyens, la légitimité à gouverner qui nous avait fait si longtemps défaut (...)

Sans lui, l'espérance de millions de femmes et d'hommes intéressés par la transformation de notre société n'aurait plus de support.

Longtemps partagée avec un Parti Communiste puissant, l'attente d'une meilleure justice sociale repose désormais exclusivement sur lui. Quant à la liberté, les temps ne me paraissent pas lointains où face à la collusion qui se précise entre une partie de la droite dite républicaine et le Front National potentiellement menaçant, notre Parti en sera le meilleur garant et que c'est autour de lui que s'organisera le front de ses partisans. Enfin, par-delà nos frontières, des peuples qui accèdent à la liberté s'efforcent de construire leur démocratie. Et que font-ils en tout premier lieu ? Ils créent des partis ! Parce que la démocratie ne peut s'organiser sans eux (...)

Vis-à-vis de ces peuples et de ces forces politiques nous avons un devoir de fraternité et d'assistance. C'est dire que nos responsabilités sont immenses et que nous devons être à la hauteur de notre tâche. En nous rassemblant d'abord, mais en nous rassemblant pour faire vivre notre Parti, le moderniser, l'ouvrir aux autres. En nous rassemblant pour en améliorer le fonctionnement, la qualité démocratique et aussi la composition sociologique. Car, prenons-y garde : la sociologie, inéluctablement, pèsera à terme sur les choix. Et au moment où le Parti Communiste se réduit jusqu'à la marginalisation, il serait grave que des catégories entières, parmi les plus humbles et les plus défavorisées, aient le sentiment que plus personne ne parle en leur nom. Mais ce rééquilibrage, nous le savons, n'est pas une tâche facile (...)

En nous rassemblant pour innover et créer les conditions d'un meilleur dialogue entre nous d'abord, entre nous et les autres ensuite.

Des propositions nombreuses et intéressantes sont faites dans différentes motions sur lesquelles



nous devons travailler et aller de l'avant : vote à bulletins secrets, meilleure adéquation des votes et des mandats, homogénéisation des pratiques et des cotisations que le financement public va rendre désormais possibles. Sur un autre plan : auto-saisine des militants sur des sujets importants pour l'organisation de Conventions nationales, meilleure représentativité du Comité Directeur, organisation de conventions statutaires régulières... Bref, nous pouvons aller vite et plus loin si nous le voulons...

En nous rassemblant enfin dans un parti qui est et reste un parti de militants **où les idées doivent reprendre la première place.**

Je le dis franchement, camarades, je n'ai pas l'impression que dans la première phase de notre congrès cela a toujours été le cas. Par une inversion de l'ordre des priorités que je regrette, la discussion a davantage porté sur les moyens – je veux parler du Parti – que sur les objectifs qu'il était censé servir : je veux parler de la politique que nous faisons et de celle que nous proposons de faire.

Certes le Parti est important. Mais comme je le disais il y a un instant, ce qui intéresse les Françaises et les Français, et plus précisément ceux qui nous font confiance, c'est d'abord ce que font les socialistes au pouvoir et ce que nous leur proposons de faire, plutôt que nos enjeux internes

de pouvoir. Reconnaissons qu'il s'est créé là une distorsion préoccupante qui serait dangereuse si nous persévérons dans l'erreur : l'introversion serait fatale à terme.

Le congrès est souverain et nous avons devant nous trois jours pour élaborer notre message, en définissant clairement nos priorités afin qu'en définitive la politique l'emporte. Ce doit être le sens de la synthèse que, comme beaucoup d'entre vous sans doute, j'appelle de mes vœux.

Si le congrès des socialistes à Rennes marque le départ d'une nouvelle étape sociale et réaffirme notre volonté sans faille de combattre toutes les entraves à la liberté et à la dignité des hommes – en ces jours sombres, je pense plus précisément au racisme qui se fait meurtrier – rien ne sera perdu.

C'est mon vœu le plus cher. Et j'en suis persuadé le vôtre.

Qu'il me soit permis en terminant de remercier l'ensemble des militantes et des militants qui au cours de ces trente-quatre mois n'ont ménagé ni leurs convictions, ni leur peine. Avec une mention toute spéciale pour les premiers secrétaires fédéraux dont la tâche a été particulièrement difficile face à cette véritable course d'obstacles électorale.

Merci à toutes et à tous. Et bon congrès !

Rapport sur le projet de la déclaration de principes Gérard Collomb

Nous allons commencer les travaux de ce congrès de Rennes en adoptant une nouvelle déclaration de principes. Selon la formule employée par Pierre Mauroy, c'est la carte d'identité du Parti Socialiste que nous allons ainsi changer. Cela n'a pas été une mince affaire. C'est en effet lors de la Convention sur la modernisation du Parti, qui s'est tenue au Pré Saint-Gervais les 28 et 29 juin 1986, que notre camarade Gérard Fuchs proposait la modification de notre déclaration de principes. Lionel Jospin acceptait cette idée et mettait en place un groupe de travail qui soumettait à la Commission des résolutions du congrès de Lille un projet de déclaration de principes qui ne pouvait être adopté faute d'un consensus général. Il était indispensable, en effet, que sur un tel texte qui doit refléter la base de notre accord au-delà de nos différences de sensibilités, de nos différences d'analyses, soit

recherchée une convergence de tout le Parti. La révision de la déclaration de principes était donc renvoyée au prochain congrès du Parti, c'est-à-dire à notre congrès de Rennes.

C'est pourquoi Pierre Mauroy, qui avait indiqué qu'il souhaitait faire de ce congrès un congrès qui contribue à redéfinir les bases idéologiques du P.S., remettait à l'ordre du jour en septembre dernier cette révision de la déclaration de principes et constituait un groupe de travail auquel devaient participer notamment : Jean-Marie Cambacérés, Jean-Christophe Cambadélis, Gérard Fuchs, Max Gallo, Gérard Gaumé, Gérard Le Gall, Michel Debout, Gérard Delfau, Marie-Thérèse Mutin, Jean-Paul Planchou, Jacques Salvador, Gérard Dupeyrat, Gisèle Stievenard, Isabelle Thomas, Henry Weber, Jean-Marcel Bichat.



Après quatre mois de travail et de discussions quelquefois vives, mais toujours très fortes et très passionnantes, nous sommes parvenus lors du Comité Directeur de synthèse du 13 janvier à un accord sur le texte envoyé aux sections et que les militants de notre Parti viennent d'adopter à une très large majorité.

Vous me permettrez de me réjouir de ce résultat et d'y voir un heureux présage pour la suite de nos travaux. Cela signifie, en effet, que sur les problèmes de fond, le Parti Socialiste est beaucoup plus uni qu'il n'y paraît et que sur les sujets mêmes où les discussions ont été les plus passionnées – je pense à l'Europe, je pense à la définition et au rôle de la société d'économie mixte – nous sommes capables d'aboutir entre nous à des synthèses positives.

La tâche, pourtant, n'était pas facile. Le Parti Socialiste ne change pas tous les jours sa déclaration de principes. Depuis la fondation du Parti Socialiste, en 1905, le P.S. n'a connu que trois déclarations de principes.

Celle du congrès de 1905 qui fixait les bases d'accord des différents partis et des différentes tendances du mouvement ouvrier de l'époque pour le Congrès d'unification.

Celle écrite par Léon Blum, en 1946, qui tendait à reformuler les principes généraux du socialisme démocratique d'après-guerre.

Celle, enfin, sur laquelle nous avons vécu depuis le congrès d'Epinau et qui avait, en fait, été rédigée en vue de l'unification des socialistes dès décembre 1968 par une commission composée de représentants de la S.F.I.O., de l'U.C.R.G., de l'U.G.C.S. et de la Convention des Institutions Républicaines.

C'est dire à quel point ces différentes déclarations de principes sont intervenues à des moments significatifs de l'histoire du mouvement socialiste et combien elles sont pleinement révélatrices de la nature du Parti à une époque donnée.

1905 : Ce qui est au cœur de la discussion, c'est la distinction fondamentale qui doit exister entre le Parti Socialiste et les partis bourgeois. En réaction au ministérialisme, l'accent est mis sur la nécessité de l'autonomie du Parti, son "opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument."

Le but affirmé de l'action du Parti se situe dans la droite ligne de l'analyse marxiste : il s'agit de "socialiser les moyens de production et d'échange", de "transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste". Pour cela, un moyen : "l'organisation économique et politique du prolétariat". Même si ainsi ils s'affirment parti de révolution

et non parti de réformes, les socialistes de l'époque laissent déjà apparaître une dialectique qui allait se révéler à la fois porteuse d'avenir mais aussi source de conflit, la dialectique réformes-révolution. Cette première déclaration de principes reconnaît en effet – même si elle en marque immédiatement les limites – qu'il est possible d'"utiliser au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants" pour œuvrer à "la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière".

En 1946, c'est cette problématique que Léon Blum va élargir. S'il reste fidèle à la pensée marxiste traditionnelle dans la conception qu'il se fait de la libération de l'homme, qu'il lie toujours à l'abolition du régime de propriété capitaliste et à l'appropriation collective des moyens de production, il s'attache dans sa déclaration de principes à marquer la différence avec le Parti Communiste. Une différence qui porte non sur les buts mais sur la méthode. Léon Blum reprend l'idée développée par Kautsky, l'un des théoriciens de la Deuxième Internationale, qui constatait dès l'apparition du mouvement bolchévique : "L'opposition des deux courants socialistes n'est pas fondée sur de mesquines rivalités de personnes mais elle repose sur l'opposition de deux méthodes foncièrement différentes : la méthode démocratique et la méthode dictatoriale". "Les deux courants, poursuivait-il, veulent la même chose, l'émancipation du prolétariat et avec lui de l'humanité par le socialisme. Mais la voie choisie par les uns est tenue par les autres pour fautive et ne pouvant que mener à la ruine".

Léon Blum, dans sa déclaration de principes, approfondit cette idée. Pour lui, entre le bolchevisme et le socialisme démocratique, il existe deux différences essentielles au niveau de la méthode.

D'abord, comme le soulignait Kautsky, celle de la démocratie. Certes, Blum commence par souligner, dans sa déclaration de principes, les limites qui sont celles de la démocratie dans les sociétés capitalistes. "Il n'y a pas de citoyen libre si le travail n'est pas affranchi" écrit-il. Il reprend ainsi à son compte la critique marxiste du droit des sociétés capitalistes qui reste souvent à l'état de pétition de principe. Mais, immédiatement, il retourne la formule pour affirmer qu'"il n'y a pas d'émancipation du travail si la cité n'est pas libre". Ainsi, met-il au premier plan le combat des socialistes pour les libertés démocratiques qui sont à la fois "l'élément nécessaire de tout régime socialiste" et "le moyen d'assurer au prolétariat au sein même du régime capitaliste les réformes progressives qui améliorent sa condition et accroissent sa capacité révolutionnaire".



Car la réforme devient, chez Blum, le deuxième élément de différenciation avec la méthode communiste. Dans sa déclaration de principes, il réhabilite le gradualisme, ce que l'on appellera un peu plus tard "le réformisme révolutionnaire".

La révolution, ce n'est pas forcément la fracture brutale de la révolution d'Octobre, mais la substitution d'une société à une autre, d'un régime de propriété à un autre, "quels que soient, écrit Léon Blum, les moyens par lesquels elle sera accomplie".

Cette déclaration de principes rédigée par Blum en 1946 allait demeurer jusqu'en 1968. Elle allait alors être remplacée par celle qui a constitué notre loi jusqu'à aujourd'hui. Une déclaration de principes très visiblement marquée par les événements de 1968, par la nécessité pour les socialistes de gauchir le discours pour coller aux événements d'alors, pour rétablir leur image et aussi, il faut bien le dire, pour faire pièce aux communistes en reprenant une critique de gauche des sociétés bureaucratiques.

C'est pourquoi, la déclaration de principes de 1968 se trouve, d'une certaine façon, en retrait par rapport à celle de Blum pour ce qui est de la valeur à attribuer aux réformes. L'accent est mis, au contraire, sur la nécessité de rupture. Le P.S. reconnaît "la valeur des réformes qui ont atténué la peine des hommes" mais, ajoute la déclaration de principes de 1968, "il tient à mettre en garde les travailleurs : la transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme des réformes corrigeant les effets du capitalisme".

De la même manière, si la nécessité d'une démarche démocratique est affirmée, on invoque aussi celle d'une action de masse pour modifier les rapports de force imposés par la classe dominante.

Si du point de vue de la méthode donc, on se trouve d'une certaine manière en deçà de la déclaration de principes de 1946, le texte de 1968 va, par contre, introduire un dépassement de la thématique marxiste traditionnelle quant à la libération de l'homme par l'appropriation collective des moyens de production.

C'est que le mirage communiste des sociétés de l'Est commence à se dissiper et que l'on constate de plus en plus nettement que l'appropriation collective des moyens de production ne débouche pas forcément sur la libération des travailleurs.

Aussi, la déclaration de principes de 1968 introduit-elle un concept nouveau : celui de démocratie économique. L'appropriation collective des moyens de production est, certes, toujours consi-

dérée comme une condition nécessaire, mais elle n'est plus perçue comme une condition suffisante d'un changement de société.

Il ne suffit plus de collectiviser les moyens de production, il faut encore que puisse avoir lieu "une extension des pouvoirs démocratiques de gestion, de contrôle, et de décisions". A la notion d'appropriation collective, on substitue celle de socialisation des moyens de production, constatant que la propriété n'est sans doute pas la seule forme de domination et que celle-ci peut être exercée par des minorités cooptées, qu'elles soient d'origine bureaucratique ou technocratique.

Voilà, mes chers camarades, quel était l'état des lieux, quelle était leur histoire, lorsque le groupe de réflexions présidé par Pierre Mauroy s'est réuni pour tenter d'actualiser notre déclaration de principes avec le double objectif d'être fidèle à nos valeurs mais de prendre en compte l'évolution du temps et les leçons apportées par l'histoire.

La première leçon de l'histoire a consisté pour nous à en finir avec la conception messianique que véhiculait, au fond, la doctrine des premiers socialistes, que reprit Marx en contradiction d'ailleurs avec toute sa méthode d'analyse et qui consiste à penser qu'un jour l'histoire peut s'arrêter, qu'il peut exister une société parfaite dépassant les conflits, réconciliant l'homme avec lui-même.

L'humanité a, hélas, payé cher pour savoir que de telles vérités révélées s'incarnent vite dans l'inquisition, la recherche de l'hérésie et donc finalement le recours à une oppression souvent pire que celle dont on prétendait se libérer.

Plutôt, donc, que la recherche de la société parfaite, d'une sorte d'Eldorado socialiste d'autant plus idyllique qu'il n'a jamais été rencontré par personne, nous avons voulu fonder le sens du combat des socialistes sur la réalisation des aspirations qu'ont toujours exprimées les hommes, et plus particulièrement les travailleurs, au cours d'un siècle de luttes pour le progrès : la liberté, l'égalité, la dignité des hommes et des femmes, le bien-être, la responsabilité et la solidarité. Telles nous semblent devoir être les bases de la société que nous souhaitons contribuer à faire émerger.

La deuxième leçon, c'est qu'entre la méthode démocratique et la méthode dictatoriale, entre l'approche de la réforme et celle de la révolution violente, l'histoire a désormais tranché. Nous savons aujourd'hui que même si, comme nous le répétons dans notre déclaration de principes, on doit avoir "conscience des limites des droits démocratiques quand ils ne sont pas accompagnés des



conditions concrètes susceptibles d'en permettre la réalisation" il n'est pas de société progressiste qui ne soit d'abord fondée sur le respect de toutes les libertés démocratiques.

De la même manière, nous savons que c'est par la réforme que nous progresserons dans la voie de ce socialisme de la liberté et de la responsabilité que nous voulons construire, que c'est par la réforme que nous incarnerons l'espérance révolutionnaire qui était celle des militants qui nous ont précédés.

Comme le dit une phrase, je crois très forte, de notre nouvelle déclaration de principes, le Parti Socialiste met désormais "le réformisme au service des espérances révolutionnaires".

Encore convient-il de donner à ce mot de réforme sa pleine acception. Si le Parti Socialiste se réjouit de la faillite des sociétés bureaucratiques de l'Est, il ne pense pas pour autant que cela doive le conduire à l'acceptation des règles d'un capitalisme dont nous voyons combien il reste porteur d'inégalités, de chômage, et d'exclusions au cœur même des pays développés, combien il est porteur de misère et d'exploitation, au sens même que l'on donnait à ce mot au XIX^e siècle, dans les pays du Tiers-Monde, combien, enfin, il se révèle incapable de maîtriser les déséquilibres financiers de l'économie internationale.

C'est pour cela que le Parti Socialiste se revendique comme parti de transformation sociale, et qu'il s'inscrit dans cette tradition du socialisme démocratique qui, par la réforme, veut changer en profondeur nos sociétés pour donner aux hommes plus de liberté, d'égalité et de bien-être.

La voie que nous définissons pour y parvenir, c'est celle de l'économie mixte. Une économie qui accepte les grandes règles du marché mais refuse de s'y plier aveuglément, qui sait qu'il est des secteurs (l'école, l'université, la communication audiovisuelle, la culture, le logement, la santé, l'environnement), où sauf à connaître de graves dérèglements, il est nécessaire d'échapper à la logique du profit pour prendre en compte l'impératif de l'intérêt général.

Cette économie mixte repose sur un service public fort, une politique réelle d'aménagement du territoire, une politique budgétaire et fiscale volontariste.

Cette politique d'économie mixte n'est d'ailleurs pas elle-même le dernier stade de l'histoire, elle peut trouver son dépassement dans de nouvelles formes d'organisations économiques et sociales que les socialistes doivent mettre en œuvre pour donner aux salariés une véritable citoyenneté dans l'entreprise.

Sur quelles couches sociales s'appuyer pour réaliser un tel projet ? Le Parti Socialiste constate l'évolution de la société, il voit bien que la coupure des classes sociales n'est plus aussi radicale que celle que Marx et les premiers socialistes notaient à la fin du XIX^e siècle. La société s'est complexifiée, des contradictions nouvelles sont apparues. Cela fait-il disparaître pour autant toute opposition entre les classes et les groupes sociaux ? Nous ne le pensons pas. C'est pourquoi, si le Parti Socialiste a vocation à être le Parti du Progrès et donc à prendre en compte les aspirations les meilleures de toute la société, il sait aussi qu'il est issu et qu'il représente avant tout les espérances des salariés qui forment le gros des couches sociales sur lesquelles il peut s'appuyer.

Le P.S. est ainsi fidèle à son histoire, il l'est aussi à une réalité où les conflits économiques restent encore bien souvent fondamentaux. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'autres conflits que les conflits sociaux. Nous voyons bien combien sont grandes les discriminations liées à la race, au sexe, ou aux convictions philosophiques et religieuses. Le P.S. réaffirme dans sa déclaration de principes qu'il doit être au premier rang de la lutte contre toutes ces discriminations, contre toutes les exclusions quelle qu'en soit la cause.

Et puis, il est un autre débat que le P.S. a voulu inscrire dans sa nouvelle déclaration de principes : il concerne l'avenir de la science dont le développement contribue à mettre au premier rang les problèmes d'éthique ; il pose plus généralement les relations de l'homme à la nature.

Pendant longtemps, la critique socialiste du modèle capitaliste s'est réduite à une critique des rapports sociaux que ce système induisait entre les hommes. Les socialistes percevaient par ailleurs le capitalisme comme un modèle industriel permettant de s'appropriier la nature, de la civiliser. On s'aperçoit aujourd'hui que cette position n'est plus tenable et qu'au problème des rapports sociaux entre les hommes, il faut désormais ajouter celui du rapport de l'homme à la nature.

Voilà, chers camarades, quelques-uns des débats que nous avons eus entre nous et dont la réponse s'inscrit désormais dans notre déclaration de principes renouvelée.

Nous savons qu'un tel socialisme, un socialisme de la liberté et de la responsabilité est un modèle qui anime tous les socialistes à travers l'Europe.

Une Europe qui, de ce fait, ne saurait se réduire à la seule circulation des marchandises ou des capitaux mais qui doit prendre une dimension



politique, sociale, culturelle. C'est ce modèle qu'il nous faut mettre en œuvre au niveau de la C.E.E. de manière à ce que cette dernière puisse constituer le pôle d'un rassemblement plus large, attirant à lui tous les peuples de l'Europe de l'Est qui viennent de se libérer.

Chers amis, chers camarades, on dit souvent que le P.S. n'a plus d'idées, qu'il n'a plus de débats, qu'il n'a plus de repères idéologiques, qu'il n'est plus occupé que par de stériles querelles de personnes. Je crois que le débat sur la déclaration de principes, qui a réuni tous les courants, toutes les sensibilités du Parti, a prouvé le contraire.

Je lisais récemment le dernier ouvrage de Jacques Julliard et je constatais à sa lecture, que toutes les questions qu'il posait et qu'il accusait le P.S. d'ignorer, étaient précisément celles dont

nous avons débattu sur le fond à propos de cette déclaration de principes, même si d'ailleurs les réponses que nous leur avons apportées sont différentes des siennes.

Alors oui, chers camarades, le Parti Socialiste est interpellé par le mouvement du monde ! Oui, il doit être sensible au vent de la liberté qui s'est levé à l'Est !

Pour être dignes d'un tel mouvement, nous devons porter très haut le génie de la liberté. Mais nous pensons qu'il nous faut aussi continuer à porter très haut notre passion de l'égalité.

Ce sont ces deux valeurs qui éclairent la déclaration de principes que notre Congrès de Rennes va aujourd'hui adopter.

Rapport du groupe socialiste au Parlement européen

Jean-Pierre Cot

Les élections de juin 1989 ont été une victoire incontestable pour le socialisme démocratique. Avec 180 membres, le groupe socialiste est le premier du Parlement européen. Nous avons progressé en voix comme en sièges. Il faut traduire ces progrès en termes d'influence et de parti. Mais, lorsqu'on regarde les chiffres, l'exercice est moins évident qu'il ne paraît.

Le total des trois groupes de gauche au Parlement s'élève à 222 voix, cependant que le total des cinq groupes de droite s'élève à 243 voix. Entre les deux, un conglomérat composé d'élus de toutes les couleurs : verts, arc-en-ciel, non inscrits (on retrouve aussi bien les autonomistes basques que les néo-fascistes italiens), qui rassemble 53 voix. Ajoutons que, pour les décisions essentielles, c'est notre loi au Parlement européen, le Parlement se prononce à la majorité qualifiée de 260 voix.

Nos contraintes sont évidentes. Nous avons le choix entre deux stratégies : celle de la majorité sortante, dite majorité de l'Acte Unique, nous conduisait à privilégier les démocrates chrétiens comme partenaires, assurant ainsi une majorité automatique aux deux grands groupes dominant le Parlement. D'aucuns préconisaient, avec de bons arguments, cette stratégie moins risquée. Certains en ont conservé la nostalgie.

Le groupe socialiste, lui, a opté pour une autre

stratégie, celle de la majorité de progrès. Notre démarche a été de rassembler la gauche, toute la gauche, sur la base d'une belle et bonne alliance avec le groupe de la Gauche Unie Européenne, pour mieux peser dans le dialogue nécessaire avec les forces qui, au centre, sont prêtes à concourir à cette majorité de progrès.

Cette stratégie, en nous plaçant en position centrale de la majorité nouvelle, alors que nous étions l'aile gauche de la majorité ancienne, entraîne davantage de responsabilités pour le groupe socialiste. Elle nous oblige à l'unanimité, à l'assiduité, à un dynamisme nouveau puisque nous devons compter d'abord, et parfois uniquement, sur nos propres forces.

Pour assumer ces obligations, nous avons dû remettre le groupe en ligne. Ce groupe a été profondément modifié, à l'image de la délégation française présidée par Claude Cheysson. Je puis dire qu'il est plus ardent, plus allant, plus impatient sans doute, plus politique surtout. Nous avons pu compter sur son sens des responsabilités, sur sa capacité de mobilisation. La discipline d'une formation comme la nôtre ne peut résulter que de la libre décision de chacun et donc du débat politique préalable. Et grâce à ce débat, que nous n'avons pas hésité à engager longuement, et parfois durement entre nous, nous avons pu trouver des positions



communes de nature à assurer l'adhésion de chacun et la présence de tous au moment décisif.

C'est ainsi que nous avons fait élire notre camarade Enrique Baron à la présidence du Parlement Européen, dès le premier tour et à une majorité confortable, sans avoir à conclure d'obscur marché. Rappelons que tous ses prédécesseurs, depuis 1979, avaient dû attendre le deuxième, le troisième voire le quatrième tour ! C'est ainsi que nous avons réussi à isoler Le Pen dans un parterre de roses rouges, à le marginaliser dans le Parlement, à mettre le holà à certaines promiscuités douteuses à droite. Le vote massif intervenu encore cette semaine pour lever son immunité parlementaire dans l'affaire du "complot judéo-maçonnique" confirme cette marginalisation. C'est ainsi que nous avons pu rassembler une très substantielle majorité sur les problèmes de l'Europe sociale, la priorité de nos priorités. C'est ainsi que nous avons retrouvé l'initiative sur l'Europe de l'Est, alors que la droite prétendait nous mettre en difficulté sur ce chapitre.

Tout au contraire, sur la question si sensible des frontières, nous avons obtenu au Parlement Européen une franche majorité pour dénoncer les hésitations funestes du gouvernement Fédéral Allemand et demandé que soit éloigné le spectre d'une Allemagne rétablie dans ses frontières de 1937.

S'il faut mettre en lumière une insuffisance de notre groupe, c'est sans doute d'avoir cédé à la fascination de l'Est.

Les événements en Europe orientale, ajoutés à la charge que nous imposait le calendrier communautaire pour la charte sociale, le projet économique et monétaire, ont détourné notre attention de la nécessaire solidarité Nord-Sud.

Car, ne nous y trompons pas, les signes d'un désengagement général au Sud se multiplient. Les Etats-Unis d'Amérique prélèvent sur l'aide publique au développement pour alimenter le compte de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement. L'Union Soviétique et les pays de l'Est retirent des milliers de coopérants de l'Afrique au sud du Sahara. Il nous faudra revenir sur ce chapitre sans tarder pour répondre à de difficiles questions : peut-on tout faire en même temps ? Quelles garanties pouvons-nous donner à nos partenaires du Sud qui ont de bonnes raisons de s'inquiéter ?

Au demeurant, je constate que sur l'ensemble du semestre nous avons gagné tous les votes importants. Même dans le cas de figure gauche contre droite, nous l'avons emporté par de confortables

majorités résultant d'une meilleure capacité de mobilisation.

Notre rôle dirigeant, si je puis utiliser cette expression, nous conduit à nourrir une ambition pour le Parlement tout entier. Alors que le déficit démocratique étouffe les institutions européennes, nous demandons davantage de pouvoir pour les élus du peuple européen que nous sommes. C'est l'objet de notre combat pour la conférence inter-gouvernementale, car nous sommes persuadés qu'on ne saurait dissocier les progrès en matière économique et sociale des progrès de la démocratie.

Les autorités prévues, dont l'Union Economique et Monétaire, basculeront inévitablement sur la pente des politiques monétaristes thatcheriennes si leur contrôle démocratique n'est pas assuré.

L'Europe sociale, l'Europe de l'environnement, complément indispensable pour nous du grand marché, ne seront mises en place que si l'on fait sauter le verrou de l'unanimité, ce que nous exigeons de la Conférence inter-gouvernementale.

Enfin, l'Europe politique doit avancer hardiment, reconnaissant un véritable pouvoir de co-législation au Parlement.

Je me félicite à cet égard du soutien apporté par Jacques Delors à ces revendications du Parlement, ainsi que de ses propositions visant à élargir l'ordre du jour de la Conférence. Car je ne saurais trop insister, chers camarades : la question du déficit démocratique ne doit pas opposer le Parlement Européen et les parlements nationaux. On ne constate aucun transfert de pouvoir ou de souveraineté du Palais-Bourbon ou de Westminster vers Strasbourg, mais un affaïssement général des pouvoirs de législation et de contrôle par les élus du suffrage universel.

Aussi nous faut-il ensemble, Parlements nationaux et Parlement Européen, réaffirmer simultanément et concurremment l'autorité des élus issus du suffrage universel, il nous faut gérer en commun notre double légitimité. C'est ce thème que nous souhaitons mettre au cœur des discussions que nous aurons avec les présidents des groupes parlementaires socialistes dans les mois à venir.

Mais le déficit démocratique se creuse ou se comble aussi au quotidien. Les institutions valent ce que vaut leur application. C'est pourquoi nous sommes exigeants quant au comportement quotidien de nos interlocuteurs à la Commission comme au Conseil.

Notre Parlement a l'ambition de se faire respecter. Est-ce une demande absurde ? Nous voulons que l'obligation franche et loyale de coopération



que nous imposent les traités s'impose à tous, parlementaires, bien entendu, mais aussi ministres, mais aussi commissaires, mais aussi fonctionnaires. Je m'étonne que le rappel de cette évidence ait pu provoquer la surprise. Nous sommes peut-être un partenaire incommode, c'est le prix de la démocratie, c'est la position unanime du groupe socialiste au Parlement européen.

Enfin, nous avons une ambition pour le socialisme démocratique en Europe. Alors que de

formidables événements se développent à l'Est, le groupe socialiste entend prendre pleinement sa part au combat pour le socialisme du XXI^e siècle, à sa place, bien entendu, mais à toute sa place, car nous l'affirmons avec Emile Zola, "la démocratie est l'avenir. Il ne saurait y avoir de doute pour personne. Il ne faut point trembler à son approche. Quel que soit l'orage qu'il nous apporte, le monde s'est fait au milieu des cataclysmes. Quand l'œuvre sera accomplie, elle sera bonne".

Rapport de la commission nationale des conflits

Robert Savy

Entre le Congrès de Lille et le Congrès de Rennes, la Commission Nationale des Conflits (C.N.C.) aura tenu quatorze réunions, et examiné une cinquantaine d'affaires intéressant une trentaine de fédérations. C'est trois fois plus que lors de la période précédente : cette activité plus importante s'explique principalement par la réapparition du contentieux lié aux élections (municipales, en particulier).

Comme par le passé, la C.N.C. a pris la presque totalité de ces décisions à l'unanimité des membres présents : le climat de camaraderie, le souci d'impartialité n'ont à aucun moment été altérés ni par l'appartenance à des courants ou sensibilités différentes ni par le débat préparatoire au Congrès. Compte tenu du rôle que doit jouer la C.N.C., c'est un acquis qu'il faut veiller à préserver à travers le choix des hommes et des femmes qui la constitueront après le Congrès de Rennes.

Saisie à diverses reprises de difficultés relatives à l'adhésion au Parti, la C.N.C. a été amenée à préciser l'interprétation des statuts sur ce point. Elle a rappelé que si "aux termes de l'article 9 des statuts nationaux, l'adhésion au Parti est libre, cette adhésion doit résulter d'un acte personnel et volontaire dont il appartient à la section, ou ses représentants dûment qualifiés, de vérifier la réalité... La qualité de membre du Parti est acquise à la date à laquelle il est établi que la demande d'adhésion a été remise au responsable du Parti habilité à la recevoir, sauf si elle a été refusée dans les conditions fixées à l'article 9" (décision du 23 décembre 1988). Ainsi devraient être levés les obstacles auxquels se heurtent parfois de nouveaux adhérents.

Les élections municipales ont donné lieu à l'application fréquente de l'article 80 des statuts

permettant au Comité directeur ou au Bureau exécutif de réputer exclus des membres du Parti ayant déposé leur candidature à une élection contre le candidat régulièrement investi par le Parti ou de sanctionner pour indiscipline grave après avoir entendu le Président de la C.N.C. : la C.N.C. a considéré qu'elle n'était pas compétente pour apprécier le bien-fondé des décisions ainsi prises par le Comité directeur ou le Bureau exécutif national. Elle estime (décision du 1^{er} décembre 1989) que la C.N.C. "que l'article 80 dessaisit de son pouvoir disciplinaire en période de campagne électorale au profit du Comité directeur ou du Bureau exécutif national n'a pas reçu des statuts nationaux compétence pour réformer les décisions prises en application de cet article ; que seul le Comité directeur ou le Bureau exécutif national peuvent, s'ils l'estiment opportun, reconsidérer les décisions qu'ils ont prises soit en les infirmant soit en les confirmant après une procédure régulière."

La Commission nationale des Conflits a veillé à faire respecter l'article 57, alinéa 2 des statuts nationaux selon lequel une demande de contrôle dirigée contre un élu socialiste peut seulement être introduite par la section ou la fédération intéressée : elle a ainsi déclaré irrecevable une demande de contrôle de deux adjoints socialistes présentée à titre individuel par trois militants de la section (décision du 1^{er} décembre 1989). Elle a estimé qu'il n'était pas possible de sanctionner un ancien membre du Parti pour des faits postérieurs à sa démission (décision du 6 octobre 1989).

Dans différentes affaires, la C.N.C. a sanctionné les comportements d'élus, de responsables ou de militants de nature à nuire aux intérêts du Parti. Elle a estimé que la discipline de vote ne s'imposait pas seulement dans les conseils municipaux mais



également dans les votes émis dans d'autres organismes, et notamment les divers établissements publics communaux ou intercommunaux. Elle a ainsi confirmé l'exclusion d'un maire socialiste, qui ne respectant pas les directives fédérales, avait provoqué l'échec du candidat socialiste à la présidence d'un syndicat intercommunal (décision du 27 novembre 1989).

Elle a cependant veillé à ce que les sanctions prises par les commissions fédérales des conflits ne soient pas disproportionnées par rapport aux faits reprochés, estimant que beaucoup de situations "... ne doivent en aucun cas se résoudre par l'exclusion, mais par un effort réciproque de

compréhension au service du Parti Socialiste" (décision du 1^{er} décembre 1989).

Les membres de la C.N.C. se sont montrés préoccupés par l'acuité des tensions entre camarades que révélaient beaucoup d'affaires venues à leur examen. Sans empiéter sur le rôle des organes politiques du Parti, dont la responsabilité est naturellement essentielle, ils se permettent de suggérer qu'après le Congrès de Rennes, les commissions fédérales des conflits soient rapidement mises en place dans les fédérations et que leurs présidents soient réunis pour être exactement informés de leur rôle et de la manière dont ils peuvent contribuer à un fonctionnement harmonieux du Parti.

Rapport de la commission sur la réforme des statuts

Yannick Bodin

La Commission de révision des statuts du Parti s'est réunie hier soir et ses travaux se sont terminés ce matin.

Tout d'abord, la Commission a constaté que 55 fédérations se sont prononcées sur ces propositions de révision, ce qui représente 54,5 % des mandats nationaux.

Les propositions communes, numérotées de 1 à 10, ont été adoptées à une très large majorité, autour de 90 %.

En ce qui concerne les 58 autres propositions, aucune d'entre elles n'a obtenu la majorité absolue. Plusieurs ont recueilli un avis négatif. Mais d'une manière générale, en raison de la diversité des propositions, en raison du fait que le vote sur certaines propositions est contradictoire avec le vote sur d'autres propositions, nous avons rencontré une difficulté majeure pour interpréter tant de résultats divers.

Cependant, des lignes de force se sont dégagées, des priorités sont apparues au niveau des principes. C'est pourquoi la Commission a suivi la recommandation du Bureau exécutif, à savoir dégager les thèmes prioritaires, les grandes orientations, puis demander au Congrès de mandater le prochain Comité directeur pour qu'il procède à la rédaction proprement dite des nouveaux articles.

La discussion s'est ensuite engagée autour de quatre grands thèmes qui sont les suivants :

1 – Le financement du Parti, thème regroupant la question des cotisations, donc des ressources et des dépenses.

2 – La réforme des organismes centraux du Parti, c'est-à-dire le Comité directeur et la Convention nationale.

3 – Le droit d'initiative militante.

4 – Les formes d'expression et de vote, les conditions de vote des militants, leur représentation et la transcription de ces votes, c'est-à-dire l'actuelle pratique des mandats.

Sur les trois premiers points, la Commission est en mesure de vous faire des propositions unanimes.

Sur le dernier point, de l'avis de chacun, la discussion doit se poursuivre à la Commission des Résolutions.

J'en viens donc au premier point sur le financement du Parti. Tout de suite, un souci est apparu aux membres de la Commission, un souci double, en apparence contradictoire, celui de proposer des cotisations à un montant raisonnable, c'est-à-dire accessible à tous et en même temps, assurer des recettes suffisantes pour le fonctionnement du Parti, de ses fédérations et de ses sections.

Il est apparu difficile de répondre seulement en termes statutaires ; les statuts ne règlent pas tout. Cependant, la Commission a retenu deux principes qui pourraient être inscrits :

1 – Le Comité directeur fixe chaque année le montant de la cotisation nationale, ce qui est déjà la pratique.

2 – Et cela est nouveau, le Comité directeur fixe chaque année les règles de répartition entre les



différents échelons du Parti, des ressources nouvelles provenant du financement public du Parti.

De plus, la Commission demande que le Congrès mandate la nouvelle Commission de Contrôle Financier pour qu'elle procède à une étude complète de la situation financière du Parti au niveau national, au niveau de chaque fédération et avec l'aide des fédérations, au niveau des sections. Dans le but d'aboutir à des propositions qui permettront – et c'est le principe qui a été mis en avant et autour duquel toute la Commission s'est rassemblée – que les cotisations ne fassent jamais obstacle à l'adhésion au Parti Socialiste. Les travaux de la Commission de Contrôle devront être achevés dans le cours de cette année.

Sur le deuxième point, le Comité directeur et la Convention nationale, il s'agit là d'aller dans le sens d'une amélioration du fonctionnement de ces organismes centraux.

A propos du Comité directeur, amélioration de son fonctionnement, sans remettre en cause sa nature, c'est-à-dire la représentation du Parti issu du Congrès, sur la base des différentes motions qui se sont exprimées dans ce Congrès. Mais trois principes ont été retenus.

Deux concernent directement les statuts : d'une part le nombre de suppléants sera égal au nombre de titulaires (131), et d'autre part, les Premiers secrétaires fédéraux et les parlementaires assisteront aux réunions du Comité directeur, au titre d'auditeurs.

Lorsque sera venu le moment d'écrire le Règlement Intérieur, c'est-à-dire après l'adoption des nouveaux statuts, nous pourrions préciser alors comment seront constituées et organisées les commissions que le Comité directeur créera en son sein.

Sur la Convention nationale : il s'agit, en améliorant son fonctionnement et en élargissant sa légitimité, de revivifier le débat dans le Parti, de faire en sorte que régulièrement, et sur les grands thèmes, le débat se développe aussi souvent que nécessaire.

La Commission n'a pas retenu l'idée d'une Convention permanente avec des délégués permanents qui seraient désignés pour deux ans, pour éviter tout risque de confusion entre la Convention nationale et le Comité directeur. Mais elle propose que le nombre de délégués ne soit plus limité à un par fédération, mais soit fonction des effectifs des fédérations, que ces délégués soient désignés avant chaque réunion d'une Convention par les Conventions fédérales (qui devront donc obligatoirement se tenir), et que ces désignations se feront

conformément à l'article 5 des Statuts, c'est-à-dire dans le respect de la proportionnelle.

Troisième point : le droit d'initiative militante. En effet, la Commission a estimé qu'il était bon pour la démocratie et pour le débat que les militants soient associés directement à la réflexion du Parti et qu'ils puissent eux-mêmes provoquer le débat sur un thème majeur. C'est pourquoi la disposition suivante vous est proposée : une question est inscrite à l'ordre du jour de la Convention nationale, et donc débattue dans tout le Parti, dès lors que 5 000 adhérents répartis dans au moins 20 fédérations, avec un maximum de 500 signatures et un minimum de 25 signatures par fédération, en feraient la demande.

Enfin, sur la pratique des mandats, la commission a reconnu unanimement que les conditions de vote, les modalités de vote des militants sont aujourd'hui mal définies et souvent source de conflits et de contentieux. Elle a donc affirmé sa volonté unanime de mettre en place des règles précises pour l'exercice du droit de vote dans le Parti.

Un membre de la Commission a même évoqué le terme de "Code électoral du Parti", que ce soit pour la désignation des candidats ou pour les votes politiques avant les Conventions et les Congrès.

Cette discussion n'a pas abouti à un accord, en tout cas au stade du débat où nous l'avons laissée aux premières heures de la matinée, en particulier parce que plusieurs camarades ont insisté sur le fait que la représentativité d'une organisation comme la nôtre devait s'appuyer sur le nombre de ses adhérents et non pas seulement sur le nombre de votants à un moment quelconque de la vie du Parti, mais tous ont convenu que la pratique actuelle des mandats telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas satisfaisante ou n'est plus satisfaisante. Les points d'accord trouvés sont les suivants :

Accord pour faire en sorte qu'une section ne puisse pas détenir plus de mandats qu'elle n'a d'adhérents.

Accord pour la création d'une carte d'adhésion avec un seul et unique timbre annuel, pour en finir avec les 12 timbres mensuels au manie-ment si complexe.

Accord pour exiger six mois de présence dans le Parti avant d'exercer son droit de vote.

Sur ces points, nous avons avancé. Mais des divergences demeurent et elles sont d'importance.



Pour améliorer le fonctionnement, les uns proposent de relever sensiblement, et même très sensiblement, le seuil de présence obligatoire pour l'utilisation des mandats : ils restent donc attachés à la pratique des mandats même s'ils souhaitent eux-mêmes une pratique rénovée. Les autres avancent le principe de la suppression des mandats, ou à tout le moins que seuls les présents ouvrent droit à mandat dans une section.

La Commission n'ayant pas réalisé un accord sur ce point, elle a souhaité que vous la mandatiez pour transmettre la suite de cette discussion à la Commission des Résolutions. De même, elle a décidé de renvoyer à la Commission des Résolutions la discussion sur le principe du vote à bulletin secret dans le Parti, non pas en raison d'un désaccord de fond sur le principe mais afin de rechercher les modalités d'application qui seraient compatibles avec les formes actuelles de désignation de nos candidats dans les différents organismes de direction du Parti.

Enfin, la Commission des Résolutions aura également à examiner les propositions sur le M.J.S., le vote indicatif n'étant pas connu hier soir.

En résumé, mes camarades, les propositions suivantes ont été adoptées par les fédérations et par la Commission. Je les rappelle rapidement :

1 – Le quota des femmes est désormais fixé à 30 %.

2 – Pour adhérer au Parti Socialiste, on doit être présenté devant sa section. La date de présentation

est retenue comme étant la date d'adhésion, sous réserve du paiement des cotisations bien entendu.

3 – Les sections peuvent, et à partir d'un certain seuil, doivent être divisées. Dans chaque agglomération ou dans chaque ville, lorsque plusieurs sections existent, doit être constitué un Comité de ville ou d'agglomération.

4 – Les fédérations doivent organiser chaque année une Convention fédérale sur les problèmes départementaux en liaison avec le groupe socialiste au Conseil général.

5 – La Commission Interfédérale Régionale est remplacée par le Comité régional qui sera obligatoirement consulté pour l'élection du président du Conseil régional, sur le vote du budget chaque année et sur les contrats de plan.

6 – Une Commission mixte de femmes est créée au niveau de la direction nationale du Parti.

7 – Les candidats du Parti seront désignés par les adhérents inscrits sur une liste électorale dans la circonscription électorale concernée.

Enfin, le délai d'intervention de la Commission des Conflits est raccourci. La Commission demande au Congrès d'adopter ces propositions communes. De même, elle demande au Congrès d'adopter les principes et les orientations dégagées sur les autres questions et de mandater le Comité directeur pour procéder à l'écriture des articles des statuts. Enfin, troisièmement, de saisir la Commission des Résolutions des questions sur lesquelles elle n'a pas pu encore se mettre d'accord.

Commission de vérification des mandats et contentieux

28 membres

Jean-Marcel Bichat - Yannick Bodin - Philippe Bonnefoy - Gilles Carasso - Gérard Collomb
Jean Cottave - Marie-Arlette Carlotti - Philippe Darriulat - Michel Debout - Gérard Delfau
Georges Dupeyron - Claude Fleutiaux - Daniel Frachon - Serge Janquin - Jacques Jusforgues
Jérôme Lambert - Jean-Luc Laurent - Didier Leconte - Paul Lussault - Christian Menucci
Pascal Noury - Daniel Percheron - Guy Penne
Elisabeth Rabesandratana - Alfred Recours
Alain Richard - Jean-Michel Rollot - Daniel Vaillant.

Commission propositions de modifications statutaires

Jacqueline Alquier - Philippe Bassinet - Jean-Marcel Bichat - Yannick Bodin - Jean-Pierre Bonin-Moulins - Pierre Bourguignon - Gilles Carasso - Marie-Arlette Carlotti - Alain Claeys
Gérard Collomb - Claire Dufour - Josette Durieu - Anne-Catherine Franck - Jérôme Lambert - Didier Leconte - Alain Le Vern - Paul Lussault - Arnaud Massip - Pierre Mater
Patrick Menucci - Pascal Noury - Guy Penne
Gilbert Roger - Bernard Roman - Hélène Raynault
Michel Sapin - Gisèle Stievenard - Daniel Vaillant - Henri Viols.



Intervention du Premier Secrétaire

Pierre MAUROY

Il y a quarante ans, Louis Aragon écrivait : "le communisme est la jeunesse du monde". Dans les années cinquante, Jean-Paul Sartre affirmait : "le marxisme est l'horizon indépassable de notre temps". Et Malraux peu après ironisait : "Entre les gaullistes et les communistes, il n'y a rien".

Aujourd'hui, l'Europe retrouve son identité. Des hommes et des femmes de gauche se rassemblent autour des valeurs qui sont les nôtres. Oui, les deux moitiés de l'Europe peuvent se rejoindre, mais mieux encore, elles peuvent se réunir autour d'une même vision de la société, autour d'un idéal dont nous sommes porteurs, depuis un siècle, avec Jean Jaurès, Léon Blum, et maintenant François Mitterrand. Autour aussi, ne soyons pas modestes, de transformations qui portent notre marque; celle des grandes périodes de notre siècle.

C'est toujours le même message que des générations entières de socialistes ont exprimé : notre socialisme est inséparable de la démocratie. L'aspiration à plus d'égalité est intimement liée à la reconnaissance des droits et des libertés de chacun. Ainsi, l'année même du bicentenaire de la Révolution française, le monde se met à l'unisson des idées fortes du siècle des lumières. Comme en 1789, comme en 1848, c'est le peuple qui dicte sa loi. En URSS, où la démocratie voit le jour au milieu des turbulences d'une société en pleine recomposition. (...) En R.D.A., c'est le peuple qui choisira dimanche, pour la première fois depuis 50 ans, sa représentation parlementaire. (...) Au Chili, après 16 ans d'une affreuse et sanglante dictature, c'est encore le peuple qui retrouve dans l'honneur les voies de la démocratie. (...) En Afrique du Sud, c'est toujours le peuple qui, après la libération de Nelson Mandela, peut enfin espérer, en continuant son combat, la fin de l'apartheid. En Afrique enfin, les aspirations démocratiques bousculent les hommes, les régimes et les traditions de la décolonisation. (...)

Voilà le contexte si exceptionnel dans lequel se déroule notre congrès. Voilà ce qui doit lui donner sa signification : la grande promesse que repré-

sente sur tous les continents notre socialisme démocratique, celui de la liberté et de la responsabilité. Immense espoir, mais aussi immense responsabilité pour nous tous, camarades.

Laisserions-nous dire que nous pourrions nous détourner de l'idéologie au moment où le monde entier nous sollicite ? Le communisme s'effondre, c'est vrai. Nous ne pouvons que nous en réjouir, nous qui n'avons cessé de le dénoncer idéologiquement depuis 1920. Qu'en raison de l'usage abusif qui a été fait du terme socialisme, cet effondrement nous crée des difficultés, c'est également vrai. Mais elles ne sont pas de nature à nous faire hésiter. (...)

Des divisions artificielles

Ce congrès de Rennes devrait être celui d'une certaine satisfaction.

Un Président de la République et un Premier Ministre au sommet de leur popularité, un parti qui suscite la sympathie des Français. Sept élections nationales où nous avons à chaque fois fait reculer la droite.

Alors, pourquoi de telles interrogations alors que nous ouvrons notre dixième congrès ? Pourquoi de telles contradictions entre la force que nous représentons, l'idée que nous en avons et l'image que nous en donnons ? La première explication, je veux vous la livrer : c'est artificiellement que nous nous sommes divisés alors que nous aurions dû tout naturellement continuer à débattre rassemblés. Reconnaissons-le camarades : nous étions tous d'accord sur de très nombreux points dans nos contributions. Mais, il a fallu combattre, et nous avons oublié nos convergences et cultivé nos différences, sans doute un peu trop.

Définir un nouveau socialisme, adapter nos idées et notre démarche au goût du jour, voilà un thème de débat aussi vieux que notre parti. Tout au long du siècle, que de fois nos congrès ont-ils résonné des querelles entre anciens et modernes. (...)



Une nouvelle déclaration de principes

Pour bien des générations jusqu'à nous, l'action politique à gauche s'est fondée sur la contestation ou la revendication, et non pas sur l'exercice durable du pouvoir ou la gestion. Et si l'esprit de conquête du pouvoir nous animait, nous n'avions pas intégré l'idée de la durée. C'est pourquoi en 1982 il nous a fallu dans l'urgence suivre le chemin que d'autres partis socialistes avaient parcouru avant nous. Il a fallu accepter le marché, tout en l'équilibrant par des contrepoids économiques et sociaux.

J'ai écrit que nous avons ainsi réalisé en gouvernant notre Bad Godesberg. C'est naturellement une image, l'histoire du Socialisme français est bien différente de celle du Socialisme allemand. Mais on ne fait pas une telle évolution dans le silence des cabinets ministériels, on le fait devant le Parti et devant l'ensemble des militants (...)

Il s'agit de savoir saisir l'occasion que nous offre l'histoire. Il s'agit précisément d'aller de la détente à la paix. Le problème, loin s'en faut, n'est pas exclusivement militaire. Mais il a sa dimension militaire. Or nous sommes face à une contradiction à l'égard des pays de l'Est. L'Armée Rouge quitte la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Le Pacte de Varsovie est remis en cause dans sa nature et ses fondements, la perspective de l'unité allemande bouleverse toutes les données stratégiques de l'après-guerre.

Illustrons d'une formule cette nouvelle donne : pourrions-nous encore pointer nos missiles vers ces villes d'Europe centrale que nous allons aider à se reconstruire ? Voilà le problème qui est posé.

Menons entre nous cette réflexion nécessaire. Des négociations sur les armements conventionnels se déroulent actuellement à Vienne. L'Allemagne cherche la voie de son unité. Nous savons que les décisions politiques doivent toujours précéder les décisions militaires.

Pour toutes ces raisons, je propose au congrès de décider qu'une convention nationale ayant pouvoir de congrès, se réunisse avant la fin de l'année sur le désarmement, le budget militaire et le service national, et je pense que cette proposition rencontre l'unanimité.

Une nouvelle étape sociale

Notre satisfaction est grande de voir les libertés progresser, la perspective de paix se rapprocher, notre doctrine s'adapter. Cette satisfaction sera plus grande encore après la nouvelle étape sociale

que nous définirons, ici, ensemble, à Rennes, et que définira notre gouvernement. (...)

Cette nouvelle étape doit s'articuler autour de cinq priorités : le chômage, les bas salaires, l'emploi précaire, la protection sociale, le société de responsabilité.

Première priorité, le chômage. Je suis convaincu que l'aménagement du temps de travail recèle un potentiel d'emplois important. C'est une question qui reviendra sans doute à l'ordre du jour et j'observe que, sur ce plan-là, sur le plan de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, le gouvernement a ouvert une direction.

Deuxième priorité : les bas salaires. Un effort particulier s'impose. Le partage de la croissance retrouvée doit profiter à ceux qui ont payé le tribut le plus lourd à la crise en perdant leur travail et à ceux qui subissent encore des conditions d'existence difficiles (...)

Troisième priorité : la lutte contre l'emploi précaire. Le gouvernement a choisi dans un premier temps de laisser aux partenaires sociaux le soin de négocier un accord global. Laissons cette négociation aller à son terme mais n'écartons pas l'idée de légiférer dans ce domaine, car précarité signifie fragilité et angoisse, surtout pour les jeunes (...).

Quatrième priorité, la défense de la Sécurité Sociale. Si l'Allemagne est une référence pour les tenants de l'économie libérale sans entrave, qu'ils reconnaissent qu'outre Rhin, la protection sociale y est plus développée qu'en France, pour le plus grand bien de l'économie! (...)

A propos de la santé la question est simple : voulons-nous la régression vers l'assurance privée ou maintenir la solidarité ? Les Français refusent la sélection par l'argent devant la maladie et la mort. Aujourd'hui, il ne s'agit pas que chacun paye plus, mais qu'ensemble on gère mieux, on maîtrise l'évolution des dépenses, on assure l'égal accès aux soins. Le financement de la Sécurité Sociale est une question dont l'actualité est hélas à peu près permanente. Comme l'avait proposé le Parti Socialiste, le gouvernement a décidé de créer une contribution sociale sur tous les types de revenus. Je m'en réjouis en exprimant naturellement mon souci pour les bas revenus, déjà fortement taxés par le biais des impôts locaux et des cotisations sociales. Le rééquilibrage entre revenus du capital et revenus du travail ne doit pas se traduire finalement par une taxation supplémentaire des bas revenus du travail !

Enfin, cinquième priorité : la société de responsabilité. C'est un besoin très vivement ressenti par les Français, en particulier par les jeunes. Nous y



répondrons en appliquant et en approfondissant les lois Auroux, en généralisant le crédit formation, cette seconde chance offerte à tous les salariés, en favorisant aussi de nouvelles relations sociales dans les entreprises.

Ainsi, il faudra bien poser un jour le problème de la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises. Nous avons fait en sorte que cette présence soit obligatoire dans le secteur public. Pourquoi ne pas étendre, quand le moment sera venu, ces dispositions ? (...)

Il est vrai qu'il y a en France un déficit du dialogue social. Le gouvernement de Michel Rocard a su, après la vague de grèves dans la fonction publique, relancer la négociation avec les syndicats de fonctionnaires.

Nous observons un malaise persistant dans la fonction publique, illustré encore récemment par les conditions dans lesquelles a été définie la rénovation de la grille. La persistance de ce malaise contraste avec l'ampleur des efforts – notamment financiers – accomplis par le gouvernement en faveur des fonctionnaires.

Mais aujourd'hui, il apparaît de plus en plus clairement que le malaise a des causes plus profondes que la situation financière, des causes qui sont politiques, voire culturelles.

La fonction publique, les services publics, sont non seulement un élément capital de la société d'économie mixte, mais ils constituaient également un atout et non un handicap pour la réalisation de la modernisation du pays.

L'identité du Parti

Nous sommes les continuateurs du grand mouvement lancé au début du siècle dernier. Ne perdons jamais de vue que, dans ce combat historique, nous sommes sans doute une génération privilégiée. Au pouvoir, nous profitons du travail patient et obscur de ceux dont nous sommes les héritiers.

Tous autant que nous sommes, nous n'avons pas à nous demander : qu'est-ce que le Parti peut m'apporter ? Nous avons à nous interroger sur ce que nous pouvons apporter à notre Parti. Voilà, mes chers camarades, ce qui devrait être l'essentiel de notre conduite.

Oui, nous avons besoin et nous souhaitons tous un Parti plus fort, plus puissant, plus présent. Qui négligerait ces objectifs ? Pour ma part, depuis près de deux ans, je m'y suis efforcé, avec des moyens financiers toujours insuffisants, croyez-le bien (...)

A tout cela, nous devons réfléchir autrement qu'en nous déchirant. Prendre garde aux dérives, certes, mais aussi proposer, construire, et pourquoi pas recomposer. Décider ensemble de la tenue d'une convention nationale qui après débat dans les fédérations aura mission de rénover le Parti, d'améliorer son fonctionnement. Lionel Jospin avait commencé au Pré-Saint-Gervais. Il faut poursuivre, et surtout poursuivre ensemble. S'il s'agit de rénover le Parti, on n'y arrivera qu'ensemble ! Voilà la condition impérative de la rénovation de notre Parti !

Certes, le militantisme doit évoluer à l'instar de la médiatisation croissante de notre société, de son urbanisation, des habitudes prises dans le domaine des loisirs. On ne milite plus aujourd'hui comme il y a quarante ans, c'est vrai. Mais cette évolution n'a pas à se faire au prix d'un abandon des principes (...).

Adhérer à un parti politique, c'est pour moi, c'est pour vous, c'est pour chacun des socialistes qui sont dans cette salle, je le suppose, un acte grave, un engagement au sens vrai de ce terme, c'est autre chose qu'adhérer à un simple club, même d'idées. Venir au Parti, c'est un choix éthique, c'est un choix moral. Il donne des droits, mais il impose des devoirs. Et il les impose à ses militants, à tous ses militants mais il les impose aussi à ses responsables et la contrepartie de notre démocratie interne, qui doit être libre, et plus développée encore, est une obligation d'authenticité. Notre règle c'est l'expression totale à l'intérieur de nos instances et non pas le silence à l'intérieur et la médiatisation à l'extérieur !

Au-delà des péripéties cependant, je vous invite à une autre perspective, il est bien vrai que le Parti Socialiste a toujours souffert dans son développement de la division de la gauche.

Souvenez-vous, il nous a fallu dans les années 70 renforcer en notre faveur le déséquilibre des forces; oui nous étions le second parti à gauche; aujourd'hui, l'effacement du Parti Communiste nous donne l'occasion de bâtir le grand Parti auquel nous avons toujours rêvé. Nous pouvons élargir notre base sociologique à un électorat populaire aujourd'hui désarçonné; cet élargissement nous permet en outre de dialoguer avec ceux qui ont une autre approche de la politique, ces militants de l'écologie, ces militants tiersmondistes, ces militants associatifs. Cette organisation là, capable de s'élargir sans se renier, devrait en dessiner ici et maintenant l'architecture.

Voici beaucoup de travail, beaucoup de travail pour tous les socialistes, et c'est la question centrale de ce Congrès. Je termine par là.



Le Parti est-il capable de se rassembler pour affronter les échéances majeures qui sont devant nous ? Nous pouvons à Rennes choisir la division, mais mes camarades, au nom de quoi et pourquoi ?

Nous nous réclamons tous de François Mitterrand. Or son message a toujours été un message de rassemblement : rassemblement des socialistes, rassemblement de la gauche, rassemblement d'une majorité de Français. C'est cette vision d'unité qui rend si exceptionnel le parcours de François Mitterrand.

Alors si Rennes n'est pas le Congrès de la division il pourrait être celui de la mobilisation. Je suis sûr qu'il y a dans cette salle immense une aspiration non moins immense à l'unité. Car d'une certaine façon, nous ne sommes vraiment nous-mêmes que quand nous sommes unis.

Oh bien sûr, quand nous disons unité, nous n'avons pas en tête je ne sais quelle menace d'éclatement. Et il est même exceptionnel que depuis 20 ans, quelles que soient les différences et les difficultés à surmonter, au pouvoir comme dans l'opposition, à aucun moment notre unité ne se soit trouvée ébranlée. Non, cette unité là n'est pas en cause. Ce qui est en cause, c'est en définitive notre cohésion, et donc la qualité de notre démarche militante. J'oserai même dire une certaine façon de vivre ensemble dans l'amitié, le respect mutuel et la solidarité (...).

Chacun ici peut se réclamer de la légitimité socialiste. Dois-je rappeler que nous n'étions pas tous du même côté ? Et pourtant, la nécessité du rassemblement s'est imposée. Elle a été notre chance et celle du Parti (...).

Nous sommes tous nourris de cette histoire, nous portons tous un profond attachement d'affec-

tion et de fidélité au Président de la République, nous sommes profondément attachés à notre Parti. C'est pourquoi le moment est venu, même si le combat a été rude, de faire une synthèse. Cette synthèse je l'ai souhaitée en ouvrant le débat de ce Congrès de Rennes, et c'est la raison pour laquelle je n'avais pas signé de contribution le 13 janvier au Comité Directeur, j'ai passionnément défendu la synthèse. Mais j'ai tout à fait accepté qu'il en soit autrement. Nous nous retrouvons tous ici, à Rennes, c'est vrai que nous nous sommes affrontés, quelquefois durement, et même parfois trop durement, mais c'est là le risque de notre engagement militant. Mais aujourd'hui l'exigence de cet engagement c'est de faire certainement une synthèse.

C'est pourquoi j'appelle Laurent Fabius et ses amis à la synthèse, et bien sûr Michel Rocard et ses amis, et bien sûr Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, sans oublier tous les autres camarades, sans vous oublier, quelles que soient ici vos responsabilités dans le Parti et votre qualité de militants, sans oublier surtout ceux qui sont restés chez eux, ceux qui attendent de la télévision, ceux qui attendent de la radio, ceux qui attendent des journaux la bonne, oui la bonne nouvelle de Rennes, celle de notre synthèse et de notre rassemblement, oui parce que le Parti, et personne ne peut se tromper sur ce plan là, souhaite le rassemblement !

Et, mes camarades, permettez-moi d'ajouter que je me fiche un peu de savoir s'il y a des gagnants, ou s'il y a des perdants, mais ce que je sais c'est que si nous nous rassemblons, nous serons tous des gagnants pour les échéances qui nous attendent, pour notre Parti, et pour l'avenir du socialisme !

Délégations françaises au congrès de Rennes

Partis et Mouvements Politiques :

Alternative Rouge et Verte - Association des Démocrates - Forum Progressiste - Ligue Communiste Révolutionnaire - Mouvement des Démocrates - Mouvement Gaulliste Populaire - Mouvement des Radicaux de Gauche - Mouvement des Jeunes Radicaux de Gauche - Mouvement des Rénovateurs Communistes - Nouvelle Action Royaliste - Parti Communiste Français - Parti Socialiste Arménien - Les verts.

Organisations Syndicales :

Confédération Française Démocratique du Travail - Confédération Française de l'Encadrement CGC - Confédération Générale du Travail - Fédération Autonome des Syndicats de Police - Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires - Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles - Syndicat des Avocats de France - Syndicat National des Enseignants du Second Degré - Syndicat National des Cadres Hospitaliers - Syndicat National des Médecins de Protection Maternelle et Infantile - Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens.



Intervention du Premier Ministre

Michel ROCARD

Une page d'histoire...

De Lille à Rennes, d'un Congrès à l'autre, il n'y a pas seulement trois ans, il y a une page d'histoire ! François Mitterrand achevait son premier septennat. Il en a commencé un second. Nous étions dans l'opposition. Nous sommes au pouvoir. Nous partions en campagne municipale. Nous avons conquis plus de villes et de villages que jamais dans notre histoire. Et puis aussi, quel fabuleux bicentenaire ! Qui d'entre nous aurait osé, il y a seulement un an, rêver un aussi magnifique anniversaire ?

La statue de la Liberté dressée par les étudiants de la place Tien An Mem, le mur de Berlin abattu à mains nues, Mandela libre et l'apartheid moribond, Patricio Aylwin démocratiquement élu président du Chili, quel irrésistible mouvement rassemble ainsi 1789 et 1989 dans un même élan vers la liberté, l'égalité et la fraternité !

Oh, bien sûr, il reste de par le monde des Etats totalitaires et des foyers de tension. Mais qui oserait boudier sa joie et son émerveillement, de voir ainsi en quelques mois, tant et tant de peuples recouvrer avec la liberté, la dignité et la démocratie ?

Et Paris, capitale de la liberté !

Et notre pays, notre Président, notre Parti sollicités du monde entier, parce qu'au-delà des frontières, on n'oublie pas que les droits de l'homme ont une patrie – la France – que l'humanisme et la culture ont une référence – François Mitterrand –, et que le Parti Socialiste a toujours répondu présent dans la solidarité contre l'oppression, la dictature et l'injustice !

Et moi, comme Premier ministre, je vous dis que toutes ces victoires sont vôtres. Les unes, parce que vous les avez remportées. Les autres, parce que vous avez pris votre part dans la conjuration mondiale et pacifique des militants du socialisme démocratique !

La volonté de réussir...

Notre société moderne est traversée de clivages multiples, ceux qu'introduisent l'argent, bien sûr, mais aussi la naissance, la formation, la dépendance, les discriminations ethniques ou sexuelles. Et tous ces aspects ne peuvent être réduits à un seul, sauf à passer à côté de la réalité sociale.

Longtemps, nous avons vécu selon un modèle social, qui en dépit de toutes ses injustices, malgré toutes ses inégalités, offrait une sorte de promesse d'ascension. Jamais en fait, depuis 1905, les socialistes n'ont été aussi unis sur le fond : l'unanimité qui a marqué la redéfinition de notre "Déclaration de principes" en atteste.

Qui donc pourrait alors imaginer que, pour gagner les échéances qui nous attendent, on ne trouvera pas ensemble les trois Premiers ministres socialistes de François Mitterrand et les deux Premiers secrétaires qui lui ont succédé à la tête du Parti ?

Voyez-vous, chers camarades, en ce moment où triomphent les principes et les valeurs qu'il avait défendus au Congrès de Tours, et que sa vie de militant et d'homme d'Etat a illustrés, je songe à Léon Blum, apostrophant aux lendemains de la libération son parti renaissant – le nôtre – et pourtant déjà saisi par le doute.

"Le dynamisme, disait-il aux militants, qu'est-ce que vous croyez donc que c'est ? Croyez-vous que ce soit une drogue pharmaceutique ou un engin mécanique ? Est-ce que vous croyez que c'est quelque chose de concret ? Mais non ! Le dynamisme, ce sont les hommes, c'est la conviction des hommes !"

Le pays se mobilisera à nos côtés parce que nous saurons lui faire partager la confiance que nous devons avoir en nous-mêmes, la confiance que justifient aujourd'hui les premiers résultats engrangés et celle que nous vaudra demain l'accomplissement des chantiers engagés.

En 1933, au plus fort de la crise de l'entre-deux guerres, Roosevelt disait au peuple américain : "la seule chose dont il nous faut avoir peur, c'est la peur elle-même".

Aujourd'hui, je vous l'affirme, c'est d'abord en nous-mêmes qu'il faut trouver les ressorts de la mobilisation, de la foi et de la volonté de réussir.

Quelques-uns parmi nous ont répété, au cours des débats préparatoires à ce Congrès : "nous ne gagnerons les élections législatives que si..." beaucoup de considérants. Chers camarades, on ne gagne pas des élections avec des "si" !

Moi, je vous dis ma certitude que nous gagnerons les élections législatives de 1993 parce que.

Parce que nous allons continuer à créer des emplois et à faire diminuer durablement le chômage.



Parce que la rénovation de l'école, celle des programmes, de la formation et de la condition des enseignants aura commencé à produire des effets visibles.

Une nouvelle étape nous attend...

Les résultats déjà obtenus n'appellent ni triomphalisme déplacé, ni fausse modestie. Mais ils exigent la ténacité et la sereine conviction qui sont nécessaires pour mettre en œuvre le pacte de croissance que nous avons passé avec les Français.

Un tiers pour l'emploi, un tiers pour la formation et la recherche, un tiers pour l'amélioration du pouvoir d'achat : l'avenir, la solidarité, la justice sociale, et dans ces trois directions, la réduction des inégalités.

Désormais, une nouvelle étape nous attend. Le recul du chômage doit maintenant concerner davantage d'une part les chômeurs âgés et les chômeurs de longue durée, et d'autre part les femmes. Les dispositifs de retour à l'emploi seront renforcés dans ce sens.

Une formation qualifiante ou un emploi : voilà ce que doit être la situation pour chaque jeune dans les deux ans qui viennent !

Nous voulons que les emplois créés soient de vrais emplois, pas des petits boulots, que les formations offertes soient des formations qualifiantes, pas des stages-parkings.

Relancer la politique d'aménagement du temps de travail est un axe de la lutte contre le chômage.

L'école d'hier était l'élément majeur de la promotion sociale. Il faudra plus de deux ans, pour reconstruire durablement une école de la réussite, pour restaurer la considération que le corps enseignant mérite de la part du corps social, pour que démocratisation de l'enseignement ne soit pas antinomique de qualité et d'excellence.

C'est d'autant plus nécessaire que le projet d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat d'ici l'an 2000 n'est plus un objectif volontariste. C'est devenu un fait de société.

C'est aussi un défi. Et nous n'avons pas le droit à l'échec, parce que notre démarche est un refus du déclin. Ce que Lionel Jospin a engagé doit permettre, j'en ai la conviction, d'enregistrer dans les deux ou trois années qui viennent, des résultats significatifs dans la rénovation du système scolaire.

Parce que nos valeurs sont d'abord de tolérance et de respect de l'autre, le combat contre l'exclusion est la dimension moderne du combat laïque.

Or, l'échec scolaire est la forme la plus durable de l'exclusion. Là, une logique d'exclusion, ici, une volonté d'intégration. Exclusion par l'argent, par la naissance, par la couleur de la peau. Intégration par la solidarité, par une plus grande égalité des chances, par davantage de justice.

Mis en œuvre dans les six mois suivant la réélection de François Mitterrand, le revenu minimum d'insertion a bénéficié à près de 500.000 ménages, soit un million de personnes.

Une solidarité au quotidien...

Oui, désormais, une nouvelle étape nous attend. Elle doit donner à cette politique de la ville toute sa dimension de solidarité quotidienne. Le rejet de l'autre, la logique de l'exclusion, trouvent plus souvent leur origine dans de petites choses que dans les idéologies : des voisins issus de communautés étrangères que l'on trouve trop bruyants, des jeunes qui se rassemblent dans les caves ou les halls d'immeubles faute de lieux qui leur soient accueillants, des personnes âgées qui prennent peur d'une société qui les abandonne.

Cette dimension de solidarité appelle la mobilisation la plus large : municipalités, départements, offices d'HLM, associations sont appelés à y prendre leur part, à travers la démarche contractuelle qui a été mise en place. 420 conventions de quartier, 10 contrats de ville retenus en 1989, des programmes plus spécifiques d'aménagement urbain. Voilà pour les mois qui viennent une démarche que j'attends des socialistes, avec leurs élus, ou dans les associations de locataires, en direction du monde du travail.

Je m'adresse à vous, hommes et femmes de mon pays, vous les parents, les copains de classe, des jeunes de St-Florentin, la Ciotat, ou Roanne. Que pourrez-vous répondre quand vos propres enfants vous demanderont : est-ce la France, est-ce mon pays, ce pays où l'on tue mes copains à cause de la couleur de leur peau ?

La révolte monte de toutes les fibres de notre être devant ces crimes inexpiables de bêtise et de lâcheté. Nous savons ce qui les inspire et je me réjouis, comme vous, que le Parlement de Strasbourg, ait à deux reprises, levé l'immunité parlementaire de celui qui s'est fait un fonds de commerce de la haine de l'autre.

Pour empêcher que le venin ne pénètre plus profondément la société française, un sursaut de toutes les forces démocratiques est indispensable. Un débat aura lieu au Parlement dès la prochaine session. Le haut Conseil de l'Intégration où toutes



les sensibilités politiques sont présentes, s'est mis au travail. Aucun concours n'est de trop quand il s'agit de combattre le racisme et l'exclusion.

Mais je vous confesse que les propositions de l'opposition m'apparaîtraient plus convaincantes si elle était allée à Dreux ou au Luc faire campagne contre les alliances locales avec le Front National, ou si un ancien Président de la République ne cherchait pas à se faire délivrer des brevets de courtoisie par M. Le Pen !

La lutte contre les inégalités est au centre du combat contre les exclusions. J'ai évoqué celles qui touchent à l'emploi, au logement, à l'école. J'aurais garde d'oublier celles qui touchent à l'argent.

Réduire les inégalités...

L'inégalité entre les revenus du travail et ceux du capital est une des injustices les moins acceptables. Bien sûr, il ne s'agit pas de la rémunération de l'épargne, qui est légitime puisqu'elle résulte du travail et soutient les investissements collectifs. Il a d'ailleurs fallu attendre 1981 pour que l'épargne populaire, longtemps spoliée, reçoive enfin une juste rémunération.

Il s'agit de l'argent spéculatif, l'argent qui attire l'argent, les fortunes qui s'accumulent sans l'effort ni du travail, ni de l'intelligence, ni de l'investissement. Dans ce domaine, un seuil inacceptable a été franchi, car nos concitoyens n'ont jamais admis l'enrichissement sans cause.

Les cotisations sociales d'allocations familiales et d'accidents du travail ont été dé plafonnées. La réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles passe progressivement du revenu forfaitaire au revenu réel. C'est plus juste.

Le plafonnement de la taxe d'habitation à 4 % du revenu imposable lance la réforme de la fiscalité locale. C'est déjà engagé.

La réduction des taux de TVA s'inscrit dans la volonté de réduire une fiscalité indirecte injuste.

La déduction fiscale du revenu foncier a été ramenée à un plafond de 10 %.

Les décisions déjà prises ont une cohérence et s'inscrivent dans une démarche à long terme : à la fois simplifier et rendre plus équitables les prélèvements sur le patrimoine qui, de l'impôt foncier à l'ISF, des droits de succession aux prélèvements sur l'épargne, sont à la fois nombreux et contradictoires.

Mais une nouvelle étape nous attend. Elle commencera avec l'instauration d'une cotisation généralisée à l'ensemble des revenus, destinée au

financement de la protection sociale. Son objectif est double : rendre le prélèvement social plus juste, en faisant participer les revenus du capital à l'effort de solidarité nationale, et éviter que les cotisations sociales ne découragent l'embauche en alourdissant le coût de travail.

Elle continuera avec la concertation que nous mènerons avec le groupe parlementaire sur la proposition d'asseoir l'impôt local départemental sur le revenu des gens et non plus sur la propriété. Je suis également favorable à une étude approfondie mais rapide de la proposition d'Henri Emmanuelli d'instaurer le prélèvement de l'impôt à la source : si le mécanisme en est bien adapté aux revenus non salariaux, ce sera un facteur de simplification, d'équité et de lutte contre la fraude fiscale.

Chers camarades, il n'y a pas plus de grande réforme fiscale que de grand soir social. Mais il y a un mouvement continu, déterminé, cohérent pour que l'effort nécessaire soit plus équitablement partagé.

Une Europe forte et cohérente...

En gagnant tous ces défis, le défi majeur de la modernisation de l'Etat aussi, c'est au bout du compte, mes camarades, les principes du Socialisme démocratique que nous ferons triompher.

Rendre à l'Etat sa juste place est d'autant plus urgent que nous sommes citoyens du monde, et notamment citoyens d'Europe. Cette Europe qui retrouve si soudainement les territoires et les peuples qui n'appartenaient plus qu'à son histoire, cette Europe, quel visage aura-t-elle ?

L'histoire avance à grands pas. Les premières élections libres, qui auront lieu dimanche en Allemagne de l'Est et le 25 mars en Hongrie, illustrent l'urgence de relever le défi qui nous est ainsi lancé.

Ce ne sont pas des attitudes frileuses qui nous mettront en situation de répondre aux enjeux nouveaux que fait naître l'aspiration du peuple allemand à retrouver son unité. Elle est un droit. Et quels pauvres internationalistes serions-nous devenus si nous n'étions pas capables de l'accueillir avec joie d'abord, avec sérénité ensuite, et aussi avec la lucidité vigilante que nous devons à tant de siècles d'histoire commune !

L'unification allemande est l'affaire du peuple allemand lui-même. Mais ses implications nouvelles, en termes de sécurité collective, de respect des frontières existantes, d'édification communautaire, ne pourront être résolues que par l'ensemble des



parties concernées. Cette unification, nous aurons d'autant moins à la redouter que nos résultats économiques – l'indice des prix est tombé hier – grâce à la ténacité de Pierre Berégovoy, sont sur certains aspects meilleurs même que ceux de l'Allemagne.

Il nous faut avancer fermement.

L'union économique et monétaire constituera, comme le chef de l'Etat l'a rappelé devant le Parlement de Strasbourg – et je me réjouis, et vous aussi sans doute, que le Parlement Européen reste le Parlement de Strasbourg – un pas décisif en direction de l'union politique.

Il nous faudra batailler pour que l'avancée vers l'Europe sociale se fasse au même rythme et avec la même force.

Une planète plus respectueuse de son environnement...

Le besoin d'une Europe forte et cohérente est d'autant plus ressenti qu'il est de moins en moins de problèmes dont la solution se trouve à un niveau strictement national, ni même au niveau d'un continent.

Aussi, c'est au plan international que la France a pris depuis vingt mois des initiatives majeures dans le domaine de l'environnement :

- l'adoption par 24 pays d'une déclaration invitant les Etats à créer une autorité planétaire pour lutter contre le réchauffement de la planète ;
- la décision européenne de réduire de 85 % d'ici dix ans les substances qui attaquent la couche d'ozone ;
- la réduction de 30 % des émissions d'oxyde d'azote responsables des "pluies acides" qui détruisent les forêts ;
- l'obligation, décidée au niveau communautaire, de pots d'échappement à essence sans plomb, dès à présent pour les voitures de grosse cylindrée et à partir de 1993 pour les autres véhicules ;
- le renforcement des moyens juridiques de contrôle sur les mouvements de déchets ;
- le refus, conjointement avec l'Australie, de laisser se transformer l'Antarctique en zone d'exploitation industrielle ou touristique.

Chacun sait bien qu'il n'y aura de France plus vivable pour nos enfants que sur une planète plus

propre, plus économe de ses ressources naturelles, plus respectueuse de son environnement.

Certains nous parlent d'écologie comme d'un problème d'alliances politiciennes dans un chef-lieu de canton. A ceux qui placent véritablement l'écologie au premier rang de leurs préoccupations, j'apporte au contraire les résultats concrets d'une politique, dont les effets seront mesurables dans les années qui viennent.

L'Europe, le Monde. Que dire ici de plus que ce que nous savons déjà ? Que faire de mieux que ce qu'a conduit François Mitterrand au nom de notre pays ?

Guère davantage, si ce n'est dire à Jacques Chirac que la démocratie et le pluralisme politique ne sont pas un luxe, mais un besoin vital pour les pays d'Europe, comme pour ceux du Tiers-Monde.

Rappeler à l'Afrique que le despotisme n'est pas une fatalité, ni la misère un hasard.

Rappeler aux Européens de l'Est qu'entre le communisme oppressif et le libéralisme sauvage, il y a le socialisme démocratique.

Rappeler enfin aux Etats du monde entier, que l'organisation collective de la planète n'est plus tout à fait une utopie, que ce sera l'enjeu du XXI^e siècle, et que dépendent d'elle, autant le soulagement des misères du Tiers-Monde, que la préservation durable des conditions écologiques de la vie sur terre.

Gagner ensemble !

Voilà, chers camarades, le message que je voulais, en tant que Premier Ministre, vous adresser.

Un message de confiance parce que, dans l'Europe entière, le socialisme démocratique est une idée dont le temps est venu.

Un message de fraternité parce qu'après le moment du débat, vient celui du rassemblement.

Un message d'espérance parce que les succès de demain sont inscrits dans l'action d'aujourd'hui.

Pour ce gouvernement qui est le vôtre, pour ce parti qui est le mien, j'ai à la fois une grande ambition et une grande exigence : nous gagnerons ensemble !



Débat général : interventions

Gérard Fuchs

C'est à l'été 85 qu'avec quelques amis, nous avons proposé à Lionel Jospin, alors Premier Secrétaire, une réécriture du texte de 69/71. Notre volonté était que soient mis en accord nos écrits et nos actes. Notre philosophie était résumée par le titre d'un article de l'époque : "... nous avons changé, il faut le dire".

A mes yeux, quatre changements majeurs, distinguent notre nouvelle Déclaration de Principes de l'ancienne.

Premier changement. Il a déjà été signalé, nous cessons de nous définir comme un parti révolutionnaire, mais nous affirmons que le Parti Socialiste – je cite – met le réformisme au service des espérances révolutionnaires, et cette phrase, je la trouve à la fois belle et bonne.

Je la trouve belle, cela ne se justifie pas, cela s'apprécie simplement, et je crois que, nous tous, nous l'apprécions. Je la trouve bonne car elle marque bien que si nous reconnaissons avoir changé nos méthodes, nous ne renonçons en rien à nos perspectives et à nos valeurs.

Nous sommes le parti de la solidarité et du progrès, mis au service de tous. Notre conviction que l'homme fait l'histoire et n'est pas seulement fabriqué par elle, cette conviction demeure entière. Elle est à la racine de notre engagement à tous et à chacun, elle est bien clairement réaffirmée.

Deuxième changement : nous cessons de réclamer la socialisation progressive des moyens de production et d'échange, nous nous déclarons favorables à une société d'économie mixte où marchés et interventions publiques coexistent, au service d'un intérêt général démocratiquement défini.

Au moment où à l'Est, s'écroulent avec fracas des régimes communistes fondés sur de soi-disant partis révolutionnaires, le changement de notre Déclaration de Principes arrive, je crois, à son heure.

Troisième changement majeur. Nous avons renoncé à mentionner l'objectif de la suppression des classes, de la disparition des antagonismes sociaux, nous avons renoncé à décrire la perspective du paradis sur terre.

Je me suis toujours demandé, pour ma part, comment des régimes qui se réclamaient du marxisme, c'est-à-dire affirmaient une vision de l'histoire accordée sur des déterminants économiques et des confrontations sociales, je me suis toujours demandé comment ces régimes là avaient pu produire le mythe d'une société potentiellement sans conflits, c'est-à-dire d'une société sans devenir, c'est-à-dire d'une société morte.

Dernier changement, enfin, et non des moindres : la référence aujourd'hui faite dans notre Déclaration de Principes à la Communauté Européenne.

Le débat sur ce point a été le dernier à être réglé. Jusqu'au bout, certains de nos camarades, ceux de "Socialisme et République" pour ne pas les nommer, ont voulu que le texte initial qui mentionnait simplement l'existence souhaitable d'organisations internationales dotées de pouvoirs réels, jusqu'au bout, ces camarades ont souhaité que le texte demeure inchangé.

Alors, je voudrais sur ce point tenter de faire avancer un débat qui sera, je crois, l'un des grands débats des années qui viennent. Oui, les nations existent particulièrement en Europe et nous les voyons en ce moment revivre à l'Est.

Oui, les nations représentent les communautés historiques et culturelles fondamentales de notre continent, mais pour autant, je prétends avec fermeté qu'elles ne représentent pas là non plus le terme d'une histoire qui devrait, là encore, on ne sait pourquoi, s'arrêter.

Michel Sapin

Ce n'est pas rien, d'avoir adopté, et nous l'avons bien entendu enregistré hier en commission, la règle suivant laquelle 30 % de femmes à tous les niveaux du Parti et dans les listes électorales

de candidats devront être présentes. Ce n'est pas rien d'avoir posé aussi le principe de la péréquation entre les différents niveaux de notre Parti, et les ressources nationales.



Ce n'est pas rien non plus d'avoir amorcé la mise en place de règles plus strictes dans le domaine électoral.

Nous sommes cependant, mes chers camarades, aujourd'hui, dans une jungle d'une démocratie interne un peu trop sauvage, et ce n'est pas l'arbre des discours sur la transparence qui cachera la forêt des pratiques convenables et des contentieux qui en résultent. C'est la raison pour laquelle, la motion 3 dès hier soir, dès cette nuit, et je le refais solennellement devant vous, propose de mettre au point tous ensemble un véritable code électoral interne au Parti Socialiste.

Un texte qui regroupe toutes les dispositions

d'ordre statutaire, d'ordre du Règlement Intérieur, ou je dirai simplement d'ordre du code de bonne conduite, un texte qui serait lisible, qui serait compréhensible, qui puisse être consulté par tous ceux qui voudraient faire respecter la démocratie dans notre Parti.

Ce code électoral, nous en avons élaboré un schéma, une proposition, et nous déposons cette proposition sur le bureau du Congrès.

Que ces règles existent, qu'elles soient bonnes, qu'elles soient claires, et c'est la démocratie tout entière au sein de notre Parti qui en sortira grandie.

Pierre Guidoni

Quelle est la proportion des militants (regardez-le, mes chers camarades, section par section, fédération par fédération) qui ont réellement participé au débat sur les textes et sur les motions, comparée à ceux qui, le jour venu, ont déposé un bulletin dans une urne et sont venus voter et signer les listes d'émargement ? Quelle est la proportion de ceux qui se sont vraiment engagés dans le débat d'idées, qui ont tenté l'effort de convaincre leurs camarades par rapport à ceux qui se sont contentés des tâches (Oh... qui ne sont pas moins nobles)

d'organisation logistique d'un vote et de transport des camarades jusqu'au lieu où ils devaient exprimer leur opinion ?

Un Parti Socialiste, c'est d'abord un parti d'hommes libres, d'hommes qui s'expriment avec leur conscience, leur raison et leur volonté. Ce parti, mes chers camarades, à partir de notre organisation actuelle et des perfectionnements que nous pouvons lui apporter, il nous reste à le construire.

C'est la tâche des prochaines années.

René Souchon

Il est un thème que notre parti devrait assumer avec beaucoup plus de détermination qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, c'est le thème de l'aménagement du territoire et, à l'intérieur, celui du devenir de l'espace rural.

La majorité des militants socialistes, qui sont des urbains, traduisent, en général, rural = agriculture. Dès lors, le problème est sans solution, ou alors, ces solutions sont faussées, biaisées, dès le départ. S'il est vrai que l'agriculture reste à la base de la vie économique rurale, l'espace rural est aujourd'hui habité par une minorité d'agriculteurs. Dès lors, les autres, qui sont-ils ? Des commerçants, des artisans, des employés, des professions libérales, des ouvriers, bref de plus en plus de salariés, mais ces ruraux font passer leur appartenance à un terroir avant leur appartenance à une catégorie socio-professionnelle.

L'identité rurale, c'est un attachement à un pays, à un mode de vie, à une qualité de vie que le Parti

socialiste a longtemps prônée comme un modèle. Cette identité rurale, elle se manifeste de plus en plus dans les élections et je n'en prendrai qu'un exemple, celui du vote aux dernières élections en faveur de la liste Chasse-Pêche et Tradition. Ce vote a été analysé comme un vote de défoulement. En réalité, c'est un vote d'identité, une sorte de cri lancé par des populations qui se voient agressées à tort ou à raison dans leur mode de vie par des urbains qui donnent l'impression de vouloir leur dicter ce qui est bien ou ce qui est mal (...)

Le moment est opportun pour nous de moderniser notre approche de la ruralité. Nous y gagnerons rapidement en audience politique dans un électorat dont la réceptivité, face à des situations préoccupantes, n'a jamais été aussi grande.

L'excédent le plus fort de notre balance commerciale est dû à l'agro-alimentaire qui travaille la matière première fournie par l'agriculture. Chaque jour, en France, des stratégies de développement



local créent dans le milieu rural des emplois à partir de la valorisation de richesses physiques ou de richesses humaines jusque là ignorées. Peut-on se priver de celles-ci alors même que nous vivons depuis des années le chômage comme un fléau ? (...)

Est-il rationnel de laisser disparaître certaines activités et les hommes qui les sous-tendent au nom du marché et au nom de sa logique impitoyable

pour les réintroduire ensuite de façon artificielle à grands frais, parce que notre société supporte mal et l'extension de la friche et la destruction de notre forêt ou de façon générale la destruction de notre nature ? Il ne peut pas y avoir de lutte sérieuse pour la préservation de l'environnement sans une prise en compte résolue des problèmes de développement du monde rural.

Michèle Lindeperg

En tant que déléguée nationale aux Droits de l'Homme, je ne voulais pas laisser passer ce Congrès sans évoquer le problème des otages français et sans revenir sur les crimes racistes déjà évoqués hier (...)

Il nous appartient d'entretenir la mémoire de l'opinion publique, car l'oubli est une menace terrible pour ceux qui comptent les jours en captivité.

Il nous appartient aussi d'être aux avant-postes de la lutte contre le racisme.

Les jurys populaires sont très sensibles à l'air du temps. L'atmosphère délétère qui gangrène sournoisement notre société, sous l'influence pernicieuse des idées complaisamment distillées par l'extrême-droite a aussi envahi les prétoires.

C'est pourquoi il faut bien se demander si un pays n'a pas la justice qu'il mérite et si nous ne sommes pas collectivement responsables de cette dégradation.

Honte pour notre pays dont la réputation de défenseur des Droits de l'Homme est mise à mal, honte pour ces "Dupont-la-Joie" mais néanmoins nos compatriotes, honte surtout pour une société qui a engendré le plus puissant mouvement d'extrême-droite raciste et xénophobe de toute l'Europe.

Honte enfin pour chacun d'entre nous, responsables, simples militants, pour ce que nous aurions peut-être dû faire et que nous n'avons pas su mener à bien.

Il faut aussi agir au quotidien dans nos sections, dans nos mairies, nos quartiers, nos écoles, pour faire appliquer ces mesures sur le terrain, pour convaincre, argumenter, pour mettre en place des structures locales qui favorisent l'intégration, pour rendre enfin possible ce droit de vote pour les étrangers, que nous souhaitons depuis longtemps, sans pour autant provoquer une dangereuse fracture dans le corps social.

Alors je souhaite que nous réussissions au cours de ce Congrès à nous fixer des objectifs clairement perceptibles par la population, dont les tout premiers pourraient être la lutte contre le racisme et les idéologies d'exclusion.

Des instruments existent déjà dans le Parti ; des travaux sont en cours. Il s'agirait d'en faire une priorité et de mobiliser nos sections à travers, entre autres, une convention sur le thème "exclure l'exclusion". Et l'idée pernicieuse qu'après tout les bons scores du Front National en affaiblissant la droite, nous rendent quelques menus services, ne doit pas avoir cours parmi nous.

Ce n'est sans doute pas le cas, je l'espère, car de dérisoires petits profits à court terme risqueraient d'hypothéquer gravement l'avenir.

Le Front National est une arme absolue. C'est à ce combat là qu'il nous faut nous atteler dans les jours qui viennent.

Josette Durieu

Toutes les partielles, ces derniers mois, ont mis en évidence les mêmes évidences. La première : la gauche flanche. La seconde : la droite stagne. La troisième : le Front National grignote lentement un électorat déboussolé qui cherche des repères (...)

Il faut absolument regarder en face les progrès de l'extrême-droite. Il faut, et c'est la mission du

Parti Socialiste, engager la lutte contre l'extrême-droite, et c'est une priorité, c'est un combat mobilisateur, notamment pour notre jeunesse. Il faut pour notre démocratie, pour notre parti, pour notre pays, évacuer au plus vite ces deux fléaux qui l'affaiblissent : la dérive extrémiste et l'indifférence électorale.



« Ce Congrès, aujourd'hui ne doit pas être détourné de ses objectifs : rénover le Parti, redresser la politique du gouvernement.

Rénover le Parti, oui. Oui, il faut d'autres méthodes, oui, il faut probablement d'autres ambitions, oui, il faut probablement aussi d'autres hommes, et la question que nous avons à nous poser aujourd'hui, c'est celle-ci : qui est le plus capable de donner au Parti Socialiste le second souffle nécessaire pour gagner les législatives de

1993 et éviter à François Mitterrand une nouvelle cohabitation ?

Il faut redresser la politique du gouvernement. Je pense que nous ne pouvons plus fonctionner au gré des sondages, mais que nous devons prendre en compte les résultats des votes tant internes qu'externes (...). L'enjeu, pour les socialistes, c'est de réduire les inégalités. L'enjeu pour les socialistes, c'est tout simplement de reprendre à leur compte ce slogan qui a été le leur, "changer la vie".

Christian Pierret

Si nous avons commencé à changer le pays, sommes-nous sûrs d'avoir suffisamment changé la vie quotidienne des Français et des Françaises ? Sommes-nous sûrs d'avoir, au cours des dernières années, contribué à construire, puis à améliorer l'instrument politique indispensable à ce changement de la vie de nos compatriotes ? Avançons-nous dans la voie d'un grand parti de transformation sociale dont nous avons tant besoin pour que la satisfaction globale des Français, qui s'exprime aujourd'hui de manière positive dans les sondages, vis-à-vis de ce que nous faisons, se mue demain en véritable adhésion active, créative, de tout le corps social ? (...)

Aujourd'hui encore, hélas, le dualisme de la société française existe encore. Face à l'emploi, face à l'habitat, face au cadre de vie, face à la santé, face à la culture, les chances de chacun ne sont pas encore les mêmes.

Malgré notre volonté politique le résultat est là, nous parvenons de plus en plus difficilement à attirer sur notre bilan les espoirs et les énergies. Beaucoup d'intellectuels se désintéressent de notre action. Il n'y a plus de véritable quotidien de gauche, combien de militants nous ont quittés depuis des années, notre audience auprès des jeunes a diminué, nous ne sommes plus dans les zones déshéritées du monde rural, dans les banlieues marginalisées, nous ne sommes plus vraiment une référence ou un port d'attache. Nous devons réagir, car les grands chantiers du quotidien restent devant notre Parti, à peine entamés, souvent mal engagés, quelquefois pas même entrepris.

Que propose notre Parti, quelle campagne notre Parti a-t-il organisée sur les grands problèmes d'aujourd'hui ? Sur les problèmes de l'école qui reste un milieu de reproduction des inégalités, sur les conditions d'enseignement dans les universités, sur le travail, alors que le monde du travail isole de plus en plus les travailleurs précaires, et les autres qui ont seuls accès aux carrières, à la formation, sur la culture, sur la santé, et la protection sociale, sur le rôle de l'hôpital public, sur tous ces sujets nous avons besoin d'un parti à l'offensive pour expliquer, pour entraîner l'adhésion des Françaises et des Français sur une politique de transformation sociale.

Il faut faire aujourd'hui de ces problèmes et de ces questions les réelles priorités de notre politique, les nouveaux champs d'action de notre Parti. Le gouvernement, les élus, ont pour cela besoin de nous tous, les militants, parce que nous sommes les témoins de la ville, parce que sans notre engagement sur le terrain, l'état d'esprit de nos villes ne changera pas, parce que nous savons mieux que d'autres ce qu'il faut faire pour changer le cadre de vie, pour mettre en œuvre l'égalité partout dans la société française, parce que nous voulons tous, quels que soient les textes auxquels nous nous référons, construire un grand parti de masse moderne, présent dans la ville, actif, pour impulser, soutenir, infléchir le changement qu'organise le gouvernement, notre gouvernement.

Il faut que le Parti redevienne le fer de lance. C'est une machine aujourd'hui parfois trop bureaucratique, qui manque de dynamisme. Il faut qu'elle ose prévoir, proposer, appuyer avec originalité, liberté et audace, l'action du gouvernement.

Marie-Noëlle Lienemann

Les abstentions ne cessent de s'accroître dans notre pays. Le vote du Front National, lui aussi se poursuit, et le vote écologiste s'installe durablement

dans le paysage politique français. Cette situation électorale témoigne d'un malaise. Pour ma part, j'y vois deux raisons fondamentales.



La première est que nous n'avons plus de repères très lisibles, nous manquons d'un projet mobilisateur. Nous sommes comme si nous étions à bout de souffle du "socialisme" qui a fait notre victoire et a marqué toutes ces années après mai 1968.

Il nous faut donc redéfinir ensemble un projet à l'échelle de notre pays et au-delà, à l'échelle de l'Europe et de la planète, car notre message est fondamentalement internationaliste.

C'est pourquoi nous ne ferons pas l'économie d'une réflexion sur le mode de développement que nous devons construire en cette fin du XX^e siècle pour préparer l'avenir.

La deuxième raison du malaise électoral est sans doute à rechercher dans le grand décalage qu'il y a entre nos déclarations et le vécu de nos concitoyens sur le terrain.

Ce n'est pas le problème de tel ou tel leader qui serait tiède, ou fade. C'est simplement que nous n'avons pas su répondre à la crise politique de ces années dernières et en particulier parce que nous avons négligé que la question fondamentale qui se posait à nous était bien celle des inégalités. Je suis convaincue qu'aucune lutte durable contre les inégalités ne saura se faire sans une véritable redistribution du pouvoir dans notre société. Voilà bien les deux messages que je souhaitais essayer de développer à travers la motion que nous avons déposée.

Le premier thème qui doit être développé est celui de l'équilibre de la planète. Nous serions tous devenus écologistes. Il ne suffit pas d'une couche de peinture verte sur nos vieux projets, l'essentiel est de rompre avec cette vision productiviste qui a prévalu, tant à gauche qu'à droite.

L'exemple du nucléaire est frappant : un discours pronucléaire, béni-oui-oui, à l'Assemblée nationale, et quinze jours après, on est obligé de dire qu'on ne pourra pas stocker les déchets parce que la population s'y oppose.

On est obligé de constater qu'un rapport nous a été caché et qu'il montre que notre système nucléaire n'est pas fiable, qu'il pose de vrais problèmes. Ce ne sont pas simplement quelques lignes supplémentaires dans les discours qui nous permettront de prendre en compte le défi fondamental qu'est celui de l'écologie et le Parti Socialiste doit enfin ouvrir une nouvelle ère, celle de l'écossocialisme.

Nous pouvons, aussi, faire de grands discours sur les droits de l'homme, mais nous ne continuerons pas durablement la politique africaine de compromission avec des dirigeants et des gouvernements

qui ne consacrent pas l'argent au développement mais à installer durablement leur pouvoir et leur administration.

Il ne faut pas que demain, comme avec Ceaucescu nous ayons honte de la politique que nous avons menée quand les peuples se lèveront dans ces pays.

Il me paraît aussi tout à fait essentiel de rediscuter effectivement de cette question du plan et du marché car plus généralement, ne croyez-vous pas, qu'en ayant accepté le principe du marché, ce qui était nécessaire, nous avons fait la part trop belle à l'argent roi, au veau d'or ? Il faut faire naître une économie sociale de marché, c'est-à-dire rompre avec cette idée que la sphère marchande organise tout de la vie du citoyen, tout de la société. Oui, au marché, mais pas partout et toujours.

Le deuxième thème que nous avons souhaité développer est celui de la redistribution du pouvoir. Personne ne peut négliger l'indispensable redistribution des richesses. Mais quand on constate que dans l'entreprise automobile française le salaire d'un ouvrier est une fois et demi inférieur à celui de l'ouvrier allemand, on peut s'interroger sur les raisons de l'existence de telles disparités. Notre industrie est tout aussi dynamique, tout aussi productive. Simplement, depuis des années, les socialistes allemands se sont battus pour la codétermination dans l'entreprise, celle qui permet des négociations durables, car oui, la social-démocratie, ce n'est pas une image molle, ce n'est pas du radical-socialisme rampant, c'est l'acceptation du pouvoir ouvrier, du pouvoir salarié dans l'entreprise, qui est à égalité au moins sur une décision essentielle avec le pouvoir des patrons.

Peut-être faut-il avancer plus vite et plus loin que nous ne l'avons fait avec les lois Auroux vers la codétermination.

On pourrait parler aussi du partage du travail. Que de bonnes ambitions affirmées ! on pourrait le dire aussi de la réforme fiscale. Volontiers, au congrès, on est très offensif, et dans les faits on est beaucoup plus modeste.

Je suis persuadée que c'est un axe de mobilisation essentiel du Parti et qu'il nous faut préparer une loi sur les 35 heures. Pas une loi qui dispense de la négociation, une loi qui l'ouvre, une loi qui la balise pour la rendre possible, car aujourd'hui le rapport de force n'est pas en notre faveur.

Enfin, on parle beaucoup de rénovation du Parti Socialiste, et j'ai dit tout l'intérêt que je portais au vote à bulletin secret.

Il me paraît également fondamental de nous ouvrir sur l'Europe et en particulier sur les socialistes européens pour construire un grand Parti



Socialiste Européen transnational. Pour conclure, je voudrais réaffirmer comme il est nécessaire que les minorités du parti puissent être entendues.

Nous avons besoin de débats indépendamment

des clivages de pouvoir et les minorités ont souvent la valeur d'être de ceux qui portent le débat quand une sorte de Yalta s'installe entre les grands pour l'éviter.

Laurent Fabius

L'effondrement du communisme nous pose des questions idéologiques majeures. La social-démocratie l'emporte sur le communisme. Le XXI^e siècle peut être le siècle des libertés, à condition que nous sachions montrer par notre action, qu'entre le collectivisme et le capitalisme débridé, qui tous deux, de manière différente, blessent la personne humaine, il y a – hommage à Blum à soixante-dix ans de distance – ce socialisme de la liberté.

On parle souvent de l'approfondissement de la démocratie, de son extension à la sphère économique et sociale, le socialisme est évidemment cela, mais c'est davantage : le refus d'une société qui fait chez nous de l'argent-roi, de l'argent-fou, de la production et de la consommation effrénées de marchandises le seul jalon et le sens de la vie. A Paris, certains immeubles se vendent 200 000 F le mètre carré, ce qui veut dire qu'avec ces seuls critères un instituteur vaut aujourd'hui un demi-mètre carré par an !

Socialisme et écologie

J'estime que notre réflexion et notre action ne peuvent plus se limiter à ce qui, jusqu'ici, en a fait l'essentiel, c'est-à-dire les rapports entre le capital et le travail, mais qu'il nous faut prendre en compte la troisième donnée essentielle, et qui s'appelle l'écologie. Le problème de l'environnement va dominer les temps qui viennent. Les technologies de l'environnement seront plus importantes que les technologies de la guerre des étoiles. La nouvelle évolution technologique souligne l'absurdité d'un système, le nôtre, qui subordonne tout à produire de plus en plus vite, sans cesse davantage de biens, qui se révèlent souvent de moins en moins utiles et de plus en plus éphémères. Nous devons faire de l'écologie un axe majeur de notre action.

Qu'est-ce que c'est aujourd'hui qu'être socialiste ?

Défendre, consolider, approfondir partout dans le monde l'état de droit et la démocratie, y compris dans notre société bien sûr où la force prime souvent le droit, et la démocratie sociale reste un rêve. Agir pour l'égalité, la justice, les libertés, libérer la société de la mainmise de l'économique,

nous opposer à l'expansion des rapports marchands dans la totalité de la vie sociale, préserver un certain nombre de secteurs qu'ils ne doivent pas dominer – je pense à la culture, à l'éducation, à la santé, à la communication ou à la politique. C'est pour cela que nous défendons le service public, le secteur public, l'action publique. C'est aussi en relation avec cela que nous maintenons notre aspiration à une civilisation du temps libéré (...). Les syndicats et le parti social-démocrate allemands ont repris avec efficacité l'action pour les 35 heures, nous devons en faire le mot d'ordre de l'Internationale socialiste, et donc aussi le nôtre pour la totalité du continent.

Dans cette bataille pour ce qui sera une civilisation nouvelle, les écologistes, mais aussi les communistes dans leur majorité, ont leur place à nos côtés. Car le choix, quand on y réfléchit bien, c'est contre la croissance anarchique, le choix d'une croissance propre, contre le laisser-aller, laisser-polluer, au nom d'un profit à tout prix, la recherche d'une croissance sociale et équilibrée, source de création d'emplois.

Nous avons dans toute une série de secteurs des responsabilités évidentes, au gouvernement, dans le Parti, les régions, les départements, les communes. Par nos propositions, par notre action, les socialistes doivent sur le terrain être les premiers écologistes de France.

Ce qui veut dire renforcer notre législation, accentuer notre effort de recherche, bâtir une fiscalité écologique, encourager les associations de défense de l'environnement. Cela veut dire aussi que l'urbanisme, les transports, la politique agricole et rurale, la politique énergétique, tout cela doit être passé au tamis de la préoccupation écologique. Cela veut dire aussi renforcer le droit international, définir des procédures et des responsabilités internationales, créer l'autorité mondiale capable d'intervenir et de sanctionner.

Le vrai succès de nos idées et de nos actes, ce ne sera pas seulement de montrer que le socialisme veut incarner une dimension écologique nouvelle. Ce sera de montrer que l'écologie n'a de sens et de portée, et de capacité d'action, que dans une logique d'ensemble qu'exprime le socialisme dont,



précisément, nous sommes porteurs. Je souhaite que, parmi d'autres tournants, le Congrès de Rennes marque de la façon la plus nette le tournant écologique des socialistes français.

Gagner les élections de 1993

Nous devons gérer la reprise avec une ambition forte de justice sociale et d'approfondissement démocratique. De notre capacité à faire un bond en avant sur le plan de la justice sociale dépendent nos chances de faire un bond en avant sur le plan de la reconquête et d'emporter les élections législatives de 1993.

Ce but ne sera pas facile à atteindre. La gauche bat aujourd'hui la droite dans les sondages, mais reconnaissons que la droite bat aujourd'hui souvent la gauche dans les élections partielles. Cela veut dire que la tâche qui est devant nous s'appelle la reconquête, qui demande d'abord moins d'inégalités et plus de justice. Aujourd'hui, beaucoup des nôtres s'abstiennent. Certains votent aux marges. Nous devons écouter ce qu'ils veulent nous dire. Certaines mesures ont été prises, comme le revenu minimum d'insertion ou l'impôt sur la fortune, qui sont excellentes. D'autres doivent suivre, en particulier l'amélioration de la situation des salaires modestes ou moyens. De même, pour rééquilibrer revenu du travail et du capital, une réforme de la fiscalité et des prélèvements sociaux (...). Nous ne pouvons pas durablement accepter une société qui est morcelée en trois tiers : la zone blanche des emplois stables, la zone grise du travail précaire, et la zone noire du chômage (...).

Aucune réflexion sur l'organisation économique et sociale n'est aussi adaptée que l'approche socialiste à la troisième révolution industrielle. Car notre approche veut moderniser le marché en l'encadrant pour qu'il soit plus efficace, économe en énergie, plus conforme aux besoins des salariés et des consommateurs. Car notre approche socialiste veut moderniser l'Etat, pour qu'il joue à plein son rôle d'investisseur dans l'éducation, les infrastructures de transport, le logement, pour qu'il remplisse sa fonction d'orientation économique dans les technologies d'avenir, pour qu'il soit vraiment un aménageur efficace du territoire, pour les régions laissées pour compte. Moderniser la négociation collective, en élargissant les droits des salariés et de leurs organisations, en développant la concertation, en décentralisant aux partenaires sociaux le maximum de décisions. Il n'y a pas de véritable démocratie sociale sans puissant mouvement syndical. La lutte contre toutes les inégalités est le premier chemin de la reconquête, elle implique la mobilisation de tous, elle nécessite un

plus large recours au contrat, au dialogue, à la négociation sociale. Elle appelle un bilan et une action du Parlement. Ce doit être notre affaire à tous, ce doit être l'affaire de la nation.

Le combat contre l'extrême-droite

Je crois que, souvent, nous nous sommes laissé piéger. Lorsque Le Pen nous parlait d'immigrés, nous répondions par un discours global anti-raciste. Aujourd'hui, il tient des propos racistes, et nous répondons : politique d'immigration. Cette politique est essentielle, et le gouvernement est clairement résolu à la mettre en œuvre, mais ne laissons pas croire que 7% d'immigrés dans la population expliquent 15% de votes pour le Front National! (...).

Nous ne connaissons malheureusement pas une vraie unité du mouvement ouvrier. Nous constatons l'affaiblissement du Parti Communiste et nous savons que les couches sociales qu'il organisait trouvent en partie refuge au Front National. Nous devons les reconquérir par une politique qui directement les touche, et par une très forte présence militante. Car c'est parfois l'encadrement du Front National qui a pris la place du Parti Communiste.

Nous constatons le creusement des inégalités, nous savons tous que c'est dans le dernier tiers dont je parlais tout à l'heure, celui du chômage et de la précarité absolue, que l'extrême-droite fait d'abord des ravages, ce qui veut dire que la lutte pour une plus grande justice sociale n'est pas seulement une exigence de la démocratie et de notre combat en tant que socialistes, la lutte contre les inégalités sociales est le premier instrument du combat contre l'extrême-droite (...).

Faire barrage à l'extrême-droite, cela commence en faisant barrage à la désyndicalisation, à la dépolitisation, à l'abstentionnisme. Faire barrage à l'extrême-droite, cela commence en faisant partout barrage à la misère. C'est peut-être notre tâche prioritaire en tant que gouvernement et que parti. Il n'y a pas qu'à l'est de l'Europe que la question nationale ressurgit avec force. Souvenons-nous du caractère passionné, y compris dans nos rangs, de la question trop médiatisée du foulard. Derrière la controverse qui a été ramenée à de plus justes proportions sur ce morceau de tissu, s'exprimaient à travers les positions des uns et des autres, non seulement la question de la laïcité, celle des droits des femmes, mais une certaine interrogation sur la nation.

Qu'est-ce qu'être Français? Qu'est-ce que la France, à l'heure de la domination culturelle des



Etats-Unis, de l'enracinement de l'Islam au cœur de nos villes ? L'habileté honteuse de Le Pen est d'avoir su déceler ce retour en force de la question nationale et de l'avoir tordue pour lui donner des réponses odieuses, mais simples : la préférence nationale contre l'effort d'intégration, la haine de l'autre et le rejet de l'étranger, le droit du sang contre le droit du sol.

Nous devons avec vigueur combattre ce qui est un recul de la raison démocratique devant la passion nationaliste, par des actions concrètes : elles relèvent de nous tous, mais aussi en proposant à notre peuple une certaine figure de la France, l'identité française ce n'est jamais celle du repli, c'est celle de la révolution de 1789, celle de 1848, de la Commune, de 1936, de la Résistance et de la Libération (...). N'oublions jamais la terre de la laïcité, la France ouverte, la France intégratrice, la France solidaire. Je propose que la première campagne qu'ensemble le Parti Socialiste engagera soit menée contre le Front National et sur les valeurs de la démocratie contre le racisme. Et vous verrez que la jeunesse se mobilisera à nouveau et qu'elle verra qu'elle a dans le Parti son plus vif défenseur !

Un projet socialiste pour l'Europe

Il n'y a pas de contradiction entre la France de la solidarité et de la justice sociale et la construction européenne, car pour penser socialiste, il faut désormais penser européen. Reconnaissons que le cadre national est devenu aujourd'hui trop étroit pour faire face à beaucoup de défis (...). L'un des principaux défis qui se posent à nous, c'est que nous continuons à agir en termes strictement nationaux, alors que la plupart de ces problèmes sont devenus transnationaux. Sachons sortir de nos préoccupations nationales et comprendre, allant au-delà de nous-mêmes, que le socialisme ne pourra réussir que si nous sommes capables de bâtir des autorités transnationales, de céder parfois un peu de ce qui est notre propre tissu national pour être plus efficaces au niveau international qui a toujours été la dimension première du combat des socialistes. Cela suppose que nous soyons capables de peser véritablement sur les décisions de la Communauté en introduisant plus de démocratie dans son fonctionnement et en obtenant que l'Europe sociale avance du même pas que l'Europe financière (...).

Redynamiser le P.S.

Pour être le Parti Socialiste du renouveau, nous devons être capables, sans rien abandonner de notre tradition, de nous rénover nous-mêmes.

Je veux revenir sur ce qu'on peut entendre par Parti Socialiste moderne de masse, car c'est un instrument essentiel pour permettre la reconquête de l'électorat et au-delà pour redonner tout son contenu et toute sa force au socialisme des temps futurs.

Oui, nous voulons un parti moderne, non par amour du mot ou de la mode, mais parce que dans notre démocratie internationalisée, médiatisée, urbaine, individualiste, les conditions de l'action politique ont changé. Dans une société où les plus de 60 ans vont être de plus en plus nombreux, où les jeunes ont des sollicitations innombrables, les partis, les syndicats, les associations, ne se sont pas encore suffisamment adaptés aux nouvelles conditions de leur intervention. C'est l'une des causes de la crise de la représentation et parfois de la crise du militantisme. Les partis ont besoin, s'ils veulent anticiper les transformations de la société, d'être modernisés.

Nous voulons un parti de masse, parce que le parti, le nôtre, est le seul moyen permanent de transformation de la société dont nous disposons, parce qu'on ne lutte pas de la même façon contre l'extrême-droite avec 150.000, 200.000, 300.000 ou 400.000 militants. C'est pourquoi nous proposons que des décisions soient rapidement prises pour revoir la question des cotisations.

La question des sympathisants, non pas à l'évidence que les sympathisants aient les mêmes droits que les militants sinon il n'y aurait pas de différence. Mais nous rencontrons dans nos campagnes électorales, partout, des amis qui n'ont pas encore franchi le pas, qui hésitent à entrer au Parti Socialiste, qui veulent venir près de nous, avant de franchir le pas. Nous souhaitons qu'ils soient associés plus étroitement que par le passé à nos travaux (...).

Vouloir un parti de militants, c'est mettre en place un système de formation qui fasse des militants à la fois des animateurs, et des organisateurs sans cesse plus efficaces de leur milieu de vie, des porte-parole de la population vis-à-vis du gouvernement, des défenseurs de la politique socialiste à la base. Malgré les efforts de tous, ce système de formation n'existe pas encore. Faisons-le !

Vouloir un parti de militants, c'est stimuler le travail des adhérents dans les associations, des mouvements sociaux dans lesquels ils sont insérés (...). Nous devons ouvrir aux militants des lieux de confrontation, d'échanges d'expériences, afin que dans ces organisations de masse, et dans le respect de leur autonomie, les socialistes



constituent une force de proposition et non pas souvent des adhérents qui se trouvent en difficulté. Faute de moyen, la commission nationale "Entreprises" n'a pas pu encore collectivement assumer assez ses fonctions. Nous proposons que cela désormais soit fait.

Vouloir un parti de militants, c'est respecter scrupuleusement notre principe fondateur qui fait des militants la source de la légitimité. C'est à l'occasion des congrès, entre les congrès par des conventions d'initiative militante, donner la parole aux militants, s'en remettre à eux pour définir la ligne du Parti et désigner les équipes dirigeantes. Faisons-le!

Vouloir un parti de militants, c'est vouloir un parti de droit, où les textes soient respectés, où les excès soient évités. Il est une façon simple de le faire et que nous proposons d'instituer: un présent, une voix. Faisons-le!

Vouloir un parti de militants, c'est aussi vouloir un parti de militantes. Nous avons proposé, les uns et les autres, de nous imposer des mesures précises pour assurer aux femmes toute leur place dans nos organisations. Il s'agit non pas tellement de voter des textes, il s'agit de les appliquer. Faisons-le!

Vouloir un parti de militants, c'est refuser de voir se perdre la capacité militante accumulée au cours de décennies au sein du Parti Communiste. Ouvrir les portes de notre maison à ceux qu'il y a déjà longtemps sont partis pour une certaine aventure. Nous proposons d'organiser dans l'année du congrès de nouvelles assises du socialisme. Faisons-le!

Vouloir un parti de militants, enfin, c'est aujourd'hui plus que jamais bâtir un parti internationaliste puisque la plupart des grands problèmes n'obtiendront pas de solution facile dans des limites de l'hexagone. C'est renforcer la présence du Parti Socialiste dans l'Internationale Socialiste (...).

Le socialisme du renouveau

Tout se tient. Pour amplifier une politique de gauche, nous avons besoin d'un grand Parti

Je consacrerai ma courte intervention au seul problème de la reconnaissance des langues et cultures régionales pour laisser transparaître, certes, quelques déceptions malgré les avancées significatives enregistrées depuis 1981, mais surtout pour vous dire l'espoir de milliers de militants que les grandes questions du moment ne rejette-

Socialiste moderne de masse. Un parti pleinement implanté partout, créatif, augmentant son influence. Pour développer notre parti, il nous faut, dans la fidélité au message de François Mitterrand, ancrer la résolution de notre action, de notre gouvernement, à gauche.

Nous pouvons avoir, entre nous, sur tel ou tel point, des différences. C'est par la confrontation des points de vues et la compétition des équipes qu'un parti démocratique trouve son chemin, choisit ses dirigeants. Mais, après l'heure de la confrontation et de la compétition démocratique doit venir celle du rassemblement dans l'action. A condition que pour rassembler on ne commence pas par écarter. Nous avons, dans le débat, proposé une démarche. Elle est évidemment toujours la nôtre: "unité mitterrandiste, unité du parti tout entier" (...).

La mission des femmes et des hommes de gauche n'est pas achevée tant que durent des inégalités, tant que sont niés des droits, tant que des êtres humains sont exclus, accablés par l'injustice, ravagés par la pauvreté, ou assassinés par le racisme. La France a avancé, mais il reste beaucoup à faire, et tellement, tellement dans le monde! Ce n'est pas parce que notre Parti Socialiste a acquis une culture de gouvernement qu'il doit éteindre en lui sa culture de révolte, et sa culture de progrès.

Il n'y a pas ici d'un côté de bons militants et de l'autre, de moins bons en fonction de la motion votée. Il n'y a que des militants socialistes à égalité d'amour et d'ambition collective pour leur Parti. Pour un siècle nouveau qui s'ouvre, il faut un Parti Socialiste du renouveau. Notre seul débat porte sur la meilleure façon de servir celui-ci dans le futur. Rassemblement, renouveau, reconquête, sachons garder dans nos mains rassemblées le talisman de la jeunesse, de l'égalité et de l'avenir, et à ces conditions là, sera pour nous tous, — gouvernement et Parti rassemblés —, au bout de la route, pour nous tous le succès!

Yves Dollo

ront pas une nouvelle fois dans l'ombre la juste revendication des minorités linguistiques et culturelles régionales.

Nous allons beaucoup parler de l'Europe dans ce congrès, beaucoup parler, à juste titre, de politique et d'économie.



L'Europe a besoin de régions fortes. Or, si la force d'une région se mesure à sa contribution au produit national brut, elle s'évalue aussi à l'aune de sa cohérence, de sa solidarité, du sentiment d'appartenance à une culture commune et souvent à une langue pour exprimer la richesse de cette culture.

La langue française est belle. Nous l'aimons, elle est celle de nos poètes, de nos grands ancêtres dont elle a ponctué la lutte pour la démocratie et les Droits de l'Homme. Nous l'aimerions encore davantage si des décennies de centralisme aveugle, ne l'avaient mêlée si étroitement au génocide de nos langues régionales.

Qui peut croire, mes camarades, aux vertus de l'uniformité sclérosante sinon ceux dont les référé-

rences n'empruntent pas à la démocratie ? L'unité n'a jamais été fille de l'uniformité. Qui peut dans ce pays, sinon les socialistes au pouvoir, faire que chacun puisse développer sa personnalité, exercer sa citoyenneté, c'est-à-dire en particulier parler sa langue et vivre sa culture ?

Alors avec vous, n'est-ce-pas, mes camarades, Catalans, Occitans, Corses, Basques, Créoles, Flamands, Alsaciens et Mosellans, avec tous ceux qui souhaitent que la France moderne se nourrisse au plus profond de ses racines, réveillons tous ceux qui ont en commun une vision ô combien contemporaine de nos sociétés en mouvance, de notre futur commun.

Jean-Pierre Chevènement

Du congrès de Rennes doit sortir une orientation claire pour le Parti Socialiste et d'abord sur ce qu'il est, sur la nature du parti lui-même. Je souhaite une synthèse générale sur la base d'une orientation politique claire. Il n'y a pas eu de débat avant le Congrès. Il faut qu'il y en ait un pendant le Congrès.

De quoi avons-nous besoin ?

Le monde du travail ne peut se passer d'un parti de militants qui corresponde à sa tradition démocratique et qui puisse accueillir toutes les sensibilités de la gauche dont certaines aujourd'hui, soixante-dix ans après le Congrès de Tours, sont en complète déshérence.

La démocratie en France a besoin d'un parti de débat qui ne soit pas simplement le reflet de nos institutions et des compétitions de type présidentieliste qu'elles engendrent. La République a besoin d'une école de la responsabilité : le parti est, pour des millions de militants d'origine populaire, ce lieu de formation et d'apprentissage des responsabilités politiques.

La France enfin a besoin d'un grand parti républicain et progressiste, d'un grand parti de gouvernement comptable de l'intérêt général, inspirateur d'un projet, qui permette à notre pays de rebondir dans une période historique difficile : la France, parce qu'elle est à l'articulation du Nord et du Sud, doit faire face à deux défis simultanés, la nouvelle donne européenne marquée par la crise de l'URSS et par le retour de l'Allemagne au cœur de l'Europe et par ailleurs les risques de submersion du Sud, englouti par la misère et menacé d'une terrible régression, qui serait grosse – si elle se produisait – de fractures irrémédiables pour l'Humanité.

Voilà près de dix ans que nous sommes au pouvoir. Nous n'avons pas à rougir de ce que nous y avons fait. Mais enfin, il y a des ombres au tableau : la croissance des inégalités sociales et aussi la montée du racisme et du Front National que nous n'avons pas enrayée. Au dehors, l'Europe qui se découvre n'est pas celle à laquelle nous nous préparions. Nous croyions couvrir un cygne. Nous craignons de découvrir un aigle. La crise de l'URSS et l'unité de l'Allemagne changent la donne. De nouvelles démocraties s'éveillent. Aidons-les à s'affermir. Repensons l'Europe avec des idées neuves. Bref, tout nous impose aujourd'hui de redéfinir notre projet (...)

Une grande convention nationale, à la fin de l'année, pourrait tracer les grands axes d'un projet socialiste pour la France à l'horizon de l'an 2000. Ce serait une bonne manière de redynamiser la gauche tout entière. Nous pourrions ainsi proposer en juin 1991, au nom du Parti socialiste, de vastes Assises du socialisme à toutes celles et à tous ceux qui veulent investir leur énergie dans une cause plus grande qu'eux.

L'Europe n'est plus ce qu'elle était (...). Il faut d'abord comprendre l'Europe nouvelle qui émerge sous nos yeux. L'avenir du socialisme en Europe est aujourd'hui entre nos mains.

L'effondrement du communisme est sans aucun doute une bonne chose pour les peuples qui vivaient sous son joug. En tant que socialistes, nous pouvons en éprouver une certaine satisfaction intellectuelle. Rétrospectivement, nos choix s'en trouvent justifiés. Mais si l'échec du communisme donne raison à Léon Blum, qui avait prévu l'inévitable dérive autoritaire du bolchévisme, il ne



confère pas pour autant un titre de réussite au socialisme démocratique.

La parenthèse du communisme est close et les espoirs immenses qu'il a nourris, enterrés. Cela nous crée une immense responsabilité. Pour que Blum ait eu raison, il faut encore que nous réussissions !

La subversion de l'ordre stalinien ne profitera pas forcément, en effet, à la social-démocratie. La chute du communisme risque d'entraîner un formidable coup de balancier à droite. L'anticommunisme déchainé ne s'embarrassera pas de subtiles distinctions. Qu'importe que les socialistes se soient définis au lendemain de la Révolution d'Octobre, par opposition aux communistes, en refusant les conditions de Lénine ! Tout ce qui est rouge, voire simplement démocrate, héritier des Lumières, partisan du progrès, sera rejeté. L'ultra-libéralisme d'abord, la réaction d'extrême-droite ensuite, mettront dans le même sac toutes les gauches.

Au moment où s'effondre le mythe marxiste-léniniste, la synthèse anticipatrice, opérée par Jaurès au début du siècle, entre la République des Lumières avec ses valeurs et l'analyse marxienne des sociétés est sans doute sur le plan idéologique notre base la plus solide pour résister d'abord et ensuite reprendre l'offensive.

Qui peut dire en effet que les idéaux de la République sont aujourd'hui réalisés dans notre société ?

L'échec du stalinisme ne discrédite pas, bien au contraire, la voie du socialisme démocratique. Montrons-le dans l'action ! (...)

Avec la grande Allemagne, les rapports de force économiques vont quitter la sphère un peu abstraite de la monnaie et des taux d'intérêt pour s'inscrire dans des réalités plus sensibles : 80 millions d'habitants, une industrie deux fois plus puissante que la nôtre, une zone d'expansion quasi naturelle à l'Est, un espace économique soudain élargi, à la mesure d'une formidable puissance financière, technologique et industrielle. Personne ne peut plus s'y tromper aujourd'hui ; l'Allemagne est devenue le Japon de l'Europe (...).

Il y a, à mon sens, deux façons de réagir dans cette situation nouvelle où nous sommes soudain placés et à laquelle nous ne nous sommes pas préparés.

Où bien nous nous résignons : les Allemands sont décidément les plus forts. Nous allons nous épuiser à vouloir les rattraper. Mieux vaut s'incliner. A eux le travail et la discipline. A nous, l'industrie

des loisirs. Utilisons au mieux la place qu'ils veulent bien nous laisser.

Ou bien nous relevons le défi d'une Europe européenne où il y aura place pour plusieurs grandes nations, d'une Europe organisée non pas au bénéfice des puissants mais au bénéfice des peuples, avec des politiques structurelles et des choix sociaux. Et pour cela aussi mobilisons la France. Nous avons pris une longueur de retard, certes. Qu'à cela ne tienne ! Nous avons des atouts à jouer. Nous pouvons trouver en nous-mêmes l'énergie pour rebondir.

N'écoutons pas ceux qui, chez nous, prophètes du "postnational", font comme si elle avait déjà disparu, alors que partout ailleurs, éclate la vitalité du fait national !

Ce ne serait rendre service ni à la France, ni à l'Europe, ni à l'Humanité (...).

Dans la préparation de ce congrès, j'ai eu l'occasion de dire qu'elle avait relevé de graves faiblesses qui, si elles se confirmaient, sanctionneraient un véritable changement de nature du parti d'Epinay.

Nous sommes des socialistes, héritiers de la tradition républicaine. Nous misons sur l'intelligence de nos concitoyens. Nous avons forgé un parti de conviction, de débat. Nous pensons que les idées, les choix politiques passent avant l'image des personnes. Le parti ne peut être réduit à sa fonction instrumentale de sélection des candidats. Il n'est pas seulement un moyen. Il est aussi une fin : le lieu d'une culture démocratique qu'il nous incombe de préserver pour l'avenir même de la République. Et c'est à cette condition qu'il pourra mobiliser le meilleur des énergies de notre peuple (...).

Nous avons devant nous une page blanche de l'Histoire. C'est un redoutable défi. Cette page, nous pourrions la remplir dignement si nous savons faire fructifier l'héritage des Lumières et de la République. Cette page sera marquée du sceau du socialisme démocratique si nous savons rassembler toute la gauche, si nous savons dépasser les tropismes anciens et les vieux clivages, pour construire une grande organisation de la gauche tout entière autour d'un projet pour la France de l'an 2000.

C'est à cela que doit servir le Parti Socialiste : élaborer un projet pour le pays, une stratégie politique, définir des orientations pour un gouvernement de progrès, solidement ancré à gauche, guider et organiser une action inscrite dans la durée (...).

Les élections de 1993 sont tout près de nous. Si nous n'opérons pas le redressement du parti et



de sa politique, la gauche sera minoritaire à la prochaine échéance.

Je sais bien à quoi l'on pense ici où là. On se dit qu'en deux ou trois ans, on parviendra bien à susciter l'introuvable centre, à arracher à la droite divisée quelques députés du CDS et à fabriquer ainsi une majorité au Parlement.

Je vous le dis sans détour. Cette voie est une impasse. J'ai adhéré à la SFIO il y a vingt-cinq ans pour la sortir du borbier de la troisième force où elle avait sombré avec la IV^e République.

Jean Poperen

Comme j'ai l'impression qu'il se fait tard, je vais essayer d'aller à l'essentiel, d'autant que nous avons eu une bonne journée (...).

Alors, l'essentiel, ce qui s'est dit pendant la campagne préparatoire au Congrès, l'essentiel, c'est le défi des inégalités sociales, c'est de casser la pente générale vers l'aggravation des inégalités en France et dans le monde.

(...) Nous avons entendu Michel Rocard, le chef du gouvernement et, il vous a dit tout ce qui est fait dans des domaines très divers, pour lutter contre cette société inégalitaire. Et je vous demande, au-delà de nos débats, d'abord de défendre, de promouvoir tout ce que nous avons fait : si les socialistes ne le font pas, qui le fera ?

Soyons fiers de ce qui a été réalisé, dès l'époque où était posé le socle du changement, (...) par le gouvernement de Pierre Mauroy, (...) par le gouvernement de Laurent Fabius, et repris aujourd'hui (...) par le gouvernement de Michel Rocard.

(...) Au-delà de tout cela – même si, au moins pour certaines catégories de salariés, il y a un début de rééquilibrage ces derniers mois – (...) sur la période longue, la tendance générale est dans l'aggravation des inégalités aux dépens des revenus salariaux.

Si le Congrès n'apporte pas une réponse claire sur ce point, si le message qui sort d'ici n'est pas une direction pour faire reculer cette inégalité croissante, moi, je ressentirai que nous n'avons pas réussi notre Congrès.

Oui, il s'agit, en effet, d'un effort de redistribution (...) du produit national dans notre pays, comme d'ailleurs dans la plupart des pays industriellement avancés. Actuellement, la répartition se fait pour l'essentiel aux dépens des revenus salariaux. Pouvons-nous redresser cela ? Et le pouvons-nous autrement que par la voie contractuelle ? Je n'ai pas entendu non plus de désaccord sur ce point, et il

Nous ne battons la droite que si nous rassemblons d'abord la gauche, toute la gauche. C'est-à-dire que si nous sommes capables de gagner à nous les électeurs perdus par le Parti communiste, les nouvelles générations qui ne sont pas encore entrées dans la vie politique, et tous ceux qui, à gauche, viennent grossir à chaque consultation les rangs des abstentionnistes.

La gauche a des réserves. A nous de les mobiliser !

Et à partir de là, sur un projet, nous pourrions rassembler une majorité de progrès !

me semble que si le Congrès décidait que nous avons, nous, les socialistes, à réaliser cette espèce de contrat entre la croissance économique et la justice sociale, nous aurions apporté la réponse de fond – non pas nécessairement la réponse pratique, mais la direction générale – vers laquelle nous devons aller (...). Alors, oui, le message peut être celui-ci. Et, me direz-vous, mais n'est-ce pas justement encore une fois l'affaire du gouvernement de le mettre en œuvre ? Sans doute. Et il s'y emploie au travers des difficultés.

(...) Inégalités en France, inégalités dans le monde... Je m'y arrêterai peu car plusieurs avant moi, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevènement en ont traité, mais ayons cela présent à l'esprit que si nous ne pouvons entraîner, si nous n'arrivons pas à faire qu'avec nous les autres pays industriellement développés, avancés, créent des conditions de plus de justice pour les peuples du Tiers Monde, c'est un avenir sombre qui s'ouvrirait pour eux, mais aussi pour l'ensemble de la planète.

(...) Et c'est là qu'il faut chercher la cause profonde et incompressible de l'immigration dans nos pays et aussi des progrès fulgurants de l'intégrisme, de l'extrémisme religieux, dont il faut comprendre qu'il est un ressort puissant pour une jeunesse qui se sent sans avenir. On a vécu cela ailleurs en d'autres temps et nous savons hélas jusqu'où cela peut aller. C'est la seule réponse à l'une des grandes questions de notre société.

Pour ces populations d'origine étrangère qui sont sur notre sol, dès lors que ces immigrés ont choisi de rester chez nous, on peut parler d'intégration. Oui. Il faut d'abord créer les conditions matérielles de plus de justice pour cette intégration ; pour ceux qui sont deux fois victimes des inégalités : d'abord comme travailleurs, ensuite ou en même temps, parce qu'ils sont travailleurs



d'origine étrangère, et nous savons qu'ils cumulent ces deux injustices.

Il faut poser clairement la question des conditions "culturelles" de ces migrations qu'a connues notre pays depuis qu'il existe. Toute son histoire s'est faite d'apports successifs qui, peu à peu, l'ont transformé, et qui chaque fois l'ont enrichi. La même méthode vaudra cette fois, elle enrichira ce qui nous est en commun, c'est-à-dire ce qui s'appelle : la communauté nationale.

(...) J'ai entendu beaucoup de belles et bonnes choses sur la situation nouvelle de l'Europe. (...) L'Europe ne se fera pas seulement dans les conseils de gouvernement, même si naturellement il faut y agir, et notre gouvernement le fait avec l'efficacité que nous savons. Elle ne se fera pas seulement à Bruxelles, même si Bruxelles agit sous la présidence de Jacques Delors.

Elle se fera, aussi, sur le terrain, si nous savons, nous, prendre les initiatives qui mettront les forces sociales, les forces syndicales de l'Europe des Douze, en mouvement sur ces objectifs de l'Europe sociale.

(...) Mais je vais prolonger un peu cette réflexion par une autre, que je n'ai pas trop entendue jusqu'ici. Je crois que c'est la chute sans appel, cette fois, du système stalinien, et de la référence soviétique dans les partis communistes de l'Ouest, qui les frappe à mort.

Tout leur système politique, idéologique, était basé sur la référence de ce qui se passait à l'Est, "la pierre de touche" disait un ancien Secrétaire Général du Parti Communiste "c'est la fidélité à l'Union Soviétique". C'est donc le système qui est atteint au cœur et, à partir de là, un espace immense est libéré, qui est ouvert à notre propre effort, à notre propre initiative politique.

(...) Alors oui, nous y voilà... : à nouveau et dans des conditions différentes sans doute, rassembler à gauche. J'ai beaucoup apprécié que Laurent Fabius ait répété son accord avec la proposition que j'avais avancée des Assises du Mouvement Socialiste, et j'y vois là un signe d'une convergence – parmi tant d'autres – qui s'exprime.

(...) Je voudrais dire à Lionel Jospin, qui a exprimé quelques objections, combien je ne pense pas qu'il n'y ait pas là encore de désaccord.

La proposition que j'ai avancée des Assises du Mouvement Socialiste, c'est de créer les conditions pour qu'à nouveau la gauche soit en position d'être majoritaire. Sans avoir la prétention de mener les choses seuls, simplement faisons cet effort, les protestations – dont je ne mets à aucun moment en

doute la sincérité – sur le refus de chercher des alliances de ce genre ailleurs qu'à gauche, ne pèserait pas grand chose si dans les dix-huit mois ou dans les deux ans qui viennent, nous n'avions pas créé les conditions de rendre à nouveau la gauche en position d'être majoritaire. C'est pourquoi il nous faut prendre des initiatives, parce que la nature politique a horreur du vide. Si nous n'arrivons pas à créer ces conditions, alors on viendra nous dire qu'il n'y a pas d'autre issue que de rechercher d'autres alliances.

(...) Créons les conditions pour ce succès. Cela veut dire quand même quelques changements (...). J'ai entendu ce qu'a dit Pierre, et naturellement il a raison sur les municipalités conquises. Naturellement qu'il a raison sur le fait qu'aux cantonales il y a eu des progrès, mais, Pierre, tu le sais comme moi, sur ces trois derniers mois, nous avons constaté qu'une partie des nôtres – de notre électorat – était à l'écart du vote de gauche, soit que certains s'abstiennent, soit que d'autres aillent vers les "écologistes", soit qu'hélas dans certains cas, quelques-uns aillent jusqu'au Front National, malheureusement.

Alors, cela veut dire qu'il faut changer un certain nombre de choses. Il faut se mettre d'accord sur ce qu'il y a à changer. On nous a expliqué qu'il y avait dès maintenant tous les éléments d'une synthèse à partir d'un pôle de gauche (...) C'était une pré-synthèse. (...) Mais alors pourquoi avoir tant tenu à se mettre d'accord à quelques-uns ?

Je sais bien qu'on nous avait désignés parmi les heureux élus qui auraient dû en être, mais nous, nous avons dit : "il n'y a aucune raison – et c'est vrai ce soir comme cela l'était hier, comme cela l'était il y a huit jours – il n'y a aucune raison de se réunir à part". Tous, ensemble, cherchons la synthèse, pas d'exclusive !

Je le dis à nos camarades qui ont élaboré ce document, par rapport à la démarche, cela ne peut pas être un texte qui rassemble puisqu'il a commencé par séparer.

C'est pourquoi je pense de mon devoir de le dire devant le Congrès, car c'est lui qui est souverain, pour notre part, nous qui avons présenté la motion 2, nous ne pourrions pas prendre ce texte comme base de travail pour la Commission des Résolutions.

Je veux quand même vous le dire parce que cela a été un des sujets beaucoup évoqués dans la préparation de ce Congrès aujourd'hui : (...) j'aurais souhaité m'exprimer sur le grand débat, sur la nature du Parti, que j'ai trouvée... pas toujours nette dans ses considérants.



Il y a au moins une chose que je veux dire : il y a vraiment une mesure qui sera déjà un signe fort, un signe très fort par rapport à ce que nous avons vécu, il y a

encore quelques jours, c'est : "un présent, une voix".

Chers camarades, je crois comprendre que nous approchons d'un large accord : faisons le !

Jean-Luc Mélenchon

Quelle folie nous saisit ? A peine arrivés, voilà déjà la chicane ! On ne peut plus opiner sans se valoir des cris, des sifflets ?

Chers camarades, certainement le Congrès de Metz est loin derrière nous, mais le constater, ce n'est pas accepter qu'il soit refait à l'envers, sans nous le dire. Quoi ? A chaque étape, avec le vocabulaire du rassemblement, un peu plus d'exclusion ?

Est-ce vraiment cela la voie du rassemblement et de la synthèse ? Est-ce cela que nous voulons ? Non, bien sûr ! Et par conséquent : cela ne se fera pas !

Chers camarades, quelle figure auriez-vous dans vos fédérations si deux jours après le début de

votre Congrès vous étiez dans l'incapacité d'annoncer quels sont les résultats des votes de vos sections ? Eh bien, nous sommes là dedans ! Ce n'est pas neutre : aussi longtemps que nous ne le savons pas, la démocratie militante ne peut se prononcer ! Car la démocratie militante, le parti des militants, c'est le Congrès, ceux qui sont là, ceux qui sont dans la salle avec un carton, qui doivent pouvoir, si la Commission des Résolutions se trouve bloquée, donner leur avis.

Il n'y a pas d'espoir que soit arraché autour du tapis vert ce qui avait d'abord été acquis dans le vote des militants. Nous verrons bien alors si les attelages et les combinaisons décidés ici et là, au sommet, se vérifieront dans la salle.

Louis Le Pensec

J'aurais quelque peine à comprendre que le débat de ce Congrès ne consacre pas à l'Outre-Mer la place qui lui revient. Car l'Outre-Mer est bien un défi pour le socialisme démocratique en France aujourd'hui. Il y a, c'est l'évidence, beaucoup à faire : le chômage, l'exclusion, le manque de perspectives pour trop de jeunes, le risque d'appauvrissement culturel, les injustices ne nous laissent ni indifférents, ni démunis, ni fatalistes.

Il est des approches dangereuses de l'Outre-Mer. Il n'est point besoin de s'attarder sur cette approche folle, meurtrière, qui a conduit Chirac-Pons à penser que le sang versé à Ouvéa changerait le sens des urnes. D'autres approches n'en sont pas moins porteuses de danger.

Les socialistes, eux, ne se servent pas de l'Outre-Mer, comme d'une force d'appoint pour des combats métropolitains étrangers aux intérêts de ceux qui y vivent. Quel est aujourd'hui l'objectif des socialistes pour l'Outre-Mer ? Il est clair. C'est l'égalité dans le respect de l'identité. Dès lors que les habitants des départements et territoires d'Outre-Mer sont citoyens français et qu'il n'y a pas de doute sur leur volonté d'appartenance à la République, leur dignité est égale à celle des Français de Métropole, elle doit donc se traduire dans les droits et dans les faits.

Pour la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, que l'histoire a rattachées depuis si longtemps à la communauté nationale, l'objectif est l'égalité sociale exprimée par François Mitterrand dans sa "Lettre à tous les Français".

Pour les lointains territoires du Pacifique, l'autonomie est constitutionnellement reconnue. La reconnaissance d'identité et la recherche de l'égalité doivent se poursuivre selon des voies particulières. Il n'y a pas un Outre-Mer ou deux catégories juridiques, il y a dix territoires qui appellent chacun une solution adaptée à ses problèmes spécifiques.

Mais notre volonté est de faire en sorte que les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité se réalisent partout Outre-Mer.

Mais puisque l'objectif est clair, comment s'y prendre pour l'atteindre ? Où en sommes-nous ? Parlons méthode.

Trois conditions me paraissent essentielles pour réussir Outre-Mer : la révolution tranquille qu'il faut y accomplir, le recours au dialogue, le respect de l'autonomie et la prise en compte de la durée.

En Nouvelle-Calédonie, notre premier principe d'action a été le dialogue comme substitut à la violence, comme méthode de changement social, non comme résignation à un consensus timoré, car



la vérité surabondamment démontrée en Nouvelle-Calédonie, c'est qu'il ne suffit pas de crier "Vive la France" ou "à bas la situation coloniale" pour avancer d'un pouce dans la résolution du problème.

Le principe d'autonomie inspire aussi les accords de Matignon. L'autonomie est une condition de l'émancipation, et après un an d'administration par les représentants de l'Etat, trois provinces largement autonomes auraient eu compétence

pour s'administrer, engager le développement. La durée aussi est une condition du succès.

C'est la démocratie qui concilie l'exigence morale et l'efficacité. Nous serons jugés sur notre capacité à inscrire notre volonté politique dans les faits. La volonté politique, nous l'avons, elle s'inspire des valeurs des socialistes et de nos références. N'ayons pas peur de les affirmer en Métropole et Outre-Mer.

Jean Auroux

Nous pouvons et nous devons tous ensemble nous engager dans un Socialisme de renouveau et de reconquête.

Il nous faut avec force non pas défendre, mais promouvoir la laïcité, valeur moderne pour l'école, la fonction publique et l'Etat, puisqu'elle conjugue la tolérance, la liberté, l'égalité et l'universalité. Il nous faut sans hésitation entreprendre la destruction intelligente et démocratique des thèmes racistes et fascistes du Front National qui font honte à notre histoire! Nous avons tous contribué, applaudi à la libération de Nelson Mandela. Sommes-nous incapables de nous mobiliser quand des jeunes de France sont assassinés dans une de nos cités?

Il est urgent de réhabiliter la politique, seule fonction qui tienne sa légitimité du suffrage universel. Le statut de l'élu comme le financement public de notre vie démocratique apportera plus de liberté et de transparence, mais il convient d'aller plus loin en conjuguant intelligemment décentralisation et déconcentration, et surtout, clarification et simplification (...).

Il est urgent aussi de réhabiliter la citoyenneté et le syndicalisme dans l'entreprise. S'il est vrai qu'il faut une unité de direction, en vertu de quel principe les représentants des actionnaires auraient-ils seuls le droit, la capacité, la compétence de définir

la stratégie de l'entreprise, l'organisation du travail et sa rémunération? (...).

Nous sommes favorables, tous, à un socialisme de partage : partage de l'avoir, du savoir et du pouvoir. Encore faut-il le mettre en œuvre. Il nous faut être les pionniers de l'innovation, de la création et du projet. Ce ne sont pas des actionnaires inspirés qui sont à l'origine du TGV, d'Airbus ou d'Ariane, mais bien des créateurs. Ce n'est pas l'idéologie libérale qui a vocation à lutter contre le chômage (...). Il nous faut de toute urgence défendre nos acquis et nous engager résolument, avec imagination, dans un socialisme créateur, s'appuyant, au-delà des nationalisations, sur les nouvelles capacités publiques créées par la décentralisation (...).

Un socialisme de la vie, de la convivialité : savoir mieux vivre ensemble entre les hommes, retrouver plus d'authenticité, de chaleur, dans des relations humaines qui s'atrophient au moment même où explosent les moyens de communication. C'est-à-dire ne pas abandonner le devenir génétique de l'homme et des espèces vivantes à des ambitions de chercheurs ou à des compétitions de laboratoires, c'est-à-dire ne pas laisser se développer un écologisme politiquement ambigu mais une véritable écologie dynamique et intelligente, fondée sur le respect de la vie et de valorisation de la nature, au service de tous les hommes de la planète.

Pierre Brana

Nous sommes confrontés à un problème important : celui de l'apparition sur la scène politique du phénomène "Vert", qui de dimanche en dimanche réduit dangereusement notre assise électorale.

Si les raisons de ce vote sont extrêmement variées, la crise des partis politiques traditionnels qui avait frappé la droite avant nous n'en étant pas

la moindre, il est certain que les préoccupations écologiques de la population contribuent grandement à cette évolution.

Cette attention à l'environnement n'est d'ailleurs pas un phénomène purement français, puisqu'on le retrouve dans tous les pays industrialisés : en République Fédérale Allemande, où Kohl a pris un



verniss "vert", aux Etats-Unis, où les autorités se sont crues obligées d'y répondre avec le plan Bush, aux Pays-Bas, où le gouvernement a préféré démissionner plutôt que de renoncer à son plan pour l'environnement, et maintenant en France, où le gouvernement manifeste d'ailleurs le même souci de prendre en compte cette dimension avec une politique internationale dynamique.

Vous me permettez d'attirer l'attention du Congrès sur la nécessité pour le Parti de prendre encore mieux en compte l'écologie au niveau des sections et des élus locaux comme au niveau de nos instances dirigeantes.

Au niveau des sections et des élus locaux, car c'est là que se situent véritablement les enjeux. Même si la politique nationale connaît une nouvelle dimension depuis 1988, il n'en demeure pas moins vrai que la lutte pour l'environnement est internationale, puisque chacun le sait, la pollution ignore les frontières, puisque c'est le cadre de vie mondial qui est menacé de dégradation...

Au niveau de nos instances nationales, pendant longtemps l'environnement n'a pas été, il faut bien le dire, une priorité, mais peu à peu les choses évoluent, nous avons adopté en mars 1988 des propositions socialistes pour l'environnement tout

à fait intéressantes. Nous avons de plus en plus de débats, de rencontres, de colloques, de prises de position, de propositions, mais des efforts restent à faire, pour que le Parti apparaisse à l'avant-garde du combat pour l'environnement.

Faut-il, comme certains camarades nous invitent à le faire, contracter des alliances privilégiées avec les Verts ? Mon intervention répond pour moi, faire des Verts des sous-traitants pour un domaine ainsi laissé à l'abandon par le Parti, on se demande bien pourquoi. Ce serait faire preuve d'un manque de confiance en nous et pire d'un manque d'ambition indigne du parti que nous voulons construire.

Le deuxième point, c'est que la chute du communisme entraîne une bataille idéologique entre le libéralisme thatchérien et la social-démocratie dont l'issue conditionne pour longtemps le modèle de développement des sociétés européennes.

Eh bien, je pronostique pour ma part que la demande écologique des gens, qui ne peut être satisfaite par le seul intérêt privé, sera in fine un des instruments pour faire triompher le socialisme démocratique sur le libéralisme. On voit bien l'intérêt pour nous de ne pas rater ce rendez-vous avec l'Histoire.

Yvette Roudy

Les grands chantiers ne manquent pas, les inégalités, formidable défi pour le Parti Socialiste qui, par vocation, en est le premier pourfendeur. N'est-il pas urgent de traquer pour de bon le mal à sa racine, à commencer par le sauvetage de ces jeunes enfants issus de familles défavorisées, à qui seuls les socialistes peuvent proposer une seconde chance ?

Le revenu minimum d'insertion c'est bien, les zones d'éducation prioritaire c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Présentons des projets précis au gouvernement (...).

Oserons-nous poser la question des effets pervers de la décentralisation ? La loi de Gaston Deferre était une grande loi, comme tous les prototypes elle a besoin d'être améliorée. Nous ne pouvons accepter que le développement des capitales régionales entraîne l'appauvrissement des régions les moins favorisées, des villes moyennes éloignées des centres d'investissements.

Le CERC souligne que l'écart des salaires entre les hommes et les femmes après avoir sensiblement diminué est stabilisé depuis quelques années autour de 35 %. La loi sur l'égalité professionnelle

n'est que très partiellement appliquée, sinon parfois déviée. Le Parti Socialiste doit faire là des propositions, par exemple subordonner l'octroi de toute aide publique de l'Etat aux entreprises à l'établissement d'un plan d'égalité. Nous ne pouvons accepter le développement accru de la précarité du travail pour les femmes. Nous ne pouvons accepter que le chômage féminin augmente, alors que le chiffre des demandeurs d'emploi est en régression (...).

Nous venons heureusement de décider de répondre à la demande des femmes qu'il y ait 30 % de présence féminine dans nos instances dirigeantes et dans les élections à la proportionnelle. C'est le résultat de dix ans d'efforts et de luttes. Cette décision doit ancrer le Parti dans un processus de féminisation qui pourra, je l'espère, permettre le retour des femmes vers nous (...).

Ici, il ne s'agit plus simplement de féminisme, mais de droit humain. Il faut savoir que, dans leur souci de rembourser la dette, les Etats concernés ont coupé les crédits à des services comme l'éducation ou la santé, les femmes en sont les premières victimes. Or, le redressement économi-



que du Tiers Monde passe par l'amélioration de leur statut. François Mitterrand a montré la voie quant à la solidarité avec le Sud. Le Parti, à son exemple, doit faire des propositions, par exemple, qu'une partie des prêts soit attribuée en priorité à l'éducation et à la santé. Je souhaite apporter le soutien du

Parti Socialiste à nos sœurs algériennes en lutte pour la défense de leur autonomie, de leurs droits devant la montée des intégrismes... Elles attendent des pays des droits de l'homme un soutien plus actif.

Jean-Pierre Joseph

Pour faire la France, il aura fallu un pouvoir fort et centralisé. Pour ne pas défaire la France aujourd'hui, il faut un pouvoir décentralisé ; les Français ne supportent plus d'être traités en sujets d'un pouvoir lointain et bien souvent aveugle ; ils aspirent à participer.

Après huit ans de décentralisation, le chantier se réforme parce qu'au travers des critiques excessives, c'est le principe même de la réforme qui est mis en cause.

J'en viens à me dire parfois que le pouvoir réel s'exerce dans les bureaux des ministères plutôt que dans celui des ministres. Ne sait-on pas que les véritables censeurs des élus locaux sont le juge des comptes et le corps électoral ?

En vérité, je crois que la décentralisation est bien loin d'avoir encore porté ses fruits. En poursuivant l'œuvre de décentralisation, qu'il s'agisse de la fonction publique territoriale, du statut des élus locaux ou de la réforme des finances locales. En l'accompagnant d'une politique hardie de déconcentration. En organisant mieux la solidarité entre les départements riches et les plus défavorisés ; les transferts financiers vers les collectivités locales doivent être adaptés.

L'accroissement des compétences transférées, justifie une révision des bases de calcul de la dotation générale en décentralisation.

Le maintien des populations rurales ne coûte pas plus cher que la gestion des effets pervers de la concentration urbaine.

Il est urgent de définir des critères adaptés aux zones rurales défavorisées avec des seuils concertés d'équipement et de service.

Aménagement du territoire signifie d'abord, pour les socialistes en tout cas, solidarité : il s'agit notamment d'anticiper sur les grandes évolutions économiques et démographiques et de les maîtriser.

Je ne crains pas de dire que si les socialistes sont perçus comme porteurs de bonnes idées pour la solidarité et la justice, ils sont trop souvent impuissants à les mettre en œuvre. Il faut donner une nouvelle impulsion à la démocratie locale. Michel Rocard et Pierre Joxe ont défini des orientations claires dans ce domaine :

Accroître la représentativité des élus, regrouper les scrutins locaux.

En ce qui concerne les départements, il importe de mettre fin au renouvellement par moitié des conseils généraux qui est un facteur d'instabilité. Les inégalités de représentation doivent à mon sens être examinées avec une préoccupation d'équité. La sous-représentation des zones urbaines dans les Conseils généraux n'est plus acceptable. Je propose qu'en milieu rural la désignation majoritaire soit maintenue et qu'en milieu urbain la représentation proportionnelle soit instaurée.

Enfin, il faut accroître la démocratie locale en modernisant les règles de la vie politique dans les collectivités locales.

Transformer la société avec une démocratie locale forte qui gère bien, mais qui soit aussi imaginative et créative, réduire les inégalités par une redistribution du pouvoir ; c'est cela l'ambition des socialistes ; c'est cela agir en socialistes authentiques.

Jean-Claude Boulard

Nous sommes devant un étrange paradoxe. En effet, jamais dans l'histoire de nos Congrès, les socialistes n'ont été aussi d'accord sur les idées et aussi divisés.

Je souhaite, pour ma part, que ce large accord sur les idées, nous permette de nous désembourber des querelles de pouvoirs.

Nous sommes tous d'accord pour défendre le droit à la retraite à 60 ans. Nous sommes également tous d'accord pour maintenir le niveau le plus élevé possible de remboursements des soins en matière de maladie.

Nous sommes aussi tous d'accord pour assurer dans la dignité, la prolongation de la vie face à



un nombre croissant de personnes âgées dépendantes.

Nous sommes enfin tous d'accord pour faire de la lutte contre toutes les formes d'exclusion, notre priorité. Mais il ne suffit pas d'être d'accord sur les orientations. Il faut aussi définir ensemble les conditions de leur mise en œuvre. Et là, très honnêtement, nos textes deviennent quelquefois un peu imprécis et même un peu prudents.

Regardez notamment, c'est un test intéressant à faire, face au problème de la retraite qui est le problème essentiel des années qui viennent, la brièveté de la plupart de nos motions qui sont pourtant extraordinairement abondantes sur les faux sujets (...).

Il faudra bien que l'on réfléchisse ensemble sur les conditions dans lesquelles nous dégagerons les financements nécessaires qui seront de l'ordre de 10 milliards par an, dans les années qui viennent.

En ce qui concerne l'assurance-maladie, il nous faudra également ensemble définir les conditions dans lesquelles il est possible de maîtriser l'évolution des dépenses de santé, dans la sauvegarde de la qualité des soins.

En ce qui concerne les personnes âgées dépendantes, il est urgent de définir les conditions d'une prise en charge dans le cadre de la solidarité.

Enfin, en matière de financements de la sécurité sociale, il est souhaitable que les socialistes se rassemblent sur l'idée d'instauration d'un prélèvement social généralisé, permettant d'asseoir, sur des bases plus justes, le financement de notre protection sociale. J'ai le sentiment que ces points intéressent les Français. Sur ces questions-là, il serait intéressant que les socialistes montrent leur capacité à se rassembler. Il ne suffit pas de parler de partage de la croissance, de partage du surplus.

Le mal est profond. Il n'est pas la conséquence de la carence de tel ou tel responsable ou de telle ou telle équipe, il est la conséquence logique de l'indifférence manifestée depuis plusieurs années par le Parti vis-à-vis de son secteur Entreprises. Ce désengagement réduit notre influence dans le monde du travail. Il n'a sans doute jamais été aussi faible.

Oui, le secteur Entreprises est aujourd'hui en danger. Il faut qu'à l'issue de ce congrès la direction du Parti dise clairement si oui ou non, elle

Il faut également réfléchir sur les conditions d'une meilleure répartition de la richesse existante dans un pays où 10% des Français détiennent plus de 50% du patrimoine. Cette question est totalement incontournable.

Si nous savons nous rassembler, et si nous savons, comme le propose le slogan au-dessus de la tribune, franchir une nouvelle étape, alors, mes camarades, j'en suis convaincu, nous pouvons gagner les élections de 1993. Evidemment, il faudrait peut-être arrêter de conjuguer à tous les temps, et à tous les moments, le mot "déficit" car on crée un trou politique dans lequel on pourrait tous collectivement sombrer.

Il y a, c'est vrai, un certain masochisme de la part de nos camarades à annoncer par avance l'échec de 1993, alors que la popularité du Président de la République et celle du Premier ministre, n'ont jamais été aussi élevées; que la croissance retrouvée nous a permis de franchir une première étape dans le recul du chômage, dans la recherche d'une meilleure répartition du fruit de l'effort des Français.

Je suis, pour ma part, convaincu que nous gagnerons les élections de 1993. Pourquoi? Tout simplement, en comparant l'état de la France, en mars 1988, quand la droite a dû nous rendre le pouvoir, et l'état de la France en mars 1993. A cette question simple, fondée sur une comparaison objective de l'évolution de l'état de la France, j'ai pour ma part confiance dans la réponse des Français. Ils confirmeront la majorité présidentielle afin de permettre au Président de la République de terminer son mandat en appliquant les orientations de "La Lettre aux Français". Pour cela, il faut remplir une condition et il faut la remplir à ce congrès, dès maintenant. Il faut nous rassembler!

Michel Raffet

veut un secteur Entreprises fort et représentatif du monde du travail.

Si, comme nous l'espérons, la réponse est oui, il faut que la direction du Parti se donne les moyens de reconquérir les positions que nous avons perdues dans le monde du travail.

A un moment où la vie de notre Parti est marquée par des débats qui jusqu'à maintenant ont mis davantage en valeur ce qui divise que ce qui rassemble, il n'est pas inutile de rappeler que le secteur Entreprises a su le premier trouver le



chemin de l'unité et du rassemblement en adoptant à l'unanimité une résolution qui est aussi un appel. Que cette démarche unitaire soit venue des camarades du secteur Entreprises, n'a-t-il pas valeur de symbole ?

Agir pour la citoyenneté ne s'arrête pas au bord des usines et des bureaux. Telle doit être l'action irrésistible d'un secteur Entreprises rénové et entreprenant. Il faut que se tienne dans les meilleurs délais une convention nationale qui examine les moyens à prendre pour réorienter l'action du Parti en direction des entreprises et du monde du travail.

Gustave Talbot

Il faut réaménager les collectivités territoriales, et les objectifs d'une réforme des collectivités sont les suivants : aménager les territoires ; harmoniser les rapports ville-campagne ; donner le pouvoir au peuple par le suffrage universel ; avoir des structures ayant les moyens, notamment financiers, de faire des choix sur le plan économique, social et culturel.

Pour des raisons diverses, il faut sans doute conserver les communes actuelles, avec le système électoral uninominal à deux tours. Elles pourraient conserver les actions suivantes : état civil, entretien de l'environnement, répartition de l'aide sociale.

Il faut se donner comme objectif d'aboutir à une structure ouverte sur les micro-régions, un bassin d'emploi, un pays sur lequel la petite ville et la zone rurale environnante regroupant 50 000 habitants,

Jacques Chérèque

Notre congrès se tient dans un contexte particulièrement nouveau. La crise est passée par là. Elle a bouleversé bien des situations et des acquis, des comportements et des modes d'action.

Le premier défi, c'est celui du changement. Le changement est devenu une donnée permanente de nos sociétés. Alors, que faire lorsque tout bouge, l'économie, la technique, les peuples, les idéologies, les territoires et même l'histoire ? Le monde change. Alors, changeons aussi.

Deuxième défi, l'internationalisation. Le monde a fait irruption dans nos vies quotidiennes. La compétition internationale exacerbe les affrontements d'intérêt et de pouvoir. Le profit insolent tente de s'imposer comme la référence de l'effica-

Nous sommes aujourd'hui réunis à Rennes pour notre congrès. Nous avons derrière nous cette expression "une nouvelle étape pour la liberté, la justice et la solidarité". Pouvons-nous espérer être porteurs de ces valeurs sans le relais des forces vives que représentent les camarades du secteur Entreprises ? Certainement pas.

Alors, toutes sensibilités confondues, donnons au secteur Entreprises la place qui lui revient au sein de nos instances dirigeantes, rien que sa place, mais toute sa place.

sont interdépendants. Sa mission serait de fixer l'impôt, de faire la politique d'investissement dans les domaines sociaux, économiques et culturels, qui seraient alors judicieusement répartis sur le territoire.

Dans ce cas, le département conserverait alors la répartition des établissements scolaires, des hôpitaux, et le soutien des communautés locales, par exemple. Il assurerait également les rapports avec l'Etat.

Pour donner concordance à tout cet ensemble, les différentes élections auraient lieu le même jour, et le système électoral devrait s'inspirer de celui utilisé actuellement dans les communes de plus de 3 500 habitants.

Enfin, il nous faut obtenir un statut des élus, de manière à ce que chaque citoyen, quelle que soit son activité professionnelle, puisse assumer des responsabilités politiques et de gestion locale.

cité. Comment faire en sorte que, de l'effondrement des systèmes d'Etat, inefficaces et oppressifs, ne surgisse pas le concept de l'argent roi ? Alors, quelle perspective à notre action dans un espace de plus en plus large ? Quelle priorité d'action pour être efficace et conjointement solidaire à l'échelle du monde ?

Troisième défi, la décentralisation ou l'autonomie des accords du terrain. Par la décentralisation, les acteurs du terrain se sont affirmés. Ils prennent de plus en plus leur place dans l'explosion du développement local. Elus, associatifs, syndicalistes, entrepreneurs, fonctionnaires, ils construisent ensemble, devant les réalités du terrain, les nouveaux projets qui traitent de la vie et des problèmes des gens.



Notre action est réelle, c'est celle du gouvernement, c'est celle du Parti, c'est celle de Michel Rocard, efficace et bien perçue parce qu'en prise avec la réalité, porteuse des vrais problèmes, de l'avis des gens, novatrice, parce que tournée vers l'avenir.

Toute notre stratégie doit tendre en permanence à conjuguer de façon équilibrée l'efficacité économique, avec la réduction des inégalités et la lutte contre l'exclusion. Son succès suppose l'affirmation d'une volonté politique forte, le temps et la mobilisation de tous. Le gouvernement de Michel Rocard a, de façon déterminée, engagé cette bataille fondamentale.

Il n'y a pas de territoire ou de population condamnés. Il n'y a pas une fatalité du déclin,

s'il y a une volonté politique, mais cette stratégie, qui conjugue en permanence modernisation et solidarité, n'est pas que l'action du gouvernement. Nous sommes encore bien trop prisonniers d'une conception de l'action par le haut, et bien trop frileux devant les changements qui, s'opérant sur le terrain, au plus près des réalités, nous provoquent.

Les problèmes sont concrets, ils sont rebelles au traitement macro-économique, il faut les traiter en finesse et au plus près du terrain. C'est tout l'enjeu et l'importance du développement local.

Le monde change, la société bouge. Alors bougeons nous aussi, relevons les défis aujourd'hui, assurons les enjeux d'aujourd'hui, et alors, nous mobiliserons et nous gagnerons.

Claude Evin

Lundi dernier, j'avais l'honneur de représenter le gouvernement français à l'installation du nouveau Président de la République du Chili, Patricio Aylwin (...). En 1973, je m'éveillais à la politique, et près de vingt ans plus tard, vous pouvez imaginer l'émotion ressentie dans ce stade national où furent assassinés Victor Rara et tant d'autres martyrs anonymes, victimes d'une atroce sauvagerie.

Près de vingt ans plus tard, j'ai été heureux de porter aux Chiliens le témoignage du gouvernement et des socialistes français (...).

Mais, vues d'Amérique latine, vues de ce pays qui a tant souffert, de cette démocratie fragile en train de renaître, que nos querelles apparaissent dérisoires !

Aujourd'hui, notre Parti rassemble de nombreuses branches du socialisme, nous avons des histoires différentes, des sensibilités différentes, sans doute, mais elles se sont beaucoup rapprochées au cours de ces dix dernières années. Arrivés aujourd'hui à ce stade de notre Congrès, maintenant que la confrontation a eu lieu, maintenant que les comptes sont plus ou moins faits, oui, la synthèse est possible, la synthèse est souhaitable.

Tous les socialistes sont d'accord pour parler d'une nouvelle étape, afin d'amplifier les réformes qui ont déjà été mises en ordre, grâce à la façon dont le gouvernement de Michel Rocard a parcouru les vingt premiers mois d'exercice du pouvoir.

Oui, aujourd'hui, l'idée d'un partage en trois des fruits de la croissance est acceptée par tous, que ce soit le "pacte de croissance" évoqué par les uns, que ce soit le "contrat pour le progrès social" proposé

par d'autres, que ce soit la "négociation à échéances" lancée par un troisième pour un meilleur partage, ce sont des formules qui recouvrent, toutes peu ou prou la même chose.

La démarche de compromis et la logique sociale démocrate que cette démarche implique sont aujourd'hui partagées par tous. Tous les socialistes sont aussi d'accord pour construire un grand Parti Socialiste ouvert aux déçus du Communisme, aux écologistes, aux femmes et aux hommes de progrès qui rejoignent la majorité présidentielle ; encore faut-il que notre Parti soit plus accueillant, qu'on y retrouve encore davantage cette camaraderie, cette convivialité qui font qu'on s'y trouve bien.

La solidarité est un gage pour les militants et les jeunes, notamment, qui font tant défaut au Parti Socialiste mais qui s'investiraient volontiers dans ce combat contre l'exclusion et c'est cette mobilisation concrète qui permettrait aussi de combattre les discours d'exclusion dont certains font profession.

Lutter contre le racisme, lutter contre les discriminations c'est d'abord réaffirmer notre identité.

Lutter contre les inégalités c'est aussi et peut-être même surtout lutter contre toutes les formes d'exclusion.

Oui, bien plus que d'un déficit social, notre Parti souffre surtout d'un déficit sociologique. Lorsqu'on ne sait plus attirer à nous tous ceux qui se mobiliseraient sur ces grandes causes, mais qui, refusent tout embrigadement, comment nos débats de procédure, que nous connaissons au cours de cette journée, comment l'image du Parti



Socialiste que nous sommes en train de donner, comment cette image peut-elle être attractive pour celles et ceux qui sont à l'extérieur du Parti ? Pour ces femmes et ces hommes de gauche, qui nous regardent, effarés sans doute, sombrer dans un nombrilisme le plus pervers.

Oui, la synthèse pour toutes ces raisons est non seulement possible, mais aussi souhaitable, et même nécessaire. Elle est nécessaire pour l'image que les socialistes doivent donner d'eux-mêmes au pays.

Il y a peut-être encore aujourd'hui quelques camarades dans ce Parti qui croient que le dimanche 18 mars le destin de la France et de l'Europe se joue à Rennes, mais 55 millions de Français savent, eux, que le destin de la France et de l'Europe se joue bien davantage à Berlin, à Dresde, ou à Leipzig et je ne doute point que dans quelques instants Oskar Lafontaine nous le rappellera.

Louis Mermaz

La situation nationale et internationale requiert du Parti Socialiste qu'il soit fort et vigoureux d'abord pour soutenir l'action de François Mitterrand. Il faut aussi que notre Parti soit en situation de dialoguer avec le gouvernement de Michel Rocard que nous devons soutenir également, avec lequel le dialogue doit être franc et positif.

Mais pour réussir cela — et le soutien au gouvernement, et le dialogue —, il faut un parti uni, un parti qui sorte de ce Congrès raffermi, rassemblé. Alors nous accomplirons ensemble l'effort de modernisation profonde voulu par les militants.

Unir les socialistes, c'est d'abord réussir, dans le calme et le sang-froid, à avoir entre nous une lecture objective du Congrès, nous rappeler ce que nous avons écrit les uns et les autres.

Honorer notre contrat

De nombreux camarades qui ont rédigé la contribution "Débattre pour rassembler les socialistes" sont aujourd'hui signataires d'un texte commun avec Pierre Mauroy et Lionel Jospin, la motion n° 1.

Page 23, nous écrivions exactement ceci :

"Rénover" le Parti dans la fidélité à son histoire et à ses racines, voilà notre tâche. Parce que nous croyons à la nécessité de l'unité des socialistes, nous avons déjà réalisé, lors du Comité directeur, une première synthèse. Nous aurions voulu aller plus loin et réaliser la synthèse entre l'ensemble des mitterrandistes, entre l'ensemble de ceux qui

Nous avons besoin d'un parti uni et d'un gouvernement cohérent autour du Président de la République et du Premier ministre.

Le temps est venu d'une véritable intégration entre tous pour améliorer l'efficacité du creuset socialiste. Comment vouloir rassembler les Français et adopter pour notre comportement des pratiques de clan ?

Nous gagnerons 1993 parce que les Françaises et les Français auront l'image de socialistes rassemblés, de socialistes forts de leurs différences, mais unis dans une même volonté de justice et de progrès social. Toute autre sortie de notre Congrès risquerait de nous conduire à bien des désillusions.

Un parti fort, un parti ouvert, un parti rassembleur, pour une France unie, dans une Europe en mouvement, voilà une perspective susceptible de créer un réel élan autour de nous.

C'est en tous cas le souhait que nous pouvons, que nous devons formuler tous ensemble.

se réclament de l'axe majoritaire du Parti. Cela était d'autant plus réalisable qu'il n'y avait pas entre leurs contributions de différences de ligne politique. Dans les circonstances présentes, nous pensons que les débats d'idées, les choix politiques doivent prendre le pas sur toute autre considération. Ce premier accord aurait permis d'engager des discussions avec les rocardiens et avec Socialisme et République et sans doute arriver à une plate-forme commune.

Puisque cela ne s'est pas fait le 13 janvier, nous poursuivons nos efforts pour rassembler tous ceux qui, jusqu'alors, se sont réclamés de l'axe majoritaire et nous rechercherons aussi l'unité de l'ensemble des socialistes."

C'est ce contrat-là qu'il faut aujourd'hui honorer.

Des conversations, entre temps, se sont nouées avec les camarades de "Socialisme et République".

Respecter le vote des militants

Personne d'ailleurs ne sera hostile à l'idée d'élargir l'axe majoritaire, à condition que les résultats qui nous sont parvenus des fédérations soient intégralement pris en considération.

Mettons-nous d'accord pour prendre en compte l'ensemble de ces résultats sans biaiser avec les réalités. Je suis pour une synthèse qui rassemble. Je suis, comme vous tous, contre une synthèse qui excluerait qui que ce soit et qui aboutirait en fait à mutiler la future direction du Parti.



Il faut en effet asseoir la modernisation de notre Parti sur des bases saines, si nous voulons le mettre en état de jouer pleinement son rôle.

Je suis prêt à prendre toute initiative dans le cadre de la Commission des résolutions ce soir, pour aider, d'abord avec les camarades de la motion que j'ai signée, mais aussi avec vous tous, pour aider à la nécessaire clarification, pour contribuer à la synthèse qui doit décider aussi de la composition des futurs organes de direction et des instances départementales.

Il faut transformer le Parti dans la fidélité à son histoire et à ses racines. Nous ne le transformerons pas les uns contre les autres. Nous le transformerons ensemble.

Unité des socialistes, modernisation, esprit d'invention, dialogue avec le gouvernement, dialogue avec l'opinion. Il faut nous donner les moyens de dynamiser, de démocratiser, de moderniser.

Mais le Parti doit agir très vite, car l'état de l'opinion ne nous est pas aussi favorable que nous le souhaiterions.

Nous sommes en présence d'une accélération dans le changement des faits de société. La société est de plus en plus exigeante. De nouvelles sensibilités apparaissent. Les exigences populaires se font plus fortes.

Ne trouvez-vous pas extraordinaire et inquiétant que dès juin 1988, c'est-à-dire quelques semaines après la réélection de François Mitterrand, treize millions et demi de Français se soient abstenus, alors que trois millions et demi ne sont même pas inscrits sur les listes électorales ?

... La frustration des nôtres est souvent grande et nous avons parfois aussi l'impression... d'être un peu coupés de notre base.

Réformer. Débattre de nos idées

Il faut gérer. Nous le faisons. Nous avons appris à le faire, mais il faut aussi réformer. Saluons les grandes réformes, de 1980 à 1982, entreprises par le gouvernement de Pierre Mauroy, dont s'est souvenue l'opinion publique.

Ces grandes réformes du gouvernement de Pierre Mauroy ont permis la réélection de François Mitterrand en 1988 et la victoire des socialistes aux élections législatives trois semaines plus tard.

... Oui ! La synthèse est possible.

Nous avons écrit des textes qui sont bons, qui sont aussi bons que ceux des congrès précédents. Mais la compétition nous a parfois fait oublier le débat... Or les éléments d'une synthèse prometteuse d'avenir, d'une synthèse responsable, existent. Je suis sûr que nous ferons l'effort nécessaire pour y parvenir au cours de cette dernière soirée et de cette ultime nuit de réflexion.

... Chers camarades, sur l'ensemble des sujets j'affirme que si nous le voulons, l'union est possible. Alors pourront reprendre le débat d'idées qui est l'essence même du socialisme, la réflexion de caractère idéologique qui nous permet de relier l'action quotidienne à la pensée, qui incite aux luttes indispensables. Chaque effort doit viser à un progrès global. Mais pour atteindre ce but dans la diversité qui est la nôtre, il faut nous rassembler pour qu'à nouveau le socialisme démocratique, tel que Jean Jaurès, Léon Blum, François Mitterrand l'ont voulu, soit à l'ordre du jour.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti Socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PS info

organe officiel du Parti Socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 260 F

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti Socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un abonnement réduit de 60 % sur le montant de cet abonnement, soit 110 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 110 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».



Pierre Bérégovoy

Comment rendre plus cohérente l'action du Parti et l'action du gouvernement ? Comment éviter que l'image de l'un ou de l'autre soit brouillée dans l'opinion ? Le gouvernement gère et transforme, le Parti Socialiste impulse, il doit aiguillonner le gouvernement. Il doit en même temps découvrir les horizons du futur.

Oui, le dynamisme du Parti naît de la confiance des femmes et des hommes qui le composent, de celles et ceux que l'on peut rassembler, de notre capacité de réunir dans un même élan l'imagination et l'expérience des socialistes de toutes sensibilités, de toutes les générations. C'est ce que savait si bien faire François Mitterrand (...).

L'effondrement du communisme nous interpelle, de même que nous interpelle la crise du capitalisme qui n'est pas terminée. Le Tiers Monde, la misère, l'Afrique sub-saharienne et même l'Afrique du Nord nous démontrent tous les jours qu'il y a là-bas problèmes et difficultés, crise sociale et sans doute crise politique qui couvent. Qu'allons-nous faire ? Quelle réponse allons-nous apporter, face au désordre monétaire qui a conduit à l'endettement et aux difficultés sociales que connaissent ces pays ?

Notre réponse, c'est le socialisme démocratique, c'est l'acceptation d'un marché qui ne fonctionne pas sans règles, où l'Etat joue un rôle en garantissant le respect des règles et en animant la vie économique. C'est un système économique où le secteur public peut être en effet animateur et précurseur. C'est pourquoi notre réussite doit être exemplaire, car notre échec ne serait pas seulement le nôtre, il serait l'échec de tous ceux qui à travers le monde recherchent une troisième voie entre le collectivisme qui a échoué et le capitalisme qui creuse les inégalités et assure le pouvoir de quelques féodalités (...).

Une France forte, c'est aussi une économie qui marche. Notre économie est en meilleur état qu'elle ne l'était en mai 1988. On le doit au gouvernement de Michel Rocard, mais aussi au gouvernement de Laurent Fabius et au gouvernement de Pierre Mauroy qui a pris les décisions courageuses que vous savez en 1982 et 1983. Alors cette économie, elle ne peut pas marcher si la monnaie n'est pas solide (...). Défendant notre monnaie, je le fais aussi par conviction socialiste, car la dévaluation a toujours été payée par les personnes à revenus modestes, par les petites gens. Quand on dévalue et que l'on fait ensuite un plan de rigueur, les premières victimes sont les salariés et les personnes à revenus modestes (...).

Voilà pourquoi je me réjouis que depuis quatre mois la France fasse mieux que l'Allemagne fédérale en matière de lutte contre la hausse des prix et que nous soyons parmi les meilleurs des pays industrialisés. C'est une chance pour la France car on ne construit pas une économie puissante sur une monnaie fondante. Les inégalités dont on parle tant (et l'on a raison), il faut les réduire et l'étape sociale que nous allons engager à partir du lendemain du Congrès de Rennes pourra être plus facilement parcourue, pourra être gagnée parce qu'en effet nous avons une économie qui marche mieux (...). Il faut réduire l'écart entre les revenus salariaux et non salariaux, il faut faire en sorte que l'épargne soit encouragée, mais que l'accumulation du capital soit taxée. Nous avons commencé et nous continuerons.

Il y a quelques grands dossiers auxquels il faut s'attaquer courageusement, et ils ne sont pas faciles.

Sur la réforme fiscale, j'ai recommandé un peu de prudence et pas d'improvisation (...). Il faut se méfier des réactions simplistes de l'opinion, bien préparer notre travail, être totalement solidaires.

Le dossier de la santé pose un problème simple mais qui prend ses racines dans notre conception du socialisme. Nous avons un système de protection sociale parmi les meilleurs du monde, dont le financement est socialisé, mais qui met en œuvre des pratiques libérales auxquelles les Français sont attachés. Il faut donc résoudre cette contradiction si l'on veut éviter non seulement l'introduction des assurances privées, mais aussi la multiplication du premier, du deuxième secteur et du secteur à honoraires libres, qui aboutit finalement d'ores et déjà à une médecine à deux vitesses (...).

Il y a le dossier du logement social, qui nous préoccupe tous (...). Voilà un grand dossier de réduction des inégalités dont le Parti Socialiste tout entier peut se saisir aujourd'hui.

Il y a enfin les problèmes posés par les travailleurs immigrés et leurs familles dans notre pays. Il y a la campagne que recommande Laurent Fabius contre l'extrême-droite et nous pouvons, je crois, la soutenir. C'est un point qui devrait faire l'unanimité.

Bien entendu, dans le même temps, l'effort d'urbanisme, la reconquête des villes, la sécurité assurée par une politique de prévention et de développement social des quartiers, doivent être menés.

Et puis, il y a le chômage. Si parfois vous me jugez prudent, c'est parce que je souhaite que rien



ne soit fait qui casse la croissance, à un moment où planent des incertitudes, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, et au moment où on ne sait pas encore ce que nous apporteront, en termes de croissance, les événements qui se sont bousculés à l'Est.

Alors créer des emplois, c'est la priorité n° 1. La croissance peut nous y aider, mais pas seulement. Il faut lutter contre la précarité, il faut sans doute demander aux salariés d'être responsables. Mais, comme le dit Jean Poperen, cela ne peut pas se faire sans contrepartie. Voilà pourquoi l'idée du contrat social, qui s'apparente à celle du pacte de croissance, devrait sortir de ce Congrès approuvée par l'unanimité des congressistes (...).

Je disais à propos de la gauche qu'il fallait additionner sans exclure, élargir sans amputer. Cela vaut naturellement pour le Parti Socialiste (...).

C'est pourquoi je souhaite que le Congrès de Rennes se termine par une synthèse fondée sur une

unité des mitterrandistes, qui peuvent naturellement s'élargir à l'ensemble du Congrès.

Il faut dire que lorsque j'avais entendu mon ami Lionel Jospin dire à "7 sur 7" que le pacte d'unité des mitterrandistes était possible, je m'en étais réjoui...

S'il est vrai qu'il y a eu deux motions issues de nos rangs, ce n'est pas tout à fait le fruit du hasard. Oui le Comité directeur du 13 janvier 1990 ne s'est pas terminé exactement comme on aurait pu le souhaiter, mais celui du 13 mai 1988 ne s'était pas non plus terminé comme de nombreux mitterrandistes le souhaitaient (...). C'est pourquoi j'espère que dans les heures qui viennent, nous réussirons la double synthèse, à laquelle j'aspire, afin de pouvoir, comme le faisait, il y a 19 ans François Mitterrand, lancer au pays pour le socialisme et la liberté un message de reconquête, un message qui s'adressera aux déçus du gouvernement, aux déçus du communisme et aux victimes du stalinisme, aux déçus du christianisme social (...).

Lionel Jospin

(...) Derrière les enjeux de pouvoir, qui existent à l'évidence dans ce Congrès, je crois que deux questions sont fondamentalement présentes.

Au plan des pratiques, comment concilier, notamment dans l'activité gouvernementale la gestion nécessaire et la transformation souhaitée, qui reste notre raison d'être ?

Au plan théorique, et au niveau des idées, qu'est-ce qui fait maintenant, en cette fin de siècle, notre identité socialiste ?

C'est à partir de mon cheminement, de mes responsabilités actuelles que je commencerai à apporter cette réponse.

Une démarche de gestion et des transformations pour l'Education nationale

... Depuis mai 1988, grâce à la priorité affirmée par François Mitterrand en faveur de l'Education Nationale, grâce aux arbitrages du gouvernement dirigé par Michel Rocard, ... nous nous sommes efforcés à la fois de gérer cet immense système éducatif, mais en même temps aussi de le transformer parce que c'est la vocation des socialistes.

... Oui, nous sommes en train de modifier sans heurt, mais progressivement, notre système éducatif, ... c'est une démarche de gestion et de transformation, telle que la veulent les socialistes de leur ministre au gouvernement.

... Nous avons une démarche, centrer l'école autour de l'enfant, faire évoluer l'école vers l'enfant, vers la famille sans renier ses fondements et ses traditions qui ont fait d'elle l'école de la République.

Il y a un double défi : répondre aux demandes quantitatives, répondre aux exigences qualitatives.

Nous devons réaliser l'accueil de masse et nous devons en même temps élever la qualité.

La réponse à ce double défi tient en une phrase, l'égalité républicaine ne peut se réaliser que dans la diversité des hommes et des femmes, des enfants et des jeunes. Les talents, les métiers, les structures, les filières, les régions sont divers, il ne faut pas imposer un moule uniforme, une hiérarchie centralisée ou excessive, des filières nobles, des filières qui ne le sont pas.

Non, il faut utiliser cette diversité pour réaliser l'égalité des chances qui est l'objectif de l'école de la République.

... En ces temps de mise en cause de l'idéologie, d'interrogation sur notre identité, quelle meilleure chance pour l'identité socialiste, quelle chance plus grande, donner à notre démarche collective que de réformer, que d'épanouir le système éducatif en France ?

Si nous réduisons massivement l'échec scolaire, si nous réformons le collège et le lycée, si nous



rattrapons le retard accumulé dans notre enseignement supérieur et le plaçons au premier rang européen pour la création et la transmission du savoir, n'aurons-nous pas donné véritablement un sens à l'identité socialiste ? Quelle cause plus haute et plus noble peut-on se fixer ?

Car..., tout dans le vertige du monde, dans la montée des violences et des fanatismes, mais aussi dans l'irruption des peuples qui veulent prendre leur destin en main, commande que nous donnions à lire, par nos discours, par nos interventions, par nos actes, par la politique du gouvernement, ce qu'est le Socialisme démocratique.

Les perspectives du Socialisme démocratique

Le bouleversement à l'Est qui est devant nous est l'interpellation historique la plus forte que nous ayons connue depuis des décennies,...

Avec un ordre, l'ordre imposé par Moscou, qui se défait, vient l'incertitude, mais il ne faut pas avoir peur de cette incertitude, car ... elle est le témoignage que c'est la vie même qui se fraie un chemin. Avant, tout était gelé, tout était comprimé, tout était enfoui de force à l'intérieur des cerveaux, par la propagande politique, par la menace de la prison, par la torture, par l'enfermement.

Alors, bien sûr, avec la démocratie, viennent les contradictions, semble arriver le temps du désordre, semble arriver le temps de la peur, mais... c'est justement la démocratie qui permettra de résoudre les contradictions qui émergent.

Bien sûr..., l'Allemagne va s'unifier mais il ne faut pas avoir peur de l'Allemagne. On ne peut pas couper durablement une nation en deux. ... il nous faut dire que la France est forte et assurée d'elle-même, il faut se dire que l'Europe est capable de dire à l'Allemagne qui est démocratique, ce qu'elle doit respecter en Europe, et que l'Allemagne respectera ce qu'il y a à respecter en Europe.

En URSS aussi, tout va aller plus loin. Gorbatchev bientôt..., n'aura plus seulement à composer avec les sommets de l'appareil d'Etat, avec le Comité Central du Parti Communiste, avec le Parti Communiste Soviétique lui-même. Non. Il devra composer avec le peuple qui, ici aussi, comme à Prague, comme à Berlin, comme à Budapest, fera irruption dans la rue pour exiger la démocratie. Il devra composer avec les nations qui, déjà, sous nos yeux, s'affirment. L'empire soviétique, le vieil empire tsariste, va se défaire. Le despotisme éclairé qui, d'une certaine façon, exprime la démarche de Gorbatchev, va céder inéluctablement la place à la démocratie. Aussi, face à tous ces événements, il

va falloir penser large, il va falloir respirer fort, il va falloir comprendre très vite les événements et en même temps, avoir une perspective historique de long terme.

... Pour cela, il faut que nous montrions ce qu'est notre vision de la société, ce qu'est le Socialisme démocratique. Je suis convaincu qu'il n'y a pas de fatalité à ce que le balancier passe brutalement de l'autre côté et que ces pays passent du communisme totalitaire au capitalisme débridé, car ces pays se sont vu imposer pendant quarante ans, par-dessus leur histoire nationale, un système communiste totalitaire importé de l'étranger ; il n'est pas évident qu'ils veuillent à nouveau importer de l'extérieur un modèle capitaliste ficelé au Japon, aux Etats-Unis, ou en Allemagne Fédérale.

Ils peuvent avoir envie de chercher dans leur propre histoire, dans leurs propres racines, à partir de leurs expériences doubles, celle chaotique du passé, celle tumultueuse qu'ils projettent dans l'avenir, ils peuvent avoir envie effectivement, eux aussi, de fabriquer leur propre synthèse. Ils viennent du socialisme, même si celui-ci avait le masque du communisme, ils vont vers la démocratie, peut-être que la réponse pour eux est celle du socialisme démocratique...

...François Mitterrand a proposé une double démarche : renforcement de la Communauté Européenne, réalisation d'une Confédération Européenne. Il faudra travailler dans ces deux directions.

Sur la C.E.E..., nous connaissons bien le dilemme. Sans elle, nous ne sommes pas assez forts ; en elle, si elle est trop exclusivement conservatrice et libérale, nous courons le risque de nous perdre. Il faut donc être pleinement dans la Communauté Economique Européenne et en même temps, la faire changer dans le sens de la justice, dans le sens de nos idées socialistes. Deux espérances peuvent nous y aider, peut-être la victoire possible de Kinnock contre Mme Thatcher, et d'Oscar Lafontaine, ici présent, contre Helmut Kohl.

En somme, chers camarades, il faut être Européen convaincu, Français attentif, et Socialiste vigilant.

Le Sud... faute de pouvoir parler de tout, je voudrais seulement dire un mot de l'Afrique.

L'Afrique connaît actuellement un désastre économique et écologique, le crépuscule de l'apartheid et l'éveil de la démocratie. Voilà les trois directions dans lesquelles nous devons mettre nos pas.

Sur le plan économique, si nous ne voulons pas assister à la dislocation, à la décomposition humaine et collective du continent, il nous faut



de nouveaux efforts d'aide, de désendettement, de revalorisation des matières premières.

Sur la question de l'apartheid, sa mort annoncée est à mon sens inéluctable, et je fais là une proposition claire : nous ne devons pas, face aux pressions qui s'exerceront, renoncer aux sanctions sans démantèlement préalable de l'apartheid.

La question démocratique est peut-être la plus complexe à maîtriser. Pendant longtemps, la théorie dominante à l'égard du Tiers Monde véhiculée à la fois par les communistes, en tous cas par les Etats communistes, par une partie du tiers-mondisme et par la droite, était que la démocratie était un luxe pour pays riches, que les pays sous-développés devaient, autour d'un parti unique, prendre des raccourcis avec l'histoire, et Jacques Chirac a rappelé avec cynisme l'autre jour, dans une théorie incroyable du parti unique, que la conviction de la droite restait bien cette attitude anti-démocratique : la démocratie n'est pas pour les Noirs. La réalité a tordu le cou à cette affirmation.

Gaspillage, gabegie, corruption, blocage économique, tout cela montre que finalement la démocratie, c'est-à-dire la voie du dialogue, est peut-être le modèle de développement le plus économique et le plus pertinent.

Le vent de la liberté baigne maintenant les rivages de l'Afrique, venant de l'Est, et cette revendication, de la liberté et de la démocratie dans les pays d'Afrique, et notamment dans les pays francophones, il faut avoir le courage de le dire, rendra la conduite de notre diplomatie africaine plus difficile.

Nous ne pourrions pas échapper à la revendication de la liberté posée par ces peuples ; notre parti, qui connaît bien la réalité des partis en Afrique, peut aider à résoudre ce problème, en tout cas le gouvernement et nous-mêmes devons nous préparer à traiter cette grande question historique.

Inscrire notre identité socialiste dans notre politique économique et sociale

Notre identité socialiste doit naturellement s'inscrire dans notre politique économique et sociale, dans notre façon de traiter les problèmes de la vie quotidienne : salaires, emploi, logement, cadre de vie, santé, protection sociale, loisirs ou justice.

Je me suis même dit à un moment : je suis sûr que quand nous serons au pouvoir, nous le ferons... Je ne parle pas de ce que fait le

gouvernement, je parle de ce que disent les orateurs quand ils font des propositions... Je me suis dit : mais c'est trop bête, nous sommes au pouvoir, alors comme Laurent, je dis : faisons-le.

Mon intervention sur ce point se bornera donc à une proposition... je propose que, dans les semaines et les mois qui viennent, autour du Premier ministre et de Pierre Bergé, nous cherchions à traduire en actes gouvernementaux, ou s'il le faut, en actes législatifs, les discours très applaudis de ces derniers jours...

...Ainsi, pourrions-nous ensemble, tracer les contours de cette nouvelle étape sociale que tout le monde a appelée de ses vœux.

Deux autres questions, chers camarades, appellent nos réponses de socialistes :

- les rapports de l'homme et la nature,
- la question de l'immigration et de l'intégration.

Au XIX^e et au XX^e siècles, les socialistes ont lutté contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ont ainsi posé la question sociale ; à la fin du XX^e siècle, nous nous rendons compte que l'exploitation de la nature par l'homme peut détruire la nature et se retourner contre l'homme et ainsi poser la question écologique.

Eh bien, je propose que les socialistes soient les premiers écologistes ; ...que nous nous efforcions d'intégrer la préoccupation écologique dans l'économie ; je propose que, comme le gouvernement l'a commencé, nous intégrions chacun dans nos secteurs, les problèmes de l'écologie et c'est pourquoi j'ai invité M. Waechter, pour lui dire ce que nous faisons déjà dans le domaine de l'écologie et lui demander ce qu'il souhaite.

Nous devons montrer aux écologistes que nous nous saisissons des problèmes qu'ils posent sans arrière-pensée quand nous les croyons justes.

...L'autre question est celle de l'intégration et aussi de l'immigration.

... Je suis tout à fait d'accord avec la proposition qui a été faite d'une grande campagne contre Le Pen ; ceci me réjouira d'autant plus que je crois avoir été le premier homme politique, en tout cas de gauche, à avoir affronté directement Le Pen pour dégonfler ce démagogue dans un débat à la radio.

...Là encore, l'école est essentielle, car c'est le lieu de l'accueil et de l'apprentissage, car c'est le lieu où l'on apprend la différence avec l'autre, car c'est le lieu où a lieu le dialogue, mais où également est rappelée la règle, car c'est le creuset de l'intégration.



Le Parti

...Il faut accroître son efficacité, bien sûr, critiquer ses insuffisances, certainement, mais il ne faut pas se tromper à son endroit : on ne peut pas à mon sens le réduire à une machine électorale. Il perdrait sa sève...

...Je veux faire prendre conscience d'un problème et d'un danger que nous devons conjurer ensemble.

Chers camarades, nous sommes le produit d'une culture démocratique...

...Alors, naturellement transposés dans une organisation qui est une organisation démocratique, comment pourrions-nous accepter entre nous, sous prétexte que nous sommes des militants passionnés, ce que jamais nous ne tolérerions à l'extérieur, dans la vie publique, parce que nous sommes aussi pleinement citoyens...

Je demande que le congrès et les militants se dressent... contre les votes automatiques, d'où qu'ils viennent, les pressions des notables d'où qu'elles viennent...; les institutions, qui disent aux militants ce qu'ils doivent voter, d'où qu'elles viennent... Car le développement de telles méthodes tuerait plus sûrement le Parti qu'une erreur de politique ou que des déceptions sociales.

Nos propositions

— une convention nationale pour notre programme en vue de 1993 dans un an;

— une convention nationale sur la démocratisation dans les entreprises et les relations entre le Parti et les syndicats;

— une nouvelle convention pour la modernisation, la rénovation autour de propositions concrètes de façon à ce que la transparence des adhésions, la liberté des votes, le vote secret, un code électoral digne de nous, une façon de vivre ensemble, que tout cela puisse être examiné.

Si nous voulons conclure dans de bonnes conditions ce congrès, il nous faut réaliser la synthèse, c'est-à-dire nous rassembler, adopter un texte d'orientation, à partir des motions déposées, ou d'autres textes déposés, élire une direction.

De la synthèse, nul ne doit être exclu sauf s'il le désire lui-même. Je vois mal pourquoi rassembler dans ce congrès les forces du courant 1 et du courant 7, le courant Jean-Pierre Chevènement, Socialisme et République, rassemblement dont je me réjouis... serait un acte de mise à l'écart, alors que la fusion du courant 5, Laurent Fabius, et 4, Melançon, serait un acte de rassemblement.

...Comment pourrait-on penser une seconde que je veuille exclure de la synthèse un courant, celui de Laurent Fabius, qui a fait 29% dans le vote des militants, et au sein duquel j'ai tant de camarades et d'amis ?

Comment peut-on croire un instant que j'aurai à m'excuser de vouloir intégrer à la synthèse le courant de Michel Rocard, le Premier ministre dans le gouvernement duquel le Président de la République m'a nommé ministre d'Etat, et paraît-il n° 2 ?

Faut-il expliquer ici, ce que sont les institutions de la V^e République ?

Qu'on le sache : je veux faire la synthèse avec tout le monde, et je la ferai avec qui la veut. Personne n'a ici le veto et personne ne peut me dicter ma conduite.

Quant au mitterrandisme, qui est ma culture politique, dans le socialisme, il relève non pas de discours mais de mes actes. De ce que j'ai fait dans le Parti aux côtés de François Mitterrand, de ce que j'ai fait pour nos idées et pour lui, à la tête du Parti dans le premier septennat... de ce que je fais encore pour la première priorité de son septennat : l'Education, et finalement de ma relation personnelle et politique avec lui, celle que je vis et sur laquelle, chers camarades, comme toujours, je fais silence.

...Un congrès du Parti socialiste, c'est fait pour adopter une orientation qui peut nous rassembler, pour élire une direction... et il lui faut aussi prendre l'engagement d'en être solidaire...

...Il nous faut maintenant faire la clarté, aller à l'essentiel, désarmer nos rancœurs, dépasser nos passions et rassembler. La gauche, l'opinion ont besoin d'un message de nous.

Il faut sortir de nous-mêmes, collectivement, la capacité à faire surgir ce message. Pour cela, il faut la synthèse et je crois à la synthèse.

Ne la refusez pas. Quant à moi, j'y consacrerai d'ici demain toutes mes forces.



Christophe Cevasco

Pour la première fois depuis des années, les procédures de désignation de nos responsables au sein de notre mouvement ont pu se dérouler suivant des règles démocratiques, ces mêmes règles qui sont au sein du Parti une habitude maintenant: représentation à la proportionnelle, obligation d'être à jour de cotisation, égale information de tous les courants, accès officiel, désignation des représentants en fonction des votes indicatifs sur les textes politiques et j'en passe. Je ne vous fais pas le détail.

Ces mêmes règles sont encore pour nous, socialistes, une agréable surprise et une agréable nouveauté. Je dirai même que nous sommes en avance, mes camarades, sur le Parti.

Sur un point qui a pourtant captivé l'attention de beaucoup de nos camarades: le problème de la comptabilisation des votes et des mandats car au sein du Mouvement des Jeunes Socialistes il y a une unanimité, mes camarades, pour comptabiliser un présent – un mandat.

Les jeunes socialistes attendaient et attendent encore beaucoup de ce congrès. Nous aurons en effet dès lundi à reprendre notre action auprès des jeunes de nos pays. Nous devons donc tous ensemble, et j'insiste sur ce mot, préparer ces enjeux pour relever ces défis, défi tout d'abord que

celui de la réduction des inégalités, qui frappe très durement les jeunes, avec la principale d'entre elles, le chômage.

Enfin, reprendre l'offensive sur des sujets que nous avons parfois trop vite délaissés, comme la réforme du service national, le combat pour l'écologie, pour un meilleur environnement, la réflexion sur l'audio-visuel, sur le culturel, les problèmes internationaux. Je pourrais faire une longue liste de ces thèmes, que nous avons délaissés au cours de notre débat.

Pour notre part, nous, jeunes socialistes, signataires de la motion 3, nous souhaitons qu'ils redeviennent l'objet très vite de nos débats. Assez de divisions, assez de conflits de personnes. Sachons donner à notre pays les réponses qu'il attend. Pour les jeunes socialistes, cela passe par des moyens nouveaux et réels, par une volonté politique forte et générale de construire un mouvement de jeunesse, puissant et dynamique dans notre pays. Cela passe aussi par une plus grande autonomie de notre mouvement, vis-à-vis du Parti.

Mais attention, autonomie ne veut pas dire indépendance. Cela rappellerait de mauvais souvenirs à certains. Autonomie veut dire responsabilité et responsabilisation.

Découper et retourner ce bulletin. Adresser toute correspondance à :

Jacques GUYARD
Bureau 8417
ASSEMBLÉE NATIONALE
126, rue de l'Université
75007 Paris

Inscrire ici très lisiblement votre nom et votre adresse :

Veuillez enregistrer mon abonnement d'un an à la revue trimestrielle :

ÉCOLE ET SOCIALISME

- Je verse 85 F prix d'abonnement
- Je verse 150 F Étranger et outre-mer
- Chèque bancaire à l'ordre de Les Nouvelles Éditions de l'An 2000 École et Socialisme 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07
- C.C.P. à l'ordre de Les Nouvelles Éditions de l'An 2000 n° 140954 S Paris

bulletin d'abonnement



Rapport de la Commission des résolutions Edmond Hervé

Je m'engage à être aussi objectif et précis que possible, et je souhaite être parfaitement fidèle aux travaux de la Commission.

La Commission des résolutions s'est réunie hier soir, elle a suspendu ses travaux à 2 heures trente ce matin, un échange a eu lieu sur les travaux de la Commission de vérification des mandats, conformément à sa mission. La Commission des résolutions a engagé le débat sur la méthode à suivre pour aborder, dans les meilleures conditions, les travaux de la synthèse.

D'autre part, la motion IV ayant fusionné avec la motion V, Laurent Fabius a demandé la reconnaissance du droit de vote pour le représentant observateur de la motion IV.

Cette proposition n'a pas été retenue étant jugée contraire à la composition de la Commission des résolutions et à la décision unanime d'un Comité directeur antérieur.

Après accord des représentants des différentes motions, il a été décidé de procéder à 4 votes de prise en considération portant sur les 4 textes d'orientation déposés sur le bureau de la Commission des résolutions.

A la suite de ces 4 votes de prise en considération, un groupe de travail, chargé de faire des propositions à la Commission des résolutions, en vue d'une synthèse, devait être mis en place.

Les 4 textes déposés étant :

Le texte 1-7, c'est-à-dire pour le texte de la motion Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Lionel Jospin, et 7, Jean-Pierre Chevènement.

Le texte 2: Jean Poperen.

Le texte 3: Michel Rocard.

Le texte 5: Laurent Fabius.

Le texte 1-7 a recueilli 25 voix "pour", et 40 "contre".

Au vue du résultat, les représentants de la motion V ont décidé de se retirer. La procédure des votes a continué.

Le texte 2 a obtenu 4 voix "pour", 41 "contre", il y avait 20 absents.

Le texte 3 a obtenu 16 voix "pour", 29 "contre", il y avait 20 absents.

Le texte 5 a obtenu 0 voix, 41 voix "contre". Il y avait 20 absents et les 4 camarades de la motion 2 ont décidé de ne pas prendre part à ce vote.

Compte tenu du départ des camarades de la motion V, les membres présents de la Commission des résolutions ont décidé, à l'unanimité, de suspendre leurs travaux, et ont mandaté le président de la dite Commission des résolutions pour reprendre les contacts en vue d'une nouvelle réunion de la Commission des résolutions.

Voilà le rapport que je devais faire au congrès souhaitant avoir été en tous points fidèle aux travaux de la Commission.

Commission révision de la déclaration de principes

Jean-Marcel Bichat - Jean-Marie Cambacérés
Jean-Christophe Cambadélis - Michel Debout
Gérard Delfau - Gérard Dupeyrat - Gérard Fuchs
Max Gallo - Gérard Gaumé - Gérard Le Gall
Marie-Thérèse Mutin - Jean-Paul Planchou
Jacques Salvador - Gisèle Stievenard - Isabelle
Thomas - Henri Weber.



Point sur la réforme des statuts Yannick Bodin

La Commission des résolutions a pris acte des résultats des votes indicatifs des fédérations, tels qu'ils ont été présentés par la Commission de vérification des mandats.

La Commission des résolutions l'a fait par **46 voix pour, 27 membres de la Commission ne prenant pas part au vote.**

Voici ces résultats :

Total des mandats nationaux : 7194.

Ont obtenu en mandats nationaux :

* Motion n°1 – 2082 mandats, soit 28,94% des mandats,

* Motion n°2 – 518 mandats, soit 7,20% des mandats,

* Motion n°3 – 1745 mandats, soit 24,26% des mandats,

* Motion n°4 – 97 mandats, soit 1,35% des mandats,

* Motion n°5 – 2075 mandats, soit 28,84% des mandats,

* Motion n°6 – 47 mandats, soit 0,65% des mandats,

* Motion n°7 – 613 mandats, soit 8,52% des mandats,

Abstentions : 14 mandats nationaux, soit 0,19%.

Ne prennent pas part au vote 3 mandats nationaux comptabilisés, soit 0,04% des mandats.

Par ailleurs, la Commission des résolutions a examiné les derniers points restés en question,

après l'adoption par le congrès, vendredi, du rapport sur la révision des statuts nationaux du parti.

1° – La Commission a adopté à l'unanimité le principe du vote secret dans le Parti. Elle demande au congrès de mandater le Comité directeur pour rechercher les modalités d'application de ce principe.

2° – Pour la représentation des votes politiques, la Commission a pris acte que le congrès, vendredi, avait adopté les modifications suivantes : la carte d'adhérent sera annuelle avec un timbre unique pour l'année.

Il faudra six mois de présence dans le Parti pour avoir le droit de participer aux différents votes dans le Parti.

Le plafond maximum du nombre de mandats est limité au nombre d'adhérents dans la section.

La Commission complète maintenant cette proposition en demandant au congrès d'exiger que seuls les votes des présents soient pris en compte pour le calcul de la proportionnelle.

La Commission vous demande à l'unanimité d'adopter cette modification statutaire.

3° – Et dernièrement, en ce qui concerne les demandes de réintégration dans le Parti, la Commission des résolutions demande au congrès de mandater le Comité directeur pour régler dans les prochaines semaines les questions actuellement posées.



Interventions (suite)

Jean-Luc Mélenchon

A chacun d'entre vous je demande : croyez-vous que le rassemblement des socialistes serait complet s'il n'incluait ni Marie-Noëlle Lienemann, ni la Nouvelle Ecole Socialiste ? Croyez-vous que la rénovation, aux yeux de ceux qui nous regardent, serait acquise, s'ils avaient le sentiment qu'en serait exclue une partie de ceux pour qui, je me permets de vous le dire, ils ont beaucoup de sympathie.

Ce texte, conformément à nos statuts actuels, permettrait que soient additionnés les mandats ! Par honnêteté, c'est mon devoir de le demander. Mais je veux vous dire qu'au pied du mur, et je veux l'en remercier, mandats additionnés ou pas, Laurent Fabius a pris la décision de nous intégrer sur son propre quota, en retirant des camarades de sa propre motion. Voilà l'homme qui rassemble !

Jean-Marc Ayrault

Comment vous cacher mon émotion de parler devant vous (...) venus à Rennes pour repartir gonflés d'espoir et de force, comment ne pas vous dire aussi ma tristesse.

Je suis comme beaucoup d'entre vous ici, dans cette salle, de la génération de ceux que François Mitterrand appelait les Sabras. L'année prochaine, comme beaucoup d'entre vous, cela fera vingt ans que j'aurais donnés dans ma vie militante au Parti Socialiste, et c'est vrai que je ne peux pas cacher cette tristesse que beaucoup d'entre vous ressentent (...).

Dès le début de ce congrès, notre camarade Jean Poperen a fait une déclaration et a dit : "Sans exclusive, recherchons la synthèse sur la base d'une plate-forme politique".

Nous avons agi dans ce sens, dans les débats et dans la Commission des résolutions (...). Ne jouons pas sur les mots, ce qui sera fait dans les jours qui viennent, paraît-il, ce n'est pas la recherche de la synthèse, c'est la recherche d'un accord, parce qu'il faut bien diriger le Parti, un accord de pouvoir, (...) mais je ne voudrais pas qu'on insiste trop là-dessus, parce que cela sent un peu trop la magouille. J'aurais aimé qu'on sorte avec un texte politique de tout le congrès. (...).

Nous avons fait des propositions politiques au congrès, ces propositions, nous les maintenons aujourd'hui, elles sont toujours d'actualité.

Car n'oublions pas le réel, le monde bouge partout, l'aspiration à la liberté, à la dignité, à la justice sociale, s'exprime partout, dans le monde, et notamment en Europe, avec force. Quelle réponse, quel projet mobilisateur allons-nous pro-

poser ? Comment faire reculer les inégalités en France et dans le monde, lutter contre les exclusions, le chômage, contre la montée de l'extrême-droite et ses provocations racistes ?

Nous n'avons cessé, tout au long de ce débat, ici, à Rennes, de proposer le contrat entre le progrès économique et la cohésion sociale, par la justice sociale. Ce contrat (...) n'est possible que si les forces du monde du travail, les salariés d'abord, se mettent en mouvement vers un tel objectif. Et c'était à nous, socialistes, à notre congrès, de donner cet élan, et de dire ce que le gouvernement et le Parti, ensemble, avec le mouvement social, peuvent réussir, unis dans l'action et la réflexion. Voilà ce qu'auraient pu être le message et l'appel des socialistes réunis à Rennes (...). C'est le grand dessein que nous voulons réussir avec vous, en ces deux prochaines années, dans le cadre d'une croissance en France et en Europe. (...).

Vous tous et toutes, ici, vous avez choisi l'engagement dans le Parti Socialiste, le Parti d'Epinay, de François Mitterrand. (...). Vous avez choisi de mettre d'abord en avant la lutte pour les idées et les valeurs du socialisme, avant les luttes de pouvoir internes au Parti Socialiste (...).

Vous allez repartir sans doute déçus et attristés et je pense, en particulier, comme tous ces jeunes qui sont souvent éloignés de la politique, et à qui il faudrait adresser un message mobilisateur et convaincant.

Mais je vous dis : "Ne vous découragez pas". Le combat pour le rassemblement, pour la synthèse, pour la reconquête de tout notre électoralat continue dans vos sections, dans vos fédérations.



Au-delà de ce triste épisode, les signataires de la motion 2 en appellent à tous les militants et toutes les militantes pour qu'ils réagissent et fassent prévaloir sur le terrain, leur volonté de rassemblement.

Comme François Mitterrand l'a toujours montré, c'est en effet par le rassemblement, par un projet

cohérent, que nous referons du Parti Socialiste la force de l'espoir (...).

Oui, camarades, je suis sûr que vous le voulez, il est encore temps de faire du Parti Socialiste, et ce sera la meilleure réponse à ce qui s'est passé là, le parti des militants. Cela dépend de nous tous.

Gérard Lindeperg

Nous n'avons jamais été aussi proches

Pour bien tirer les conclusions de nos travaux de ce congrès, il faut, je crois, tout à la fois revenir un peu en arrière et tenter de nous projeter dans le futur.

Revenir en arrière, là où tout a commencé, c'est-à-dire au Comité directeur du 13 janvier qui a clos le débat sur les contributions et ouvert la discussion sur la synthèse. Nous disions alors que la synthèse était possible et que la synthèse était souhaitable. Souhaitable pour l'unité du Parti, la cohésion du gouvernement, et l'image que les socialistes donnent d'eux au pays. Possible, car à l'évidence, les textes en présence, s'ils esquissaient des nuances, n'opposaient pas des politiques alternatives. En tout cas, personne ne pouvait imaginer qu'il pût exister plus d'une demi-douzaine de politiques différentes de celle pratiquée par un gouvernement rassemblant toutes nos sensibilités.

Nous regrettons de ne pas avoir été entendus car nous aurions pu nous épargner beaucoup de tensions et de blessures inutiles. Nous le regrettons d'autant plus que, sur le fond, nous n'avons jamais été aussi proches les uns des autres. Quelques années de gouvernement nous ont permis de trancher plusieurs décennies de conflits idéologiques et au-delà des péripéties tactiques de ce congrès, l'adoption de notre déclaration de principes, à la quasi-unanimité, marque une étape importante dans l'histoire du socialisme français.

Nous ne réussissons qu'ensemble

Il est dommage que le tumulte des contentieux ait relégué au second plan une telle avancée.

Il en résulte aujourd'hui, je dirais, une plus grande plasticité, une plus grande souplesse qui peut être porteuse de plus de démocratie interne et de plus de dynamisme, à une condition, que chacun s'engage à mettre son énergie au service du Parti tout entier.

Pour appartenir à un courant qui a été longtemps condamné à camper à la périphérie des majorités

successives, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur les risques qu'il y aurait à laisser sur le bord du chemin telle ou telle fraction d'entre nous. Nous ne réussissons qu'ensemble. Nous avons besoin de toutes les énergies et de toutes les intelligences. L'heure n'est pas à la revanche, mais au rassemblement.

La manière dont ce congrès a été préparé, les pratiques qui se sont développées, le décalage entre la nature de notre débat et l'attente du pays, nous obligent à nous interroger sur la façon de conduire nos discussions internes.

Des propositions ont été faites dès l'ouverture du congrès par Michel Sapin, pour mettre fin au laxisme de certaines pratiques, et je me réjouis qu'elles aient été adoptées et que notre Parti dispose bientôt d'un véritable code électoral.

Une page de notre histoire est tournée

Des courants anciens sont morts, des courants nouveaux sont nés. A l'évidence, une page de notre histoire commune est tournée, alors que nos modes de fonctionnement sont encore calqués sur un contexte très différent de celui d'aujourd'hui.

Les enjeux de cette fin de millénaire doivent redonner un nouveau contenu à de nouveaux courants d'idées dont les modes de confrontation de doivent pas nécessairement épouser les affrontements d'hier. Nous n'avons pas su le faire, et il en est venu chez les militants un sentiment de malaise. C'est pourquoi nous déplorons nous aussi le climat de tension qui s'est installé dans le Parti.

Au Comité directeur du 13 janvier, Michel Rocard avait attiré notre attention sur les risques de dérive de notre congrès, permettez-moi de le citer. Il disait: "Quarante ans de militantisme m'ont appris que moins les désaccords sont fondamentaux, plus leur expression est conflictuelle, que dans les débats d'idées, on essaie de convaincre, tandis que, dans les débats de personnes, on essaie de blesser".



Nous voulons la synthèse

Mes camarades, il est urgent de reconstituer un pôle de stabilité et de recréer les conditions d'une vraie convivialité, et je vais conclure sur la synthèse. Comment se pose le problème de la synthèse? Tout d'abord, il faut une volonté politique. Cette volonté, nous l'avons. Mais cette volonté doit pouvoir s'incarner dans des propositions précises.

L'orientation politique. On l'a dit, le débat n'a pas eu lieu, et nous le regrettons. Reste le problème du

secrétariat national et de la direction des fédérations. Nous considérons que, sur ces deux points, aucun accord n'est intervenu.

Nous voulons discuter mardi à égalité de droits et de devoirs. Nous ne voulons pas de pré-synthèse, nous ne voulons pas de préalable, nous ne voulons pas de synthèse partielle, nous voulons la synthèse générale.

Nous voulons la synthèse générale et nous ferons tout pour réussir et donner à ce Parti la direction nationale que vous attendez tous, et qu'enfin, nous nous mettions au travail!

Laurent Fabius

J'étais monté à la tribune avec joie avant-hier, j'y monte aujourd'hui avec une certaine tristesse... Nous avons déposé une motion, c'est le droit de tout militant. Elle a obtenu un grand succès. Je veux remercier les militants et ajouter à ces remerciements ceux que j'adresse aux amis des motions 4 et 6 qui ont voulu rejoindre la nôtre.

Pourquoi ce sentiment, que beaucoup d'entre vous partagent, de tristesse ou de déception? Pourquoi? Parce que les militants ont discuté, voté, attendu la synthèse. Pourquoi ce blocage? De qui le blocage? Je propose que, si l'on veut savoir à cause de qui, on écoute les propos. Quand on accuse, quand on critique avec dureté, je ne crois pas que ce soit faire preuve d'une véritable volonté de synthèse... C'est un formidable risque qui est pris que de faire se détourner la population de la politique et du Parti Socialiste...

J'ai été frappé de voir, et ceci n'était pas arrivé, à mon sens, depuis le congrès de Metz, que selon

la motion que tel ou tel avait votée avant même d'entendre les propos, on adoptait une attitude favorable ou parfois hostile. La règle devrait être d'attendre avant de juger, d'être tolérant, de faire en sorte d'écouter...

Quand à la question que nous avons portée tout au long du congrès, la nécessité du renouveau, si on avait le moindre doute, il est levé par ce qui s'est passé ici aujourd'hui.

Je dis enfin, me tournant vers le futur, que le mitterrandisme, je continue d'y croire et il n'appartient à personne d'y mettre fin.

Mes camarades, vous vous êtes divisés au cours de ce congrès, mais au moins vous pourriez vous rassembler lorsqu'on évoque celui qui a fait le Parti Socialiste tel qu'il est. Si nous sommes tous là, nous le devons à nos convictions communes, et nous le devons à l'action formidable de François Mitterrand.

Max Gallo

Je parle avec émotion, parce que nous venons de vivre ensemble ce qui peut être un événement historique, positif ou, au contraire, un déchirement. Entre le négatif et le positif, il y a votre volonté, votre conscience, votre lucidité et aussi votre passion.

Je viens d'entendre les acclamations et les huées qui marquaient le passage de Laurent Fabius, j'ai pensé en l'écoutant à un autre congrès Socialiste, dont nous allons fêter le 70^e anniversaire, le congrès de Tours. A la tribune, il y avait aussi un homme, Léon Blum, qui était à la fois hué et acclamé. Mais ce qu'il y avait de différent entre le congrès de Tours et le congrès d'aujourd'hui, c'est que le congrès de Tours était un congrès politique

et que le congrès de Rennes n'est pas un congrès politique. (...)

Mes chers camarades, quand la politique fait silence, comme elle l'a fait dans ce congrès, comme elle l'a fait dans la préparation de ce congrès, c'est toujours qu'il y a des choix politiques inavouables, et c'est cela le problème. (...)

L'objet de ce congrès, l'objet d'une synthèse, ce n'est pas d'étaler une fois de plus des programmes, et c'est Lionel Jospin qui le disait, comme si nous n'étions pas encore au pouvoir, ou bien, et c'est Laurent Fabius qui le disait, comme si en effet nous oublions que nous sommes au



pouvoir depuis dix ans, pratiquement, et qu'un enfant de sept ans en 1981 aura dix-neuf ans en 1993.

Les écarts de revenus, la croissance rapide des profits boursiers... je ne vais pas recommencer, tout le monde est d'accord pour le constater, et tout le monde dit "les grands équilibres", "les contraintes"... nous, nous disons "il faut de manière pragmatique mais de manière résolue, analyser les raisons de cet écart, analyser les raisons de ces résultats insatisfaisants, d'une décennie de pouvoir politique".

Pourquoi ? Parce que nous avons une responsabilité majeure en tant que socialistes, avec le poids de cette immense histoire que nous portons. Et la responsabilité majeure, elle vient de ce que précisément, en cette année 1990, l'impasse du communisme despotique est avérée et que dans ce grand mouvement de balancier qui emporte les peuples du socialisme étatique, du communisme despotique vers les économies de marchés, ce qui peut disparaître, nous le pensons, nous le craignons, ce

sont aussi les idées de raison, les idées de progrès, les idées de politique. (...)

Chers camarades, aujourd'hui 18 mars à 6 heures du matin, pendant que nous étions dans la salle de réunion, où se faisait la soi-disant synthèse, les Allemands d'Allemagne de l'Est commençaient à voter...

Voilà les enjeux importants posés par l'Europe. Voilà ce que nous devons prendre en compte, dans notre motion. Nous essayons d'être réalistes : point de mots mais une fidélité aux principes. Là où il n'y a pas de partis politiques, il y a effectivement des supporters. Là où il n'y a pas de liaison entre les principes, les discours et les actes, il y a le désarroi et il y a le racisme.

Croyez-le bien, dix années passent vite... Qui pouvait imaginer, au début des années 30, la crise française des années 1940 ?

Chers camarades, soyons réalistes, soyons unis, soyons déterminés, soyons socialistes dans la République.



Débat international

Jamais, autant de délégations étrangères ne nous avaient fait l'honneur de participer aux travaux de notre Congrès, et de suivre nos débats.

Nos partis frères de l'union des PS de la Communauté et de l'Internationale Socialiste étaient présents ainsi que beaucoup de représentants des pays du Tiers Monde.

Etaient aussi représentés des partis, des mouvements qui partout dans le monde luttent pour la liberté, et souvent pour l'indépendance de leur patrie.

Pour la première fois, tous nos camarades d'Europe Orientale étaient représentés. De nombreux membres du corps diplomatique ont également assisté à nos travaux.

Le Congrès a rendu hommage à deux amis du Parti Socialiste français. Notre camarade du PDKI, le Dr Ghassemblou, assassiné il y a un peu moins d'un an, et notre camarade Hector Oqueli, représentant le M.N.R. du Salvador lui aussi assassiné, il y a peine deux mois.

Ne pouvant donner la parole à l'ensemble des représentants des délégations étrangères, le Congrès en a entendu quelques-uns qui symbolisent nos espérances et nos combats. Nous publions ci-après de larges extraits de leurs interventions.

Oskar Lafontaine,

Vice-Président du SPD (RFA), Premier ministre de Sarre

Chers camarades, c'est la première fois que j'ai l'honneur et la joie de pouvoir m'adresser à un Congrès national du Parti Socialiste Français. Il n'arrive pas souvent, ce que je regrette beaucoup, qu'un des dirigeants du Parti Social-Démocrate allemand prenne la parole devant un tel auditoire et vice-versa. Cela montre un grand déficit de la communication entre nos deux partis...

Longtemps, l'unification politique et économique de l'Europe n'a pas réellement inspiré les divers pays socialistes. Et pourtant, compte tenu de la tradition et de l'idéologie qui leur est commune, c'est bien eux qu'on aurait pu attendre comme porte-drapeaux à la tête du mouvement d'unification.

La gauche européenne ne se proclame-t-elle pas l'héritière de la philosophie de lumière ? Et cette philosophie qui sous-tend l'esprit français ne s'est-elle pas déclarée universaliste ?

Nous, socialistes européens, nous avons donc une longue tradition à cultiver. Vous connaissez tous sans doute la définition devenue célèbre qu'a donné de la tradition Jean-Jaurès, assassiné à cause justement de ses idées internationalistes. La tradition, a-t-il dit, ce n'est pas conserver les cendres, c'est raviver la flamme...

C'est bien la flamme de l'internationalisme qu'il s'agit aujourd'hui de raviver !...

Un homme politique allemand vient, à Rennes, faire l'éloge de l'internationalisme alors qu'au moment même son propre pays est secoué par une éruption des sentiments nationaux, cela semble bien contradictoire.

Je ne vous cache donc pas que j'éprouve de la peine à entendre les déclarations du Chancelier Kohl à propos des frontières de la Pologne (...).

Pour moi, et je peux vous affirmer catégoriquement que cette position est incontestée au sein du Parti Social-démocrate allemand, la frontière entre la Pologne et l'Allemagne n'est plus en question depuis longtemps. Nous reconnaissons sans aucune condition la démarcation Oder-Neisse comme frontière définitive.

A vrai dire, je ne pense pas que l'unification des deux Allemagne suscite en France et chez les autres peuples européens encore beaucoup de craintes profondes et véritables.

Les assises démocratiques et occidentales de l'Allemagne de l'Ouest sont bien trop solides et les aspirations démocratiques de l'Allemagne de l'Est bien trop sincères pour qu'une rechute d'une Allemagne unie dans un chauvinisme exalté soit pensable...



Le processus d'unification doit être un processus européen et non un processus national...

La politique allemande doit être coordonnée, non seulement avec les grandes puissances, mais aussi avec les autres nations européennes...

Vous savez aussi bien que moi que les partis socialistes et socio-démocrates ont hésité longtemps avant de se lancer dans l'aventure européenne.

Pendant que les socialistes parlaient d'internationalisme, le capital le pratiquait et s'organisait solidement sur des assises de relance nationale...

Nous, socialistes, voulons que l'Europe devienne bien plus qu'un simple marché. Nous voulons qu'elle devienne un espace social, et pour cela il faut que la légitimation politique, il faut que les champs d'action politiques correspondent aux champs d'action économiques.

Plus les partis socialistes s'entendent pour construire l'Europe politique, moins nous courons le risque d'un dumping social ou écologique sur le grand marché (...).

A mon avis aussi, l'union monétaire allemande ne devrait pas être réalisée aussi vite que le gouvernement fédéral le souhaite. Les conséquences sociales et économiques seraient néfastes, surtout pour les Allemands de l'Est.

Il est absolument nécessaire de coordonner l'union monétaire allemande avec le Système Monétaire Européen...

Pour faire avancer l'union de l'Europe, une réforme rapide des systèmes militaires est également nécessaire.

Il ne peut pas être question de neutraliser l'Allemagne. Ce serait un pas en arrière. Mais il ne peut pas être question non plus, bien entendu, de faire stationner dorénavant des troupes de l'OTAN sur les territoires ayant adhéré au Pacte de Varsovie. L'Union Soviétique ne le tolérerait pas, avec raison d'ailleurs (...).

Depuis quelques années déjà, les puissances militaires à l'Ouest et à l'Est semblent avoir compris que la sécurité de chacun dépend de la sécurité de tous. Maintenant, il est temps de faire un pas en avant et de progresser vers une intégration des systèmes défensifs dans toute l'Europe. Des armées sous un même commandement peuvent difficilement marcher l'une contre l'autre (...).

Construire l'Europe veut dire surmonter les égoïsmes nationaux. Je ne vois donc pas pourquoi nous, Allemands, nous n'aiderions pas, par l'intermédiaire de nos compatriotes de l'Est, par exemple, nos amis Français à prendre pied économiquement sur les marchés des pays de l'Est européen (...).

Le temps est venu de réorganiser le socialisme européen sur la base d'une telle solidarité et je suis optimiste pour notre commun futur (...).

Aujourd'hui, ce but concret est là, devant nos yeux : c'est la réalisation politique d'une grande Europe libre et sociale, en un mot d'une Europe socialiste !

Guy Spitaels

Président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne

L'Union des Partis Socialistes Européens a pour premier objectif de permettre à nos partis de développer des positions communes au regard de l'évolution de la Communauté Européenne.

De ce point de vue, nous avons toutefois accompli des progrès substantiels au cours des deux dernières années. Ainsi, notre manifeste pour les élections européennes de 1989 constituait une avancée réelle par rapport aux deux textes antérieurs...

Notre union a connu, en ce début d'année, un élargissement extrêmement significatif. L'audience de notre Union des Partis Socialistes a été renforcée et touche pratiquement l'ensemble de l'Europe (...).

Ces derniers temps, les mutations du continent européen, particulièrement à l'Est, ont quelque peu

diminué l'attention du public à l'endroit du marché unique, et encore davantage sur l'Europe sociale.

Je trouve qu'il y a là une évolution potentiellement dangereuse (...).

La raison principale du blocage social de la CEE est le Conseil des ministres...

Le mouvement socialiste doit exercer une pression constante tout à la fois pour que les institutions de la Communauté mettent rapidement en œuvre le programme d'action sociale présenté par la Commission au début de l'année, pour que le champ d'action sociale de la CEE soit élargi, et pour que les possibilités de vote à la majorité qualifiée soient exploitées au maximum (...).

Pour prendre un exemple, on peut définir des paramètres de fixation d'un salaire minimal dans



les Etats européens, mais on ne peut pas fixer un salaire minimal pour l'ensemble de l'Europe...

Au nom de la rentabilité, on tend souvent à justifier des pratiques inacceptables. Au cours de la dernière décennie, l'économie européenne a perdu des millions d'emplois. Depuis quelques années, elle a regagné un peu de terrain. Chacun d'entre nous sait que les spécifications des emplois recréés ne correspondent pas à celles des emplois perdus...

Mais chacun sait aussi que le statut social des emplois recréés diminue.

Bon nombre de salariés n'identifient maintenant l'Europe qu'aux suppressions d'emplois. Si nous n'y prenons garde, le rejet des restructurations finira par entraîner un rejet de l'Europe.

Il n'est pas juste de présenter la CEE comme la source des mutations économiques et sociales que nous traversons. La construction de l'Europe n'est pas la source du problème, elle est sa solution...

A présent, il faut nous pénétrer de l'idée que la manière dont les biens sont produits à l'extérieur de la CEE, et dont ils arrivent sur le marché européen, constitue un aspect essentiel de la politique sociale...

Nous ne pouvons pas bénéficier des avantages d'une économie ouverte sans nous soucier des conditions de travail chez nos fournisseurs extérieurs.

Cela conditionne notre vie quotidienne : les produits que nous achetons, le prix auquel nous les achetons, et les produits que nous devons vendre en échange. Et c'est là que réside le second déficit social de la CEE. Tout cela prouve que la Communauté ne protège pas suffisamment les droits sociaux et les droits syndicaux chez ses partenaires commerciaux...

Quel contrôle réel la CEE exerce-t-elle sur le respect des dispositions de la Convention de Lomé concernant les Droits de l'Homme ? Quelles initiatives nouvelles a-t-elle prises dans les négociations commerciales de l'Uruguay Round pour

préserver le droit d'association des ouvriers dans les pays nouvellement industrialisés ?...

Dans un contexte tout différent, les pays d'Europe de l'Est vont également poser des problèmes sociaux à la Communauté...

Le prix de la main-d'œuvre en Europe de l'Est va se révéler très bas. Dès que nos frontières s'ouvriront, les activités à haute intensité de main-d'œuvre se délocaliseront encore davantage, y compris vers l'Europe de l'Est.

Le mouvement socialiste européen doit être extrêmement attentif à ne pas céder, dans l'organisation de la coopération entre la CEE et les pays de l'Est, aux mirages du libéralisme thatchérien...

D'où, aussi l'importance primordiale d'une véritable politique sociale de la Communauté accompagnant les restructurations, sinon l'ouverture à l'Est risque elle aussi à terme d'engendrer des phénomènes de rejet...

Il nous faut dépasser l'Acte Unique – de 1986, réforme partielle et partielle... Réforme partielle parce qu'elle a laissé certains problèmes dans l'ombre et réforme partielle parce que le processus de désignation n'a pas été simplifié, il a été simplifié plutôt par des mesures de dérégulation et il est resté pesant pour les mesures qui intéressent en premier lieu le mouvement socialiste : la politique sociale, la protection de l'environnement, la lutte contre les déséquilibres régionaux.

Aussi suis-je particulièrement heureux que les Partis Socialistes européens se soient mis d'accord, lors de notre dernier Congrès de Berlin, pour réclamer une amélioration du fonctionnement démocratique de la Communauté...

Le combat pour de meilleures institutions européennes, c'est le combat pour une Europe plus socialiste. De toute évidence, si le Parlement Européen disposait, à l'heure actuelle, d'un pouvoir de co-décision avec le Conseil des ministres, nous bénéficierions d'une Communauté Européenne plus équilibrée dans ses objectifs politiques.

Jorge Arrate

Secrétaire Général du Parti Socialiste du Chili

Il y a quelques jours, le Chili a repris ses traditions libertaires après la trop longue nuit de la dictature...

Aujourd'hui le Parti Socialiste Chilien fait face au défi complexe de la reconstruction démocratique avec sérénité et responsabilité, et dans un esprit constructif.

Nous sommes l'une des deux principales forces politiques qui intègrent le gouvernement de Patricio Aylwin.

La ligne politique développée par notre Parti depuis trois ans, lorsque nous avons été les premiers à décider qu'il fallait affronter Pinochet au plébiscite et lorsque nous avons soutenu qu'il était



possible de terminer avec la dictature par des moyens pacifiques et démocratiques, nous a donné des bons résultats...

Nous avons beaucoup à faire pour vaincre les inégalités, l'injustice, la violence, et l'exploitation qui continuent à être le lot quotidien de trop de pays.

Voici un sujet à propos duquel les points de vue du Nord et du Sud s'écartent radicalement. Il y en a beaucoup au Nord qui, enthousiasmés par le succès des transformations démocratiques en Europe de l'Est, s'imaginent qu'il est possible de soutenir que la démocratie et le changement pacifique sont les signes de ces temps.

Sans aucun doute, ces transformations sont fondamentales. Mais lorsque l'on regarde depuis le Sud et particulièrement depuis l'Amérique Latine, les processus globaux qui nous affectent, d'autres réalités beaucoup plus douloureuses apparaissent devant nos yeux.

Dettes extérieures, augmentation de la pauvreté extrême, détérioration des conditions de vie, exten-

sion de la misère et de la marginalité, destruction de l'environnement, inégalités et injustice constituent la réalité latino-américaine qui est devenue encore plus dramatique dans ces années de crise (...).

Notre région non seulement n'a pas connu de croissance économique mais elle a vu diminuer sa participation dans le produit et dans le commerce mondial de façon significative, tandis qu'à travers le service de la dette extérieure et de la fuite de devises elle devenait exportatrice nette de capitaux (...).

Crise économique, guerre et intervention, instabilité, et autoritarisme ce sont des réalités en cours dans notre continent et dans d'autres régions du Sud de la planète (...).

Il n'y a pas deux réalités mondiales, et l'on ne peut pas espérer que le bien-être, la justice, la stabilité et la paix règnent dans quelques régions tandis qu'ailleurs l'on vit dans l'injustice, l'instabilité et la misère.

Sergiu Cunescu

Président du Parti Social Démocrate de Roumanie

Il faut constater que les pays de l'Est vivent aujourd'hui plus que jamais dans leur histoire, un même idéal, celui de préserver la liberté et la démocratie (...)

Le système communiste s'écroule partout sous nos yeux autant sur le plan politique que sur le plan économique, social et moral.

Nos pays doivent réaliser simultanément le remplacement du système politique et du système économique, situation encore inconnue en Europe.

Les pays de l'Europe de l'Est ont malheureusement aussi tous en commun une économie désorganisée qui pèse aujourd'hui sur le processus démocratique.

Nous avons en commun un appareil productif obsolète pour ne pas dire désuet; nous voulons tous réorganiser l'économie en gardant toujours le souci des équilibres sociaux (...).

En même temps, avec les transformations politiques, économiques et sociales, il faudra intégrer la culture dans le vrai espace culturel européen duquel on a été séparé par les régimes dictatoriaux. A travers la collaboration culturelle de nos pays, ainsi que par la transparence de nos frontières, nous devrions avancer vers une Europe unie.

On n'oubliera jamais ce que fut la République française qui soutint l'indépendance, la démocratie et les droits de l'Homme, y compris ceux des minorités nationales, y compris dans les pays d'Europe Centrale orientale, pendant et après la première guerre mondiale : la Tchécoslovaquie et la Pologne ont été les bénéficiaires des efforts diplomatiques de la France. La France a essayé de créer une Europe commune avant la lettre, c'est-à-dire il y a plus de soixante-dix ans. Il n'est que logique et naturel que la France aujourd'hui, guidée politiquement par le Parti Socialiste, s'engage dans la même démarche et nous comptons sur l'appui français pour aboutir à l'Europe unifiée.



Discours de clôture de Pierre Mauroy

Dans quelques minutes nous allons nous séparer. Nous allons quitter cette ville socialiste de Rennes, symbole du dynamisme économique lié à une tradition locale forte.

Nous y avons reçu un accueil chaleureux. J'en remercie en votre nom et de tout cœur notre camarade Edmond Hervé... et je me demande au Premier secrétaire fédéral, Jean-Claude Du Chalard, de transmettre ces remerciements à l'ensemble des militants de la fédération d'Ille-et-Vilaine qui ont beaucoup et bien travaillé.

Je remercie également en votre nom tous ceux qui ont beaucoup et bien travaillé, que ce soit le personnel de la fédération – ici, tous ceux qui se sont rassemblés, venant d'autres fédérations ou venant du centre national – ou que ce soit le service d'ordre, qui a eu beaucoup à faire. Bref, je remercie tous ceux qui ont travaillé pour nous et pour ce congrès.

Nous allons nous disperser dans les villes et les départements. Nous continuerons, bien sûr, à militer au sein d'un parti aujourd'hui au pouvoir, fort de son rayonnement et de son implantation, un parti, qui grâce en particulier à l'action de François Mitterrand, de Michel Rocard et de son gouvernement, a une place exceptionnelle dans la société française.

Mes camarades, aucun de nos congrès n'est indifférent, à l'échelle de cette histoire. Tous marquent une étape, un rendez-vous et une perspective. Tous comportent leur part d'exaltation, de passion et de désillusion...

Celui-ci, comme tous les autres, n'y manquera pas.

La presse s'est fait l'écho de nos débats. La tempête a parfois soufflé dans nos rangs, la passion n'a jamais été absente et il n'y a à cela rien à redire. Cela a prouvé, au moins, que notre congrès suscitait attente et écho. De ma place, par delà les différences, j'ai surtout entendu un appel à l'unité. L'unité, je le dis depuis plusieurs mois, est indispensable. La synthèse générale était dans l'intérêt du Parti.

Elle correspondait au contexte international exceptionnel qui nous a été rappelé, hier encore, par Oskar Lafontaine (...).

La synthèse, mes camarades, correspondait aussi à notre histoire de socialistes depuis 1971. Elle constituait, au moment d'engager une nouvelle étape sociale, l'exigence de mobilisation et de cohésion sans laquelle les socialistes ne sont pas vraiment eux-mêmes. Comme moi, vous souhaitiez l'unité dans le débat idéologique. Cette unité-là, je constate que nous l'avons trouvée et la nouvelle Déclaration de principes du Parti est un acte grave, qui nous engage. Elle témoigne de notre capacité à nous renouveler sans nous renier. Elle témoigne que nous avons su profiter des leçons de l'expérience en alliant, dans notre démarche, la culture de gouvernement à notre idéal socialiste.

Nous ne sommes pas seulement les gérants d'une société, nous sommes, comme tous ceux qui nous ont précédés, épris de transformation et d'idéal. Le socialisme reste, pour nous, une utopie, au sens vrai et noble de ce terme (...).

Comme moi, vous avez souhaité que l'on définisse le champ d'une nouvelle étape sociale. Nous avons questionné Michel Rocard et le Premier ministre nous a répondu. Il a défini, devant nous, les conditions d'une démarche précise, concertée, ambitieuse.

Certes, depuis des mois, les enjeux de pouvoir ont dominé les débats de fond. Ces enjeux sont d'ailleurs légitimes et notre Parti peut s'honorer de les mener au grand jour, même s'ils assombrissent parfois l'image que nous donnons de nous-mêmes... La démocratie est faite, aussi, de ces confrontations de personnalités...

On nous objectera sans doute que notre Commission des résolutions n'a pas constitué un débat d'idées à proprement parler. Il est vrai que la grande convergence qui existait finalement entre nous rendait en définitive moins prioritaire cette confrontation des idées. Le débat a parfois pu paraître secondaire.

Mais cela ne signifie pas que les socialistes ont cessé de s'intéresser aux idées ! Nos textes étaient, au contraire, d'une grande qualité et leur ressemblance n'enlève rien à cette qualité. Mais l'on débat



plus aisément de ce qui oppose et, d'une certaine façon, nous sommes là un peu victimes d'une cohésion interne qui est le fruit d'un travail de vingt années (...).

Au moment de nous séparer, nous devrions constater nos accords plutôt que nos différences. J'ai déjà dit un certain nombre de ces points de convergence: le débat idéologique, la nouvelle étape sociale. Je devrais ajouter les interrogations sur l'écologie et l'environnement et aussi des débats que nous devons mener ensemble: la nécessité de restituer une véritable dimension sociale à la démarche européenne, l'inévitable réflexion sur la désarmement, les fondements d'une nouvelle démarche socialiste en faveur de la paix et bien sûr encore la démocratisation dans l'entreprise, l'utilisation du secteur public, la réforme de la fiscalité... C'est notre diversité qui doit nourrir notre identité.

Nous avons à fixer prioritairement les contours de notre programme pour les élections législatives de 1993: quelle croissance sociale? Quels objectifs de réduction des inégalités? Comment concilier l'évolution des rémunérations et l'emploi?

L'actualité ouvre sans cesse de nouveaux chantiers. Nous avons à les aborder et nous devons le faire, comme cela a été proposé par plusieurs d'entre nous, au sein d'une grande Convention nationale qui devra être préparée dans le cadre d'un large débat militant.

Les relations avec le monde en voie de développement doivent aussi appeler notre attention prioritaire et nous devons trouver le cadre d'un débat large et innovant.

Je ne doute pas que, sur ces thèmes, nous trouvions les conditions d'un accord. Il faudra aussi nous accorder sur les modalités de la rénovation du Parti (...).

Mais, pour terminer, je voudrais vous dire que ce qui nous a sans doute manqué dans ce congrès, riche pourtant d'idées, après un débat extraordinaire qui a tout de même duré neuf mois (un débat sur les contributions, un débat ensuite sur nos motions), c'est la volonté du rassemblement (...).

Oui! Nous avons besoin de cet esprit de rassemblement et, lorsque j'ai lancé le débat, je vous avais prévenus: il est nécessaire d'aller à la synthèse, au-delà de nos contributions!

Eh bien! On n'a pas choisi ce chemin. Le débat de ces derniers mois a été trop rude, trop de coups ont été portés aux uns et aux autres dans ce débat et, d'une certaine manière, ce qui s'est passé ici, à Rennes, c'est le télescopage entre la rudesse de ce débat que nous avons eu dans nos sections et nos fédérations, et ce congrès, qui aurait pu être celui d'une formidable synthèse générale.

Ici, à Rennes, elle est manquée, mes camarades, c'est vrai, et j'en suis triste comme vous, d'une certaine façon. Mais je ne désespère pas et il est essentiel qu'on continue dans cette voie.

Toute la nuit, qui a été une nuit blanche, une nuit difficile, une nuit de procédure (une nuit comme rarement on en passe, tout de même, lorsqu'on est entre socialistes!), j'ai cherché cette synthèse générale. A un moment donné, sans doute y a-t-il eu une petite lueur... C'est parce qu'il y a eu cette petite lueur que, tout à l'heure, à la Commission des résolutions, j'ai demandé qu'un groupe de travail puisse se réunir et que, mardi, ceux qui sont représentatifs des motions puissent se rencontrer pour essayer d'avancer vers cette synthèse générale.

Je vous le dis, ce dont nous avons besoin, bien sûr, c'est de la confrontation de nos idées, c'est aussi de la rudesse lorsqu'on défend ses idées, mais ce qui nous a manqué et ce qui doit être la loi des socialistes c'est, lorsque nous avons confronté nos points de vue, lorsque nous nous sommes opposés les uns et les autres, lorsque l'heure du congrès arrive, le rassemblement!

C'est cela qui est indispensable pour les socialistes... et j'appelle tous ceux qui sont derrière les motions (derrière toutes les motions) à avoir présente à l'esprit la nécessité de faciliter ce rassemblement! (...)

Merci, en tous les cas, de votre participation passionnée. Si cette passion, qu'on a trop mise à nous opposer les uns aux autres, et pas toujours pour des idées (dans la mesure où nous sommes d'accord sur beaucoup de ces idées) mais pour marquer le territoire, pour marquer son avantage, si cette passion, nous la mettons au service de notre Parti pour nous rassembler, alors oui, mes camarades, tout nous sera permis!

Au revoir et bon travail dans vos sections et dans vos fédérations!



Comité directeur

Membres titulaires

Pierre Mauroy,

Maurice Adevah-Pœuf - Claude Allègre - Walter Amsallem - Michèle André - Jean Auroux - Edwige Avice - Jean-Marc Ayrault - Jean-Paul Bachy - Alain Barrau - Claude Bartolone - Philippe Bassinet - Pierre Bérégovoy - Alain Bergougnieux - François Bernardini Jean-Marcel Bichat - André Billardon - Bernard Bioulac - Gilbert Bonnemaison - Jean-Claude Boulard Pierre Bourguignon - Pierre Brana - Frédérique Bredin Nicole Bricq - Vincent Buroni - Jean Carassou Françoise Carle - Marie-Arlette Carlotti - Roland Carraz - Robert Chapuis - Michel Charzat - Jacques Chérèque - Jean-Pierre Chevènement - Gérard Collomb Jean-Pierre Cot - Jean-Louis Cottigny - Marcel Debarge - Michel Debout - Colette Deforeit - Bertrand Delanoé - Michel Delebarre - Gérard Delfau - Jacques Delors - Marie-Jo Denys - Bernard Derosier - Jean-Pierre Destrède - Yves Dollo - Geneviève Domenach-Chich Tony Dreyfus - Claire Dufour - Yves Durand - Josette Durrieu - Henri Emmanuelli - Claude Estier - Claude Evin - Laurent Fabius - Georges Fillioud - Claude Fleutiaux - Daniel Frachon - Anne-Catherine Franck Sylvie François - Georges Frèche - Gérard Fuchs Colette Gadioux - Max Gallo - Françoise Gaspard

Gérard Gaumé - Jean-Bernard Geoffroy - Jean Germain Jean Glavany - Christian Goux - Claudette Grosse Pierre Guidoni - Edmond Hervé - Jeanine Jarnac Jean-Pierre Joseph - Lionel Jospin - Charles Josselin Pierre Joxe - Jean-Pierre Kucheida - André Laignel Pascal Lamy - Jack Lang - Jean Le Garrec Jean-Marie Le Guen - Louis Le Pen - Marie-Noëlle Lienemann - Gérard Lindeperg - Catherine Mabrut-Lissonde - Gilles Martinet - Jean-Luc Mélenchon Jacques Mellick - Louis Mermaz - Louis Mexandeau Didier Migaud - Jean-Pierre Mignard - Elisabeth Mitterrand - Didier Motchane - Marie-Thérèse Mutin Henri Nallet - Véronique Neiertz - George Paulangevin - Daniel Percheron - Nicole Pery - Jean-Claude Petitdemange - Michel Pezet - Christian Pierret - Jean-Paul Planchou - Bernard Poignant Jean Poperen - Jean-Jack Queyranne - Paul Quilès Alain Richard - Michel Rocard - Bernard Roman Yvette Roudy - Jacques Salvator - Michel Sapin Georges Sarre - Gérard Saumade - Claude Saunier Françoise Seligmann - Olivier Stirn - Dominique Strauss-Kahn - Jean-Pierre Sueur - Yves Tavernier Eugène Teisseire - Catherine Trautmann - Geneviève Vacheret - Daniel Vaillant Marcel Wacheux.

Membres suppléants

Annick Aguirre - Jean-Marie Alexandre - Guy Allouche Jacqueline Alquier - Yvonne Arrou-Vignod - Jean-Paul Bacquet - Gérard Bapt - Gilles Bardou Christian Bataille - Joël Batteux - Guy Bèche Jean-Pierre Bel - André Bellon - Jean-Michel Belorgey Monique Benguiga-Cerisier - Gérard Bernheim Yannick Bodin - Françoise Boilletot - Denis Bonvalot Jean-Michel Boucheron - Bernadette Bourzai - Jean-Claude Boyer - Marcel Cabiddu - Jean-Marie Cambacérès - Jean-Christophe Cambadélis - Jean-Louis Carrère - Pierre Castagnou - Gilles Catoire Robert de Caumont - Albert Cervera - Daniel Chollet Alain Claeys - Bernard Clavaud - Lyne Cohen-Solal Catherine Coutard - Laurent Croce - Jean Crusol Françoise Dal - Madeleine Darbel - André Deluchat Jean-Pierre Demerliat - Charles Depoorter - Yvon Deschamps - Jean-Louis Dieux - Raymond Douyère Julien Dray - Claude Dupont - Françoise Durand Nicole Feidt - Michel Fontaine - Raymond Forni Roger Fougères - Charles Gauthier - Eva Gendrault Claude Germon - Maryvonne Gerretsen - Robert Gilly Gérard Gouzes Jacques Granie - Didier Guillaume Catherine Guy-Quint - Bernadette Guyard - Michel Hervé

Pierre-Yves Heurtin - François Hollande - Jacques Hortala - Maurice Janetti - Gilles Johanet - Michel Kalis - Marietta Karamanli - André Labarrère - Mireille Lacombe - Catherine Lalumière - Serge Lamaison Françoise Laurant - Jean-Luc Laurent - Gérard Le Gall Alain Le Vern - Bastien Leccia - Jean-Yves Ledéaut Blandine Lejeune - René Leucart - Paul Lussault Philippe Madrelle - Thierry Mandon - Didier Manier Philippe Marchand - Jean-Pierre Masseret - Arnaud Massip - Didier Mathus - Mohamed Mebtoul Marlène Mélisse - Jean-François Merle - Norbert Metairie - Jacques Moreau - Pierre Moscovici - Marie-Claude Nectoux - Alain Neri - Michel Neumuller Bernard Pigamo - Roland Povinelli - Lise Rochowiak Alain Rodet Gilbert Roger - Jacques Roger-Machart Dominique Rouillet - Bernadette Roux - André Ruiz Régine Saint-Cricq - Michel Sainte-Marie - Philippe San Marco - Pierre Schapira Patrick Sève - Annie Solo René Souchon - Gisèle Stievenard - Simon Sutour - Frédéric Thiriez - Isabelle Thomas - Ghislaine Toutain - Manuel Valls - Michel Vauzelle - Guy Verdier - Michel Vignal Maurice Villegas - Henri Viols - Gérard Welzer - Lucien Weygand - Marc Wolf - Jean-Pierre Worms - Michel Yoyo.

Après le Congrès, nous avons eu à déplorer la disparition de deux camarades. Jacques Piette est remplacé par Claude Saunier. Henri Fiszbin est remplacé par Eva Gendrault.



Texte de la synthèse générale

Rassembler à gauche

Les défis

Le congrès de Rennes s'est déroulé en un moment où le monde bouge à l'Est et au Sud, où les événements en Europe conduisent inmanquablement à une nouvelle donne. Cette situation commande de réévaluer nos analyses et nos orientations.

Notre pays lui-même est en pleine mutation : l'action menée par le gouvernement de Michel Rocard depuis deux ans commence à produire des effets positifs dans toute une série de secteurs : RMI, logement, formation professionnelle, éducation nationale, modernisation des armées... Pourtant l'attente des salariés demeure encore profonde. C'est que la crise que nous avons connue est loin d'avoir vu tous ses effets résorbés ; malgré un nombre important de créations d'emplois qui a permis un premier recul du chômage, celui-ci demeure à un niveau élevé ; après des années de nécessaire rigueur, les aspirations salariales sont fortes ; quant aux inégalités, elles sont de plus en plus mal supportées.

C'est tout cela qui explique, malgré les résultats exceptionnels obtenus lors des élections municipales, à l'occasion des élections partielles, les abstentions de gauche et la montée de l'extrême-droite.

Pour inverser ce mouvement, la gauche doit affirmer ses valeurs, celles du socialisme démocratique et de la République.

C'est aux idées de laïcité et de citoyenneté qu'il convient d'abord dans les circonstances présentes de rendre toute leur force. La laïcité, parce qu'elle donne vie au rapport entre les citoyens et l'Etat, demeure un pilier de la cohésion nationale.

La citoyenneté, parce qu'elle est au cœur du processus démocratique, est le meilleur rempart contre les idées d'exclusion de l'extrême-droite.

Il nous faut affirmer nos valeurs. Il nous faut aussi faire passer dans les faits nos ambitions sociales : assurer la solidarité entre tous les Français, réussir l'intégration des immigrés.

Cela ne se fera pas sans une réhabilitation de l'Etat. Il convient donc d'intensifier les efforts de rénovation des grands services publics : éducation nationale, formation professionnelle, santé, justice, sécurité, administration des PTT.

Solidarité, égalité des chances, rénovation de l'Etat, partage, démocratie politique : telle est bien la trame de fond d'une République sociale vivante qu'il appartient aux socialistes au pouvoir de rendre aux citoyens.

On attend des socialistes, en effet, qu'ils mettent en œuvre pour les années à venir une politique cohérente, efficace, juste, susceptible de corriger les excès du libéralisme économique et financier, – en engageant dès à présent une nouvelle étape de la politique économique et sociale, – en renforçant une Europe indépendante à partir d'une France forte.

Voilà les principaux enjeux de la période.

Les socialistes se trouvent à la croisée des chemins. Pour gagner en 1993, il leur faudra mobiliser à gauche, toutes les réserves de la gauche, créer un élan majoritaire.

Les difficultés de la tâche exigent le rassemblement des socialistes au sein d'un parti populaire, un parti de débats et d'idées sûr de sa volonté de transformer la société.

Ce n'est que sur des orientations fermes et une stratégie claire que l'on peut fonder la victoire.



Une politique économique et sociale volontaire

Les socialistes assurent, depuis 1981, à l'exception de la parenthèse conservatrice, la responsabilité de la politique économique et sociale. Des résultats indéniables ont été obtenus: l'inflation est pratiquement maîtrisée, la modernisation de l'appareil de production est entreprise, les finances publiques sont assainies, la lutte contre la pauvreté a été engagée; depuis deux ans la croissance reprend. Mais un chômage trop élevé subsiste, le déficit du commerce extérieur s'aggrave, malgré les efforts accomplis en deux ans, les inégalités entre les revenus du capital et du travail se sont creusées au cours des années. L'effort de modernisation réel, tant des structures productives que des rapports sociaux, doit être amplifié; c'est le sens d'une politique de croissance sociale pour réduire les inégalités.

Toute notre politique économique doit être orientée vers l'obtention de la plus grande croissance possible, car sans croissance forte nous ne pourrions ni combattre le chômage, ni réduire les inégalités.

Une politique de croissance sociale vise à mettre la monnaie au service de l'économie. Il est impératif de desserrer la contrainte extérieure et de dégager un solde commercial positif. Il s'agit là, pour un grand pays comme le nôtre, d'un objectif stratégique. Pour cela, il faut encourager l'investissement par une politique monétaire qui favorise la baisse des taux d'intérêt tout en consolidant le franc, en tirant parti des marges de manœuvre permises par les résultats des politiques de désinflation que nous avons menées. Cette politique doit être résolument offensive, dégagée de tout dogme et de tout modèle.

La puissance publique doit jouer un rôle d'orientation à long terme grâce à un plan rénové, sélectif, et à une politique industrielle scellant un équilibre dynamique entre secteur public et secteur privé. Un grand secteur public concurrentiel, dont la réussite des nationalisations de 1982 a prouvé l'efficacité, est plus que jamais nécessaire.

Dans ce cadre, des actions spécifiques et ciblées devront être développées à la fois pour combler nos handicaps (recherche industrielle, exportations, formation...) et pour valoriser nos atouts (politique des villes, réseaux de transports, développement universitaire).

Nous nous prononçons ainsi pour l'économie mixte. Nous refusons le discours de l'"Etat minimum" ! Nous refusons la paupérisation des servi-

ces publics. Nous ne pouvons accepter de diminution des ressources de l'Etat au nom de l'Europe qui ne serait pas justifiée par de réelles avancées sociales. Car nous nous sommes placés devant nos responsabilités en ce début de décennie: encore et toujours, préparer l'avenir par un effort sans précédent en faveur de l'éducation, de la recherche et de la formation, par une aide de grande ampleur au logement social, par une politique renouvelée, plus solidaire, de la ville, par une action déterminée de lutte contre la précarité et d'insertion, par la reconnaissance effective de tous les droits des femmes, par une profonde rénovation des structures de l'Etat et de la Fonction publique.

Au total l'Etat doit prendre sa juste place. Service public, intervention publique peuvent être le levier privilégié de promotion d'une meilleure égalité des chances.

Un plus juste partage des richesses dans un contexte de croissance retrouvé, répond à l'aspiration à une véritable réduction des inégalités. La justice sociale est aujourd'hui un facteur déterminant de la croissance économique. Bref, un nouveau compromis social s'avère indispensable.

Il devrait être ce contrat entre le progrès économique et la cohésion du corps social pour la justice sociale, idée maîtresse de la *Lettre à tous les Français* de François Mitterrand. Ce contrat des temps nouveaux sera l'engagement commun des partenaires sociaux: il correspond à la volonté du gouvernement. La proposition du pacte de croissance s'inscrit dans cette perspective.

Ce contrat ne prévaudra que si les forces du monde du travail, les salariés et petits exploitants se mettent en mouvement vers un tel objectif. C'est à nous, socialistes, de donner l'élan. Gouvernement et Parti socialiste peuvent et doivent réussir, ensemble, unis et complémentaires dans l'action et la réflexion.

Les socialistes en appellent au monde du travail. Ils disent: "Rassemblons-nous, agissons pour ce contrat de justice sociale qui, d'abord, rendra sa part équitable au revenu salarial. C'est le grand dessein que nous voulons réussir avec vous en ces deux prochaines années."

Dans ce cadre, il convient d'abord de redonner aux salaires une évolution plus dynamique que celle des autres revenus. Surtout lorsque ces derniers ne sont pas orientés vers l'investissement. Le relèvement des bas salaires dans le public et le



privé est prioritaire. L'augmentation réelle des salaires, contenue dans la limite des gains de productivité, pourra être fixée en tenant compte des résultats des entreprises dans le secteur privé ou para-public, ou de la croissance dans le secteur public. De plus, il devrait être fait une place plus large à l'extension du salaire différé, notamment par le recours aux fonds salariaux.

La création d'emplois demeure la priorité d'une politique de justice sociale et économique: si elle ne peut résulter, pour beaucoup, que d'un rythme soutenu de la croissance économique, la réduction et la réorganisation du temps de travail peuvent néanmoins concourir réellement à la diminution du chômage. Dans ce sens une nouvelle étape significative doit s'envisager. La lutte contre le chômage implique également un effort d'insertion à l'égard des chômeurs de longue durée et une amplification du crédit formation.

Dans ce même ordre d'idées, il nous faut mettre en œuvre une réforme d'ensemble de notre fiscalité susceptible à la fois d'accroître l'efficacité économique et d'améliorer la redistribution des revenus. La nature des prélèvements locaux et sociaux archaïques, injustes et inadaptés, n'est plus acceptable. L'examen d'une nouvelle fiscalité du patrimoine doit être entrepris. Plus largement, pour mener à bien une grande politique de solidarité nationale, le problème de l'évolution de la sécurité sociale doit être posé, en regard des exigences de justice sociale et des nécessités financières. En matière de retraites comme dans le domaine de la santé, nous devons améliorer la protection sociale et combattre ainsi la logique libérale.

Enfin, le renforcement du dialogue dans les entreprises est assurément un moyen de politique sociale active. Il faut pousser plus loin la démarche des lois Auroux et Roudy de façon à assurer la représentation des travailleurs dans toutes les

instances de décision des entreprises de plus de 200 salariés. Le renforcement des syndicats est une condition du progrès social, il faudra le favoriser car c'est en définitive une véritable gestion démocratique de l'entreprise qu'il reste à inventer.

La démocratisation de notre société revêt de multiples autres aspects. Il nous faudra rééquilibrer le rôle du pouvoir législatif par rapport à l'exécutif, poursuivre l'œuvre de décentralisation engagée en 1982, en préservant les solidarités nécessaires entre les collectivités dans le respect de la légalité.

Nous devons également donner toute sa place au développement de l'espace rural en conservant à l'agriculture son rôle économique, social, mais aussi écologique.

L'aménagement du territoire doit demeurer un outil essentiel de lutte contre les inégalités entre les différentes fractions du territoire national. A cet égard il nous faudra particulièrement approfondir les relations de partenariat entre la métropole et l'outre-mer. Plus généralement les problèmes de l'Outre-Mer devraient être mieux pris en compte par le Parti, la délégation nationale à l'Outre-Mer fera des propositions dans ce sens.

D'autres terrains appellent une action résolue des socialistes: lutter contre toutes les manifestations de racisme, qui conduisent parfois au meurtre prémédité est une tâche majeure. Faire barrage à l'extrême-droite, cela commence en faisant barrage à la désyndicalisation, à l'abstentionnisme ou à la dépolitisation. Faire barrage à l'extrême-droite, cela commence en faisant barrage à la misère ou à la désespérance quotidienne, c'est la tâche du gouvernement et du Parti. Nous devons prendre l'initiative d'une puissante campagne de mobilisation et d'explication politique contre le Front National et pour les valeurs de la démocratie. L'axe de cette campagne sera notre refus du racisme, la défense et l'illustration de notre idée de la France.

Une grande ambition internationale pour la France

- ***Renforcer la Communauté, fonder la Confédération européenne.***

La crise du communisme totalitaire est patente et, pour la première fois, avouée. Les effets de la perestroïka, directs ou indirects, et l'unification allemande bouleversent la carte de l'Europe. Des questions nouvelles se posent à nous.

Nous devons faire la preuve que la seule réponse historique à l'évolution des sociétés modernes n'est

pas, à l'Est, le retour au capitalisme, ni, à l'Ouest, son accentuation, mais le socialisme démocratique.

Déjà, François Mitterrand a tracé la voie: renforcer la communauté des Douze, "Pierre angulaire de la construction européenne", et promouvoir la Confédération européenne.

Le renforcement de la communauté doit permettre de mieux affirmer un modèle économique, social et politique original. Il ne peut se réaliser



qu'au travers de politiques communes qui demeurent insuffisantes : politique industrielle, formation, recherche, télécommunications, politique culturelle, régionale, de l'aménagement du territoire. Nous devons, de ce point de vue, lier les transferts de compétences envisagés à des progrès effectifs en matière sociale et politique, les avancées européennes nécessaires à l'approfondissement des droits des travailleurs dans le respect de l'identité des nations et des peuples.

Nous voulons équilibrer les forces du marché par des institutions démocratiquement contrôlées et une action communautaire forte qui constituent la condition d'une Europe vraiment européenne.

Le nouveau contexte international nous en fournit l'occasion. Pour redonner à l'Europe sa véritable dimension, nous devons associer à cette construction les démocraties naissantes à l'Est. C'est le sens de la proposition de confédération formulée par François Mitterrand. Les socialistes doivent s'impliquer pleinement dans la réalisation de ce projet. Le PS à tous les niveaux doit être présent et actif pour accompagner et encourager le développement démocratique à l'Est.

• *Une autre coopération pour un autre développement.*

Ces évolutions ne doivent pas occulter l'enjeu fondamental que constitue la lutte contre les inégalités Nord-Sud. La France doit inciter la CEE à accorder une priorité à l'approfondissement des relations avec le bassin méditerranéen et notamment le Maghreb. La Communauté doit aussi agir dans la direction d'une réduction du poids de la dette des pays en développement. La remise en cause des inégalités à l'échelle internationale est un enjeu décisif pour notre avenir.

Un parti fort et réuni pour rassembler à Gauche

Notre stratégie est celle du rassemblement à gauche. Cela implique tout d'abord que nous ne devons oublier ni l'existence du Parti communiste ni celle d'une sensibilité communiste. La crise du PC est par ailleurs aujourd'hui si profonde face aux événements à l'Est, les interrogations qui le traversent et les interpellations dont il fait l'objet sont si fortes que nous ne pouvons faire l'impasse sur un possible changement d'attitude du Parti communiste et les perspectives que cela ouvrirait à nouveau pour l'union des forces de progrès.

• *Agir pour la paix et la sécurité.*

Le bouleversement de la carte de l'Europe implique qu'un nouveau système de sécurité remplace les anciens, car les blocs se délitent. Or, il n'y a pas de sécurité durable sans équilibre : un vide stratégique au centre de l'Europe pourrait être source de nouvelles tensions.

Pour que l'Europe soit un continent de paix, nous devons faire en sorte que les réductions de forces, qui interviendront lors des accords de désarmement, aboutissent à une sécurité accrue. La France en prendra sa part. Si, comme nous le souhaitons, des progrès effectifs sont réalisés sur la voie du désarmement négocié, la France peut envisager une diminution de la part des dépenses militaires en proportion de la PIB. Mais nous devons faire en sorte que soit maintenu un équilibre de sécurité stable à travers des dissuasions minimales à l'Est et à l'Ouest, dont M. Gorbatchev lui-même a reconnu le bien-fondé.

La France, notamment grâce à sa force de dissuasion, peut apporter une contribution importante à une identité ouest-européenne de défense, au sein d'un système de sécurité collective conçu à l'échelle de l'Europe tout entière.

Dans l'immédiat, la priorité est à la réduction des armements conventionnels et à la correction des asymétries. Il faut également réduire l'armement nucléaire des puissances surarmées. Nous devons construire la paix pour les générations futures. Ayons conscience des responsabilités particulières qui en découlent pour la France.

Le Parti Socialiste, qui n'a pas tenu d'Assises nationales sur les problèmes de défense depuis sa Convention de 1978, fera le point sur cette question au cours de la Convention nationale sur le projet qui se tiendra d'ici le deuxième trimestre 1991.

Dans le même temps, nous devons dialoguer avec tous ceux qui donnent priorité à la justice sociale, aux Droits de l'Homme, à la tolérance, qui veulent travailler dans la majorité présidentielle, qui se reconnaissent dans les grandes lignes de la politique de croissance et de progrès social que nous souhaitons pour notre pays, avec tous ceux qui militent prioritairement dans les associations et dont les buts sont proches des nôtres, avec tous ceux qui s'étaient éloignés du Parti Communiste et qui ne nous ont pas encore rejoints.



Toute une campagne de multiples rencontres dans tout le pays, avec tous ceux-là, avec des syndicalistes, des militants coopératifs, préparerait, sur les deux ans à venir, les Etats généraux de la gauche et des forces de progrès.

C'est dans ce cadre-là, où se retrouveront tant d'énergies militantes, ceux qui ont leur carte du Parti Socialiste et ceux qui ne l'ont pas, qu'il serait fécond que la gauche française se remette en question, qu'elle actualise ses perspectives, ses structures et ses méthodes.

Nous devons enfin faire de l'écologie un axe central de notre réflexion et de notre action. Bien sûr, le vote vert est pour une part un vote de défiance vis-à-vis de la politique, un refuge pour certains électeurs de gauche désillusionnés. Mais il témoigne d'un réflexe qui n'est pas que négatif, car le problème de l'environnement va revêtir une importance majeure. Les socialistes, au gouvernement, dans les régions, dans les départements, dans les communes, doivent être les premiers écologistes de France. Nous devons renforcer la législation, recruter un corps bien formé de contrôleurs, promouvoir une fiscalité favorable à l'écologie, opposer la "croissance propre" au "laisser-faire, laisser polluer" du libéralisme.

Nous avons donc nous-mêmes à préciser dans la prochaine année le projet socialiste que nous présenterons aux Françaises et aux Français afin de faire partager notre ambition à tous ceux qui veulent le rassemblement à gauche.

Il nous faudra, à partir des valeurs de notre déclaration de principes unanimement adoptée au Congrès de Rennes, élaborer un projet pour la France de l'An 2000, en associant de manière

ouverte toutes les forces vives du pays. Pour ce faire, une Convention nationale devra être convoquée. C'est sur ces bases que nous pourrons élaborer la plate-forme que nos candidats défendront en 1993.

Pour mettre en œuvre ce projet, notre Parti doit être conçu, organisé, mené de façon à promouvoir le débat, proposer des idées et développer la démocratie interne. Nous avons une histoire et une ambition. Le Parti Socialiste doit demeurer un parti populaire, un parti de militants capable de formuler collectivement un projet de transformation sociale et de le faire passer dans la réalité.

Dans cet esprit, décidons de réunir une Convention nationale qui, après débat dans les fédérations, aura pour mission de rénover le Parti, d'améliorer son fonctionnement. La préparation et le déroulement du Congrès ont montré l'impérieuse nécessité de ce débat. D'ores et déjà, notre Congrès a adopté le principe du vote secret, de la nécessaire transparence des adhésions, d'un code électoral interne ainsi que le principe "un militant - une voix - un mandat".

Pour le PS un nouvel élan est nécessaire. Il est voulu par les militants, souhaité par nos électeurs. Si nous le concrétisons, nous pourrons exprimer notre confiance dans la réussite de notre combat commun pour rassembler les socialistes, adapter notre projet à ces perspectives, en un mot pour que les Françaises et les Français bâtissent eux-mêmes leur destin.

Cet élan ne sera possible que si une volonté claire et sincère de respecter en commun un véritable engagement de solidarité dans l'action nous unit dans l'avenir.

Bureau exécutif

Titulaires

Pierre Mauroy,

Claude Allègre - Jean-Marc Ayrault - Claude Bartolone
André Billardon - Jean-Claude Boulard - Pierre Brana
Michel Charzat - Marcel Debarge - Michel Debout
Colette Deforeit - Claire Dufour - Henri Emmanuelli
Laurent Fabius - Daniel Frachon - Gérard Fuchs

Suppléants

Jacqueline Alquier - Jean Auroux - François Bernardini
Jean-Marcel Bichat - Frédérique Bredin - Marie-Arlette
Carlotti - Gérard Collomb - Jean-Louis Cottigny
Geneviève Domenach-Chich - Sylvie François - Jean

Pierre Guidoni - Gérard Lindeperg - Louis Mermaz
Daniel Percheron - Christian Pierret - Alain Richard
Bernard Roman - Yvette Roudy - Françoise Seligmann
Gisèle Stievenard - Daniel Vaillant.

Germain - Jean-Pierre Joseph - Gérard Le Gall
Catherine Mabrut-Lissonde - Thierry Mandon - Pierre
Moscovici - George Pau-Langevin - Jean-Claude
Petitdemange - Michel Sapin.



Secrétariat national

Premier secrétaire : Pierre MAUROY

Secrétaires nationaux

* Marcel	DEBARGE	Coordination
* Henri	EMMANUELLI	<i>Budget, Administration et Trésorerie</i>
* Gérard	LINDEPERG	<i>Formation</i>
* Pierre	GUIDONI	<i>Relations internationales</i>
* Michel	DEBOUT	<i>Entreprises et Problèmes de société</i>
Daniel	VAILLANT	<i>Fédérations</i>
Claude	BARTOLONE	<i>Relations extérieures</i>
J.-Claude	PETITDEMANGE	<i>Elections</i>
Yvette	ROUDY	<i>Droits de la Femme</i>
Bernard	ROMAN	<i>Information et Communication</i>
J.-Claude	BOULARD	<i>Affaires sociales et Insertion</i>
Christian	PIERRET	<i>Urbanisme, Ecologie et Collectivités Territoriales</i>
Pierre	MOSCOVICI	<i>Etudes</i>

* Le Comité de Coordination comprend le Premier secrétaire et les cinq secrétaires nationaux représentant chacune des motions.

Porte-parole du Parti : Jean-Jack QUEYRANNE

Secrétaires nationaux adjoints auprès du Premier secrétaire

Gérard	COLLOMB	<i>Chargé des Organismes associés (ISER, Solidarités internationales Fondation)</i>
Gérard	FUCHS	<i>Affaires européennes et Sécurité</i>
Michel	CHARZAT	<i>Projet</i>
Claire	DUFOUR	<i>Droits de l'Homme, Lutte contre le racisme, Intégration</i>
Sylvie	FRANÇOIS	<i>Education et Recherche</i>
Jean-Marcel	BICHAT	<i>M.J.S.</i>

Secrétaire nationale adjointe auprès du secrétaire national à la Coordination

Françoise SELIGMANN *Presse interne Organismes centraux*

Secrétaire national adjoint auprès du secrétaire national à la Formation

Thierry MANDON *Formation*

Secrétaire nationale adjointe auprès du secrétaire national aux Relations internationales

Gisèle STIEVENARD *Action humanitaire*

Secrétaire national adjoint auprès du secrétaire national aux Entreprises et aux Problèmes de société

Jean-Louis COTTIGNY *Entreprises*

Secrétaire national adjoint auprès du secrétaire national aux Fédérations

Daniel FRACHON *Fédérations*

Secrétaire national adjoint auprès du secrétaire national aux Elections

Gérard LE GALL *Etudes politiques*

Secrétaire nationale adjointe auprès du secrétaire national à l'Information et à la Communication

Frédérique BREDIN *Audiovisuel*

Auprès du secrétaire national à la Formation, auprès du secrétaire national aux Fédérations, auprès du secrétaire national aux Elections, la collégialité sera assurée par un membre du Bureau exécutif de chaque motion.

Louis MEXANDEAU a été désigné Président de la commission d'histoire du P.S.

Commission nationale des conflits

Titulaires

Jean-Claude Blanc - Jean-Pierre Bonin - François Borella
Yves Colmou - Patrice Durand - Philippe Farine - Bernard
Le Savouroux - Guy Lengagne - Jean Leroy - Francis Musard
Guy Penne - Jean-Michel Rosenfeld - Luc Soubre.

Suppléants

Yves Arnaud - Jean Bonat - Odette Casanova - Gérard
Denecker - René Dosieres - Bernard Ferrand - André Girard
Gérard Grunberg - Jean-Michel Guerre - Mireille Larrouy
Gisèle Saint-Laurent - Michel Vienot - Michel Villand.

Commission nationale de contrôle financier

Titulaires

Jean-Pierre Aubert - Georges Beauchamp - Jacques
Bellanger - Isidore Canope - Pierre Denizet - Michel Dubois
Richard Moatti - Robert Moreau - Michel Neugnot - Patrick
Peugeot - Jean-François Picheral - Michel Thauvin
Yvonne Theobald-Paoli.

Suppléants

Gilles Cabirol - Jacques Calmon - Jean-Claude du Chalard
Lucien Dupuis - Françoise Gastebois - Dominique Jourdain
Jacques Jusforgues - Jacques Manceau - Michel Margnes
Michel Raffet - Régine Spinglard - Jean Weber - Pierre
Zemor.



Listes des délégations étrangères présentes au congrès de Rennes

Afghanistan (*Gouvernement Islamique Provisoire*) - Afrique du Sud (*ANC*) - Algérie (*FLN, Front des Forces Socialistes, Rassemblement pour la Culture et la Démocratie*) - Arménie (*Dashnak, Mouvement National Arménien*) - Autriche (*Parti Socialiste Autrichien*) - Belgique (*Parti Socialiste, Socialistische Partij*) - Brésil (*Parti Social Démocrate du Brésil, Partido do Movimento Democrático Brasileiro, Partido Democrático Trabalhista Brasileiro*) - Bulgarie (*Parti Ouvrier Social Démocrate, Parti Socialiste d'Alternative, Union des Forces Démocratiques*) - Burkina Faso (*Front Progressiste Voltaïque*) - Cambodge (*FUNCPEC, PPRK*) - Chili (*Parti Socialiste du Chili*) - Chypre (*EDEK*) - Congo (*Parti Congolais du Travail*) - Corée du Nord (*Parti du Travail de Corée*) - Cuba (*Parti Communiste Cubain*) - Dominique (*Dominican Labour Party*) - Egypte (*PND*) - Espagne (*PSOE*) - Estonie (*Parti Social Démocrate pour l'indépendance d'Estonie*) - Finlande (*Parti Social Démocrate*) - Grande-Bretagne (*Parti Travailleiste*) - Grèce (*PASOK, Gauche Hellénique*) - Guatemala (*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca*) - Guinée Bissau (*PAIGC*) - Haïti (*PANPRA, KONAKOM*) - Hongrie (*Fidesz, Parti Social Démocrate, Parti Socialiste, SDS*) - Ile Maurice (*Mouvement Militant Mauricien, Parti Travailleiste*) - Irak (*Parti Baas Irakien, Union Patriotique du Kurdistan*) - Iran (*Parti Démocratique du Kurdistan*) - Israël (*MAPAM, Parti Travailleiste Israélien, RATZ*) - Italie (*PSI, Parti Communiste*) - Liban (*Parti Socialiste Progressiste*) - Lituanie (*Parti Social Démocrate*) - Luxembourg (*Parti Ouvrier Socialiste*) - Madagascar (*MFM, VONJY (VITM)*) - Malte (*Parti Travailleiste*) - Maroc (*USFP*) - Mexique (*Parti Révolutionnaire Institutionnel, Parti Révolutionnaire Démocratique*) - Népal (*Parti du Congrès*) - Nicaragua (*Front Sandiniste de Libération Nationale*) - Norvège (*Parti Travailleiste Norvégien - DNA*) - Pakistan (*PPP*) - Palestine (*OLP*) - Pays-Bas (*PVDA*) - Pérou (*Accord Socialiste PSR, Partido Aprista Peruano*) - Philippines (*PDSP*) - Pologne (*Parti Socialiste, Parti Social Démocrate, Solidarité, Union Sociale Démocratique de la République de Pologne*) - Portugal (*Parti Socialiste*) - Québec (*Parti Québécois*) - RFA (*SPD*) - RDA (*PDS*) - Vietman (*Parti Communiste*) - République Dominicaine (*Parti de Libération*)

Dominicaine) - Roumanie (*Parti Social Démocrate, Dialogue Social*) - Sahara Occidental (*Front Polisario*) - Salvador (*MNR et Convergence Démocratique, FMLN*) - San Marin (*Parti Socialiste Unitaire*) - Sénégal (*Parti Socialiste*) - Sri Lanka (*United Socialist Alliance of Sri Lanka*) - Suède (*SAP*) - Suisse (*Parti Socialiste*) - Tanzanie (*CCM*) - Tchécoslovaquie (*Parti Social Démocrate, Forum Civique*) - Trinidad et Tobago (*TAPIA House Group*) - Tunisie (*Rassemblement Constitutionnel Démocratique, Mouvement des Démocrates Socialistes, Mouvement d'Unité Populaire*) - Turquie (*Parti Social Démocrate Populaire*) - URSS (*Parti Communiste, Association Social Démocrate*) - Uruguay (*Parti Socialiste, Parti pour le Gouvernement du Peuple*) - Yemen du Sud (*Parti Socialiste*) - Yougoslavie (*Alliance Socialiste, Ligue des Communistes Yougoslaves*).

Organisations internationales

Groupe socialiste au parlement européen - Union des partis socialistes de la communauté européenne - Interafricaine socialiste et démocratique - Internationale socialiste - Internationale socialiste des femmes - Union internationale des enseignants socialistes - Union Internationale de la jeunesse socialiste - Union socialiste de l'europe centrale et de l'Est.

3614
code
PS

c'est décidé: je m'abonne.



Vendredi
L'hebdomadaire des
travailleurs
et de la France
bien d'...

L'hebdomadaire des
Vendredi
- 10 - 3 Vendredi 20 Janvier 1989 - Prix 5,00 F

Le nouvel hebdo de tous les socialistes

Depuis six mois, chaque semaine, vous recevez 16 pages d'informations et d'analyse sur la vie politique. En même temps que vous, adhérents du Parti, plus de 80.000 sympathisants déjà, lisent "VENDREDI"

C'est pourquoi *Vendredi* n'est pas la simple reprise des délibérations du bureau exécutif, ni des textes fournis par les cabinets ministériels. Au-delà de l'évènement, une équipe de journalistes veut aller plus loin que la simple narration. Elle enquête, se déplace, téléphone,

pour donner un écho de vos réactions, qu'il s'agisse de la vie politique en général ou de la vie intérieure du PS. Nous voulons créer le lien qui relie, au sein et au-delà du Parti, tous les membres de la communauté socialiste. Cela, vous ne le trouverez pas chez nos confrères. Plus de dix mille d'entre vous ont déjà envoyé leur abonnement de soutien. Et vous ? Vous attendez, hésitez... Vous ne comprenez pas l'intérêt de payer un journal que vous recevez de toute façon.

Pourtant, chaque abonnement que nous recevons nous permet de servir un lecteur supplémentaire.

Si vous souhaitez que *Vendredi* cet hebdo que vous lisez, puisse accroître sa diffusion, il faut nous adresser votre participation. Avec votre aide, nous pourrions envisager d'être présents dans les kiosques, afin que l'on puisse mieux connaître l'opinion des socialistes, mieux et plus sûrement que par les intermédiaires. Alors, vite, soutenez

Vendredi

Adressez vos chèques (200 F ou plus), accompagnés de votre adresse lisible ou, si vous préférez, de l'adresse d'un de vos amis sympathisants à "Vendredi" - 10 rue de Solferino - BP 379 07 - 75327 Paris Cedex 07

"LA SOCIAL-DEMOCRATIE : AVENIR OU PASSE"

Le numéro 11 de la Nouvelle Revue Socialiste vient de paraître. Après une série consacrée à des colloques du Parti, ce numéro renoue le fil des dossiers thématiques.

Au sommaire :

- Après l'effondrement du communisme à l'Est, l'heure de la social-démocratie : Gérard COLLOMB
- Hommage à Colette AUDRY

Les bouleversements à l'Est :

- Pour une analyse sociale des bouleversements à l'Est : Gilles MARTINET
- Et voici la Russie : Alain HOULOU
- Renouveau de l'idéologie ou idéologie du renouveau : Gueorgui CHAKHNAZAROV
- Un espace politique est-il en train de naître ? : Alexis BERELOWITCH
- Aider Gorbatchev : Thierry MANDON
- Les chances de la social-démocratie à l'Est : Pierre GUIDONI
- Tchécoslovaquie - la fin de l'état de grâce : Patrice DURAND
- Yougoslavie : quelles alternatives à la désintégration ? Luc LEVY

La social-démocratie comme modèle ?

- Social-démocratie - état des lieux : Jacques JULLIARD
- L'avenir de la social-démocratie : Alain BERGOUNIOUX
- La social-démocratie, valeur montante en Europe : Giles RADICE
- Intervention au Congrès de réunification du SPD : Pierre MAUROY
- P.S.O.E., une crise de croissance : Jean-Jacques KOURLIANDSKY
- La nécessaire dimension transnationale du socialisme européen : Raimon OBIOLS
- Europe, une étape décisive : Gérard FUCHS
- Pour un écosocialisme : Pierre JUQUIN

- Bonnes feuilles : "Penser à l'envers" : Benjamin CORIAT
- Militants socialistes, permanences et changements : Henri REY, Françoise SUBILEAU

Notre prochaine livraison, fin janvier, portera sur "LE NOUVEL ORDRE MONDIAL". On y trouvera également des rubriques.

Riche de la réflexion des responsables du Parti, mais aussi largement ouverte sur l'extérieur, la NRS forme et informe les militants. Sa lecture est l'indispensable complément théorique de "Vendredi" et de "PS Info".



ABONNEMENT

POUR CEUX QUI VEULENT COMPRENDRE LE MONDE, POUR CEUX QUI VEULENT DEBATTRE LIBREMENT

Veuillez enregistrer mon abonnement
mon réabonnement
d'un an à la revue trimestrielle.

- Je verse 215 F (Prix d'abonnement)
- Je verse 310 F (Etranger et Outre-Mer)
- Je verse 310 F (Soutien)

Nom : _____ Prénom : _____ N° d'adhérent : _____

Adresse : _____

Coupon à adresser à la Nouvelle Revue Socialiste - Parti Socialiste, 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.
Chèque à l'ordre de "Les Nouvelles Editions de l'An 2000".



LE POING ET LA ROSE

Directeur politique : Pierre Mauroy - **Rédacteur en chef :** Françoise Seligmann

Administration : Société éditrice : « Les nouvelles Éditions de l'An 2000 »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 - N° C.P.P. 53 321.

Directeur de la publication : Henry Pradeaux - Imprimerie Avenir Graphique.